

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

MARCHAIS, MITTERRAND

Non à la division qui sert Giscard

Non à la main tendue à Chirac

ENSEMBLE VOUS ETES MAJORITAIRES

Chassez la droite

GOUVERNEMENT PC-PS

GUATEMALA

LA LONGUE MARCHÉ DES INDIENS

Le mouvement ouvrier et l'élection présidentielle

Jeannette HABEL

Après sept ans de règne, Valéry Giscard d'Estaing est affaibli (1). L'importance du chômage, de l'inflation, rendent plus difficile que prévu sa réélection. Les deux principaux partis bourgeois — le RPR et l'UDF — sont divisés. Le rapport de forces entre les classes est maintenu malgré la guerre que se livrent les organisations ouvrières. En fait, comme l'écrit l'*Unità*, organe du Parti communiste italien, « il ne reste à Giscard qu'une seule arme, la gauche divisée ».

LE PCF ET LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE

Cela fera bientôt quatre ans que l'Union de la gauche entre le PC, le PS et les radicaux de gauche du MRG a été rompue. Cette rupture — intervenue en septembre 1977 — marque sans doute le début du tournant politique le plus important du PCF depuis de nombreuses années. Signé en 1972, le Programme commun était une réponse apportée par les partis ouvriers réformistes à l'explosion de Mai 68. Destiné à canaliser les luttes, à éviter les débordements, il donnait au PCF une perspective gouvernementale par l'alliance scellée avec le PS. Il allait permettre à ce dernier, discrédité et affaibli (2), de se reconstruire comme parti ouvrier.

Quel était l'objectif du PCF ? L'alliance avec le PS devait le sortir de l'isolement et impulser son propre développement, à l'instar de ce qui s'était passé en 1936 ou en 1945-1947. C'était ne pas compter avec ce qui marque la période ouverte par Mai 68 : le changement de rapport de force au sein du mouvement ouvrier français. Pour la première fois dans son histoire, le PCF n'allait pas être le principal bénéficiaire de l'unité réalisée. Il était concurrencé d'une part par le PS (du point de vue de l'influence politique dans la classe ouvrière), et par la CFDT qui — sur le plan syndical — progressait plus vite que la CGT. Il était menacé sur sa gauche par les organisations révolutionnaires dont l'influence était grandissante dans les entreprises. Entre 1972 et 1978, le PCF n'a cessé de perdre des voix aux élections, et la CGT s'est affaiblie dans la plupart de ses bastions traditionnels.

Ces phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier sont des phénomènes structurels. Sur le plan sociologique, l'industrialisation postérieure à l'avènement du gaullisme s'est accompagnée de

la croissance numérique du prolétariat. Mais, au sein de ce prolétariat, deux pôles se sont développés dans les entreprises : les ITC (ingénieurs, techniciens et cadres) et les OS (ouvriers « spécialisés », les moins qualifiés), auxquels il faut rajouter les employés du « tertiaire » et de la fonction publique.

Dans ces couches, le PS et la CFDT ont progressé plus vite que le PCF et la CGT, traditionnellement forts chez les OP (ouvriers professionnels) dont le poids relatif au sein de la classe ouvrière s'est amenuisé.

Cette évolution tend à confirmer que, comme dans les années 1930, la recomposition du mouvement ouvrier français ne se fait pas par simple superposition d'influences, un parti supplantant l'autre, mais — au début du moins — par une implantation dans des secteurs différents du prolétariat.

Le PCF a perdu l'hégémonie absolue dont il disposait dans la classe ouvrière, et tous les efforts faits pendant ces dernières années pour concurrencer le PS sur son propre terrain, pour améliorer son image de marque démocratique en prenant ses distances avec l'URSS, ont été vains. Dans les banlieues « rouges », les municipalités ouvrières, les entreprises les plus solides, là où se trouve sa base ouvrière traditionnelle, le PCF a perdu en audience, en nombre de cellules, en militants.

A cette première cause, il faut en ajouter une seconde : le développement de la crise économique à partir de 1974. Le Programme commun avait été élaboré dans une perspective d'expansion et de concessions économiques possibles. Par contre, en 1977-1978, on discutait àpre-

ment pour savoir si l'on fixerait le SMIC à 2 000 ou à 2 600 F.

Aller au gouvernement pour y gérer l'austérité dans un rapport de forces défavorable avec le PS, devenait pour l'appareil un exercice périlleux. Il risquait de se retrouver face à une montée ouvrière aux conséquences imprévisibles pour son propre contrôle sur le mouvement ouvrier. La participation du PCF au gouvernement — pour y gérer l'austérité — ne pouvait qu'accélérer sa propre crise et la dégradation de ses rapports avec la classe ouvrière. D'autant plus que François Mitterrand, lors du congrès du PS à Nantes en 1977, n'a pas caché son intention d'utiliser le PC comme force d'appoint.

La question du gouvernement devient dans ces conditions une question secondaire pour le PC. *Le problème central, c'est sa propre existence comme parti de la classe ouvrière.* Réaffirmant son identité, il prend ses distances avec l'eurocommunisme, dont il s'était réclamé à l'époque de l'Union de la gauche.

Dès lors, le PCF s'arc-boute sur l'Union soviétique, réaffirme sa filiation historique, son existence comme courant « révolutionnaire » face à la social-démocratie ; l'appareil redivise le monde en deux camps : l'impérialisme et la social-démocratie d'un côté, l'URSS, le « camp socialiste » et le PCF de l'autre. Quelle place y aurait-il en effet pour un parti qui aurait rompu ses amarres avec le stalinisme, qui aurait perdu sa spécificité ?

Le PCF doit se différencier, réaffirmer qu'il occupe une place à part, même au prix de son isolement, en retrouvant une continuité qu'il prétend révolutionnaire.

CONSEQUENCES SUR L'ORIENTATION POLITIQUE DU PCF

Pour atteindre ces objectifs, il faut casser le PS. C'est aujourd'hui le but essentiel du PCF. La rupture de l'Union de la gauche devait enrayer la dynamique unitaire qui avait profité surtout aux socialistes. Une victoire de Giscard signifierait pour eux une rupture interne : une partie d'entre eux choisissant l'alliance avec la droite en l'absence de toute perspective de gauche. Le PCF aurait alors le « champ libre », les rapports de forces étant désormais rétablis en sa faveur.

C'est pourquoi le parti joue la défaite de François Mitterrand. Comment ? Par le refus de toute unité, quelle qu'elle soit, avec les socialistes.

Il affirme que le problème n'est pas de changer d'homme, mais de changer de politique ; pour cela, il faut d'abord garantir un score communiste important au premier tour. Mitterrand ou Giscard, c'est « blanc bonnet » ou « bonnet blanc » du

1. Lire dans *Inprecor* numéro 98, du 30 mars 1980, Jeannette Habel, « La France à la veille des élections présidentielles. L'emploi au centre de la campagne électorale », pour le bilan de la politique suivie par la bourgeoisie au cours des dernières années et les alternatives de la bourgeoisie.

2. En 1969, le candidat socialiste à l'élection présidentielle, Gaston Defferre, avait rassemblé moins de 5 % des suffrages !

point de vue de ce qu'ils veulent faire. Dans ces conditions, le PC refuse tout meeting commun avec le PS. En affirmant dans le même temps démagogiquement qu'il est « pour l'unité à la base, et contre les accords d'états-majors », il s'oppose à toute activité commune aussi bien à la base qu'au sommet. Il refuse de se prononcer dès avant le premier tour de l'élection présidentielle pour le désistement au deuxième tour en faveur de Mitterrand, au cas où ce dernier serait le candidat ouvrier arrivé en tête au premier tour, ce qui est de loin le plus probable.

Il sera évidemment difficile à la direction du PCF de maintenir une telle position entre les deux tours de l'élection. Le refus du désistement — donc le fait d'assurer ouvertement la victoire de Giscard — serait un précédent historique dont le prix à payer serait considérable. Le test de l'élection partielle de l'Aveyron en est un indice : la consigne de refus de vote donnée par la direction du parti en faveur d'un candidat radical de gauche n'a pas été suivie, l'électorat communiste a massivement désavoué l'appareil du PCF. Il faut préciser que c'est ce dernier qui avait tout fait, sous l'Union de la gauche, pour remettre en orbite ce groupuscule bourgeois.

Mais Georges Marchais, qui apparaît plus comme un candidat anti-Mitterrand que comme un candidat anti-Giscard, peut appeler au désistement du bout des lèvres et préparer un mauvais report des voix. Or l'élection peut se jouer à 100 000 ou 200 000 voix près...

Une telle ligne a une logique interne : le refus de l'unité, la dénonciation du PS comme agent de la bourgeoisie, doivent en contrepartie faire apparaître le PCF comme un parti de lutte, le « seul » parti des travailleurs, le parti d'avant-garde de la classe ouvrière. Pour cela, le PCF a durci son langage et ses propositions.

131 PROPOSITIONS

Il propose un « Plan de lutte contre la crise, pour le changement » (3) qui comporte 131 propositions. Il s'agit, en premier lieu, de compenser par une surenchère et un discours gauche sur le terrain social l'absence de perspective politique. Par ailleurs, il continue évidemment à tout faire pour étouffer et morceler les luttes dont il parle tant. Le PCF abandonne la modération verbale dont il avait fait preuve au moment du Programme commun. Il propose un SMIC à 3 300 F immédiatement, les 35 heures sans baisse de salaire, la création de 500 000 emplois supplémentaires chaque année, etc., en espérant toucher « les pauvres », les victimes de la crise, les couches les plus touchées par le chômage.

Plus globalement, il tient un discours qu'il croit adapté — en cette période de crise économique — au niveau de conscience de certaines couches du prolétariat : il spéculé sur le retard de la conscience de classe, les préjugés racistes, la crainte du désordre, en somme la pression de l'idéologie petite-bourgeoise dans certains secteurs de la classe ouvrière dont

il espère tirer un profit électoral, en particulier dans les banlieues populaires et les municipalités qu'il gère. Face à la crise, il apporte une réponse nationaliste chauvine qui n'est pas étrangère à sa tradition. A la question « Comment s'en sortir ? », il répond : « Il faut produire français ! il faut arrêter la casse, il existe des solutions nationales à la crise. La France dispose des moyens de faire vivre sa population, ... à condition que les innovations soient utilisées en France par les travailleurs français et non pas vendues à l'étranger pour le seul profit des capitalistes. (4) » Il faut des nationalisations démocratiques : Georges Marchais propose celle de 23 groupes industriels et bancaires, soit 14 de plus que le Programme commun qui en prévoyait 9, considérées à l'époque comme le seuil minimum pour affaiblir de façon décisive le capitalisme monopoliste d'Etat. Il est vrai qu'en 1971, le programme du PCF en prévoyait 25... et qu'au moment de l'actualisation du Programme commun, qui devait conduire à la rupture, le seuil minimum était passé à 15 !

Comment trouver l'argent ? « Il faut faire payer les riches, casser les pouvoirs de l'argent » (5) ; pour cela, on doit créer un impôt à gros rendement sur le capital des entreprises, augmenter l'impôt sur les bénéfices des sociétés, taxer les profits inflationnistes, ôter au capital la libre disposition des fonds publics, de l'épargne et du crédit ; cela est réalisable grâce à la gestion des banques par les travailleurs... et au rétablissement et au renforcement du contrôle des changes, moyen dont l'efficacité est bien connue pour lutter contre la fuite des capitaux que ne manqueraient pas de déclencher les mesures proposées !

Il est indiscutable que les 131 propositions se veulent — et sont — plus « à gauche » que le Programme commun. Il y a surenchère de mesures présentées comme « radicales ». Ce radicalisme concerne aussi de façon nouvelle les immigrés dont on veut limiter l'entrée en France et qu'il faut aussi répartir plus équitablement (6) dans les municipalités, les écoles et les colonies de vacances. Bien que le PCF n'ait pas reculé dans le passé devant un langage chauvin (les « Boches » pendant la Deuxième Guerre mondiale), il a cette fois franchi un seuil. Un maire communiste s'est lancé à l'assaut d'un foyer d'immigrés, une municipalité communiste installe des quotas pour enfants immigrés dans ses colonies de vacances. Il est logique que le « Produisons français ! » débouche sur « Dehors les étrangers ! » (7) ... Autre élément nouveau : le « Plan de lutte » contient, au chapitre « Sécurité », des propositions pour le maintien de l'ordre qui l'ont conduit jusqu'à la délation d'une famille marocaine impliquée — d'après lui — dans un trafic de drogue...

Quant au fond, le « Plan de lutte » contient tous les ingrédients du réformisme le plus traditionnel et n'innove pas. Pour réaliser toutes ces réformes, il faut « démocratiser l'Etat », le « décentraliser » et le « débureaucratiser » (8), en revalorisant le rôle du Parlement, en insti-

tuant l'autogestion communale... mais il n'est bien sûr pas question de l'expropriation du capital et de la destruction de l'appareil d'Etat. Il faut des ministres communistes au gouvernement. Pour tout cela il faut que le vote en faveur de Georges Marchais soit massif.

CONTRADICTIONS DE CETTE POLITIQUE

Le plus difficile pour le PC est de concilier les divers aspects de sa politique, et surtout les contradictions entre son discours et sa pratique.

Il n'est question que d'action et de combat contre le gouvernement, mais tout est fait pour que Giscard sorte vainqueur de la compétition électorale. La multiplication des journées d'action et des initiatives sectaires de la CGT, en l'absence de toute centralisation des luttes, de toute généralisation, et surtout d'unité syndicale, n'est qu'une façon de jeter de la poudre aux yeux. La seule fois où le candidat du PCF a parlé de grève générale, c'est en évoquant la perspective d'une victoire de Mitterrand, afin d'effrayer l'électorat flottant entre la droite et la gauche. Georges Marchais s'affirme comme candidat anti-Giscard, seul candidat pour le changement mais, en pratique, il ne donne aucune perspective, aucun débouché politique aux luttes.

Il n'y a plus d'Union de la gauche. L'alliance avec le PS est rompue. Mais le PC réclame des ministres communistes, au cas où Mitterrand l'emporterait. Il exige de Mitterrand, qu'il traite comme un candidat bourgeois aussi néfaste que Giscard, qu'il donne des garanties sur la composition de son gouvernement, dont il dit pourtant que sa politique ne changerait rien aux conditions de vie des travailleurs.

Auparavant, le PCF avait une stratégie pour aller vers le « socialisme aux couleurs de la France » : celle de la « démocratie avancée, étape nécessaire sur la voie du socialisme ». Cette étape, concrétisée par le Programme commun, n'existe plus aujourd'hui (9).

Le PCF s'appuie — pour justifier cet abandon — sur la critique des expériences passées de 1936 et de 1945. Voici ce qu'il écrit (10) : « Pas de "grand soir" donc pour un pays comme le nôtre au stade de développement qui est le sien. Ni sous la forme insurrectionnelle (type 1917, mais aussi

3. *L'Humanité*, 21 novembre 1980.

4. *L'Humanité*, 26 février 1980.

5. Cf. le « Plan de lutte... », *L'Humanité*, 21 novembre 1980.

6. *Ibid.*

7. Cette orientation a été condamnée par le Parti communiste martiniquais (PCM) et par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples où les militants communistes sont très nombreux). Dans un premier temps, même le bureau confédéral de la CGT avait critiqué les initiatives de la direction du PCF.

8. Cf. le « Plan de lutte... ».

9. Cf. Michel Simon, in les *Cahiers du communisme*, revue du Comité central du PCF, décembre 1980.

10. *Ibid.*

1789, 1830, 1848, 1871), ni, non plus, ce qui heurte un système d'évidence encore davantage ancré dans la conscience nationale, sous la forme électorale ; mais une avancée au socialisme faite de "transformations qualitatives partielles", un processus historique marqué par une suite de luttes de classes au contenu de plus en plus élevé. Des seuils, des étapes ? Certes, mais non programmables a priori. Plus d'étapes intermédiaires délimitées d'avance. Plus de séparation tranchée, entre "but final" et objectifs immédiats : c'est dès maintenant, au quotidien, qu'est engagée la lutte révolutionnaire pour la transformation sociale, lutte qui ne s'achève nullement, bien au contraire, le jour où les forces politiques qui s'assignent comme but l'édification du socialisme accèdent au pouvoir. Il n'y a pas de socialisme, ni d'avancée en cette direction qui puissent être octroyées d'en haut. Pas d'états-majors dont on puisse attendre le changement sans lutte. Nul sauveur suprême, homme ou parti, fussent-ils "tribuns" reconnus des masses populaires. Nous sommes ici, en dépit des apparences, au cœur de ce qui fait la nouveauté de la candidature de Georges Marchais à l'élection présidentielle. »

Mais ce discours de type « euro-communiste » (dans la revue, rappelons-le, du Comité central du PCF) cadre mal avec son fonctionnement interne, la répression et les exclusions qui ont repris. Il cadre mal aussi avec le rôle de courroie de transmission qui est de nouveau dévolu à la CGT, avec le sectarisme extrême de la direction de cette centrale syndicale.

En fait, entre les réajustements idéologiques (tels qu'ils apparaissent dans les revues spécialisées de l'appareil) et les positions réformistes classiques, l'écart diminue de plus en plus, au point qu'il n'y a encore pas si longtemps, des idéologues du PCF s'interrogeaient sur la justification de la scission du Congrès de Tours (11) en 1920...

Rarement le PCF n'a été le carrefour de telles contradictions : que Giscard passe ou que Mitterrand soit élu, une chose est certaine, sa crise ne fait que commencer. L'émergence de militants critiques de plus en plus nombreux, les ruptures intervenues dans l'appareil (en particulier dans la presse et la Fédération de Paris) en sont les premiers indices. Les rythmes de la crise dépendront en partie du résultat électoral de Georges Marchais : il est difficile de faire des pronostics en la matière. Le discours du candidat du PCF trouve sûrement un écho dans les couches les plus touchées par la pauvreté. Mais dans quelles proportions ? Il ne faut pas oublier que l'Union de la gauche a signifié pour le PCF une stagnation ou même une érosion de son électorat. Si cette érosion est enrayée ou, mieux, s'il enregistre une légère progression, l'appareil du PCF aura gagné un répit, et provisoirement réussi à ressouder ses rangs.

En tout état de cause, la campagne électorale de Georges Marchais remplit aussi pour la direction du PCF une fonction essentielle : grâce au réflexe provoqué par une campagne anti-communiste

La pétition des soldats

En 1974, cent soldats, bientôt suivis par des milliers d'autres jeunes travailleurs sous l'uniforme exigeaient :

- le libre choix de la date et du lieu d'incorporation ;
- une solde égale au SMIC et la gratuité des transports ;
- le droit à la résiliation du contrat à tout moment pour les engagés ;
- des permissions régulières et la libre disposition de soi en dehors du service ;
- la suppression des incorporations outre-mer et dans les Forces françaises en Allemagne (FFA) ;
- la liberté d'information et d'expression, y compris dans les enceintes militaires ;
- la dissolution de la Sécurité militaire (SM) et des tribunaux militaires (TPFA).

Sept ans après, le bilan est clair : le peu que nous avons obtenu, c'est grâce aux luttes menées à l'initiative des comités de soldats avec le soutien du mouvement ouvrier. L'attitude du gouvernement n'a pas changé : Giscard a tenté de réduire nos comités au silence par la répression.

Aujourd'hui, l'essentiel de nos revendications demeure, d'autant que la politique d'austérité de Giscard-Barre nous frappe de plein fouet en tant que soldats, en tant que jeunes, en tant que travailleurs, Chômage et misère sont notre lot quotidien pendant le service et après.

Giscard a montré le rôle qu'il entend faire jouer à l'armée en envoyant briser la grève des éboueurs, celle des aiguilleurs du ciel, ou celle des marins-pêcheurs ; il a envoyé ses paras en Afrique pour y défendre les intérêts des gros industriels.

Nous refusons la chasse au prétendu « ennemi intérieur », la collaboration avec l'OTAN et la course aux armements (bombe à neutrons et autres préparatifs de guerre nucléaire notamment).

Nous sommes solidaires des travailleurs et des peuples contre lesquels le gouvernement veut nous utiliser !

La réélection de Giscard signifierait la poursuite de cette politique, la répression des soldats qui luttent pour de meilleures conditions de vie et les droits démocratiques. Sa défaite serait au contraire un encouragement à la lutte, pour les soldats comme pour les travailleurs.

Parce que Giscard peut et doit être battu, nous, soldats, appelés et engagés, nous refusons la division syndicale et politique qui empêche la coordination, la centralisation des luttes à l'intérieur comme à l'extérieur des casernes et conduit à la réélection de Giscard.

Nous appelons pour battre la droite à voter au premier tour pour les candidats se réclamant des travailleurs.

Nous leur demandons de préparer la défaite de Giscard en s'engageant au désistement pour celui d'entre eux le mieux placé au premier tour.

C'est avec cet objectif, battre Giscard, que les soldats et leurs comités s'associeront aux manifestations du 1er Mai qui, à la veille du second tour, devront être puissantes et unitaires.

Ils marqueront ainsi leur volonté d'union dans les luttes.

qu'elle alimente, il s'agit de ressouder autour d'elle le « noyau militant » du PCF, en prévision d'affrontements sociaux que l'approfondissement de la crise ne manquera pas de mettre à l'ordre du jour. En

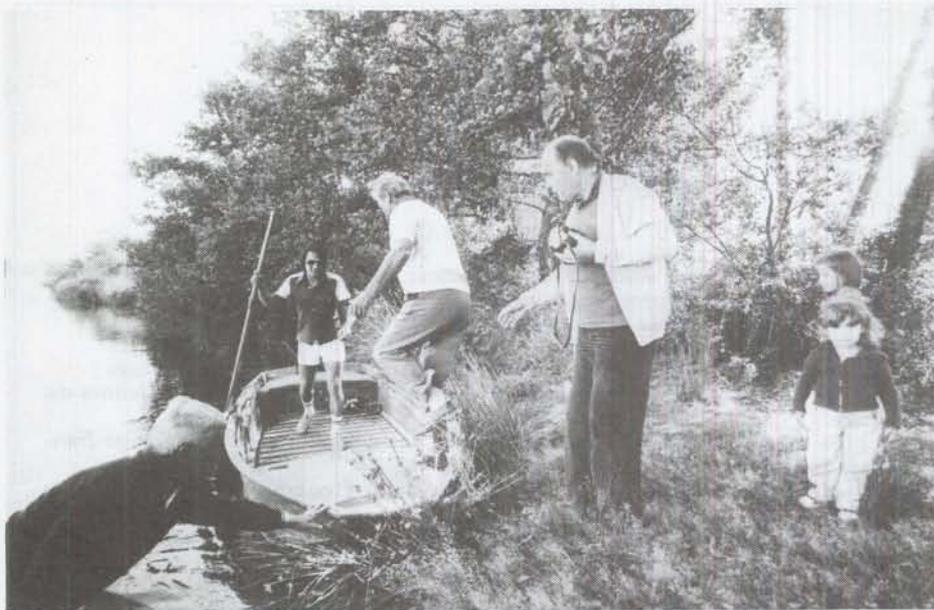
un mot, la direction se prépare un parti sur mesure, en prévision d'une situation politique et sociale qu'elle prévoit lucidement comme difficile.

LA RESISTIBLE ASCENSION DU PS

François Mitterrand compte capitaliser le mécontentement provoqué par la politique de Giscard. Considéré comme perdant au départ, il a triomphé de Michel Rocard (son principal concurrent au sein du PS). Il a compris — à la différence de Rocard — qu'il fallait, malgré la politique du PC, maintenir une image de marque unitaire en attaquant violemment le gouvernement d'abord. Il a refusé le lan-

gage ouvertement « réaliste » de Rocard sur la gestion nécessaire de la crise, et de l'austérité de gauche qui en découlerait. Il a compris qu'il pourrait capitaliser les effets du chômage et de la crise, attiser les mécontentements et garder les suffrages

11. Un entretien avec Gilbert Wasserman in Damette et Scheibling *Pour une stratégie autogestionnaire*, Editions sociales, Paris, 1979.



François Mitterrand et Willy Brandt : parafre « le plus raisonnable possible ». (DR)

de l'électorat communiste tout en se gardant de toute dynamique sociale.

En faisant appel au « *rassemblement populaire pour le redressement national* » (12), il réserve la possibilité à une petite fraction de l'électorat gaulliste de voter pour lui.

Sur le plan économique

Sur le plan économique, ses propositions sont d'une grande modération et font preuve du « *raisonnable possible, du maximum du possible dans un pays comme le nôtre* » dont parlait Michel Rocard (13). Contre le chômage, Mitterrand propose (14) une relance sélective de l'économie à partir du relèvement des bas revenus ; la mise en œuvre d'un programme d'investissements publics et privés... en particulier dans le bâtiment et les travaux publics ; la création de 210 000 emplois (150 000 dans le secteur public, 60 000 « *d'utilité collective* ») dont le coût représenterait un cinquième des dépenses consacrées à l'indemnisation des chômeurs ; la réduction des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre ; enfin, la réduction progressive à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail « *par des accords décentralisés et adaptés à la situation de chaque branche et de chaque entreprise* ».

Les formulations du candidat socialiste sont habiles, mais ambiguës. Il s'appuie sur une revendication très populaire, mais reste vague sur les conditions de sa réalisation. Or, les discussions sur la réduction du temps de travail ont été l'un des problèmes-clés abordés lors de la préparation du VIII^e Plan (15), et les négociations sur le temps de travail entre le patronat et les syndicats se sont soldées par un échec en 1980, bien que les positions de la CFDT — reprises en fait par le PS — aient été proches de celles du patronat. De quoi s'agit-il ? Il y a accord de la part du patronat pour diminuer le temps de travail, à condition que cette réduction des horaires s'accompagne d'une baisse partielle des salaires, d'une utilisation accrue des machines, et donc d'un assouplissement des horaires de travail ; le tout se

traduisant par une amélioration de la productivité (l'absentéisme diminue, les machines sont mieux utilisées).

La position de François Mitterrand et du PS ne sont pas incompatibles avec ces exigences. Mitterrand exclut une baisse des salaires pour les revenus les plus bas, mais il n'exclut pas la baisse des salaires plus élevés « *par le resserrement de l'éventail des salaires à partir du seuil que fixeront les partenaires sociaux* » (16) : déshabiller Pierre pour habiller Paul, au nom de la réduction des inégalités, c'est la position défendue par Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, que le secrétaire du PS reprend à son compte.

La négociation décentralisée « *entre partenaires sociaux* » permettrait de moduler la situation selon les entreprises et de ne pas compromettre les promesses d'aides faites aux petites et moyennes entreprises (PME). François Mitterrand est soucieux de ne pas perdre cette clientèle électorale éventuelle qui peut hésiter entre Jacques Chirac et lui. Il s'est engagé à donner aux entreprises qui ne bénéficient pas des privilèges dont jouit le secteur exportateur (favorisé par le gouvernement Barre), les moyens de résister à la concurrence étrangère et aux grands trusts. Il ne s'agit pas de compromettre une telle politique par un accroissement des charges qui pourraient résulter d'une baisse du temps de travail sans baisse des salaires.

Les nationalisations

Quant aux nationalisations prévues par le *Manifeste socialiste*, elles devraient faire partie du premier train de mesures prises par le gouvernement : « *Le Manifeste adopté le 24 janvier par le Congrès socialiste de Créteil précise à ce sujet : "Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neufs groupes industriels prévus dans le Programme commun et le programme socialiste, de la sidérurgie et des activités de l'armement et de l'espace financées sur fonds publics. La nationalisation du crédit et des assurances sera achevée."* »

« *Le Programme commun de gouvernement indiquait : "Dès son installation, le gouvernement procédera à la nationalisation des groupes suivants : Dassault, Rhône-Poulenc, ITT-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité."* »

Mitterrand a justifié ces mesures par des arguments qui ne laissent place à aucune ambiguïté sur la fonction de rationalisation du système de telles nationalisations. Il a d'abord rappelé à deux reprises (17) que c'était une tradition instaurée par le général de Gaulle lui-même, qui avait permis d'assurer la « *prospérité* » après 1945. Il a ajouté :

« *Or, si aujourd'hui il y a des investissements en France qui permettent de créer des profits et non pas le contraire, c'est parce que ces investissements sont réalisés par les sociétés nationales, alors que l'investissement privé est pratiquement à sec. Ce sont des sociétés nationales qui, à l'heure actuelle, entraînent toute l'économie française, aussi bien sur le plan de l'automobile que sur le plan de l'électricité, sur le plan de l'aviation. Elles remplissent un service public. Quand on parle de la SNCF ou de l'EDF, elles se substituent aux charges de l'Etat ! Il faut bien que les Français aient de l'électricité et qu'ils puissent monter en chemin de fer.* »

Et plus récemment, il a été encore plus modeste (18) : « *Si l'on nationalise Dassault, ou plus exactement l'aviation de bombardement, ce sera en effet un changement de société pour Dassault, auquel je ne veux d'ailleurs aucun mal. Mais, pour le reste des Français, on n'aura changé, tant mieux pour eux, qu'un tout petit bout de la société...* »

La même position avait été défendue par Rocard : « *Dans le marasme actuel, le secteur public montre qu'il est à peu près le seul à résister, comme en témoignent les résultats de Renault ou d'Air France, et une grande industrie nationale de l'informatique et des télécommunications aurait pu constituer un outil fiable et compétitif à l'échelle internationale.* (19) »

L'Etat prendrait en charge des investissements coûteux, pour « *permettre de créer des profits* », comme le dit Mitterrand, alors que « *l'investissement privé est pratiquement à sec* » (20) ».

L'adaptation aux institutions

Le dirigeant du PS s'adapte — com-

12. *Le Monde*, 10 mars 1981.

13. *Le Monde*, 26 mars 1981.

14. *Ibid.*

15. Selon un des schémas retenus par le Plan, cette politique permettrait de ramener le niveau prévisible du chômage en 1985, de 2 200 000 personnes à moins de 1 588 000. *Le Monde*, 14 juin 1980.

16. *Le Monde*, 18 mars 1981.

17. *Ibid.*

18. *Le Monde*, 27 mars 1981.

19. *Le Nouvel Observateur*, 23 mars 1981.

20. *Le Monde*, 18 mars 1981.

me les autres candidats — aux institutions de la Ve République. D'autant plus qu'en cas de victoire il entend bien, pour gouverner, utiliser l'étendue des prérogatives que donne au chef de l'Etat la Constitution gaulliste de 1958.

Dans le contexte actuel, les rapports avec le PC laissent ouvertes les questions du gouvernement et de la majorité qui appuierait le président élu. Mitterrand a déjà annoncé qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale en cas de victoire, et qu'il s'appuierait « sur la majorité parlementaire que le suffrage universel enverra à l'Assemblée nationale » (après les élections législatives) (21).

Cette réponse laisse ouverte la question des alliances pour l'avenir... Le PS, selon les résultats des législatives, pourrait gouverner avec le RPR, une fraction de l'UDF, avec le PC et le RPR, ou même gouverner seul... Mitterrand reste évasif et refuse surtout de répondre au PCF qui réclame des ministres communistes. En effet, s'il répond oui, il risque de perdre des voix à droite sans en gagner à gauche. Mais le fait de refuser de répondre constitue une faille à l'égard de l'électorat communiste, et facilite les attaques du PC.

Si le candidat socialiste ne gouverne pas avec les communistes, avec qui gouvernera-t-il demande le PCF, si ce n'est avec la droite ? Belle démonstration pour appeler à renforcer le vote communiste, et pour dire qu'il faut changer vraiment de politique. Quant à la droite, elle joue sur le fait qu'une telle majorité parlementaire, changeante et aléatoire, est génératrice de désordre.

A cela, Rocard a répondu : « La majorité parlementaire n'est pas un concept qui ressort de notre Constitution... L'important est qu'il y ait une volonté et que l'Assemblée sache si elle a le courage de la censurer. » Autrement dit, sous la IVe République, le gouvernement avait besoin de l'investiture du Parlement. Sous la Ve République, le gouvernement n'est pas obligé de solliciter la confiance de l'Assemblée nationale : pour sanctionner le gouvernement, les députés doivent prendre l'initiative d'une motion de censure, ce qui laisse des marges de manœuvre appréciables au Premier ministre et au président de la République.

Politique étrangère

Enfin, sur le plan de la politique étrangère, le candidat socialiste n'hésite pas à multiplier les gages de bonne volonté envers la bourgeoisie : il a critiqué le retard pris par Giscard pour dénoncer l'invasion de l'Afghanistan et son voyage à Varsovie... Il s'est déclaré prêt à traiter avec l'URSS « pour préserver l'équilibre en Europe », mais « sans passer sous la table » (21). Ce langage ne peut que favoriser d'éventuelles convergences avec le RPR.

Pour l'instant, Mitterrand est en position de force. L'audience électorale de son parti est importante ; dans les entreprises, son influence est significative (grâce aux liens qu'il a avec la CFDT et aux problèmes que rencontre la CGT), même si

ses forces organisées restent très limitées. Si le candidat socialiste est victorieux, le PS bénéficiera de l'image de marque unitaire qu'il a su garder. Mais si Giscard l'emporte, alors des déchirements du parti

sont probables : certains secteurs passeront des alliances avec la droite, permettant ainsi au PCF d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

LA DIVISION SYNDICALE

A l'automne 1980, la division syndicale a relayé la division politique. Les deux principales centrales syndicales, la CGT et la CFDT, sont en état de guerre. Les accords unitaires (bureaucratiques) de juin 1974 sont rompus.

CGT

— La direction de la CGT oriente toute son activité vers le soutien à la campagne du PCF. Alors que, lors de son 40e Congrès, en 1978, elle avait cherché à se donner une image de marque indépendante, plus démocratique, plus unitaire, elle a changé radicalement d'attitude, violant ainsi les mandats de son propre Congrès.

Face à l'ampleur de la crise et des attaques gouvernementales, la direction confédérale — sous couvert d'un langage dur et combatif — multiplie les journées d'action, les grèves minoritaires et les opérations sectaires, tout en accroissant ses attaques contre le PS et la CFDT afin de démontrer qu'elle est le seul syndicat combatif sur une base de classe, en condamnant tout attentisme électoral qu'elle a pourtant si souvent pratiqué dans le passé.

Sur le plan international, la CGT a, sur l'Afghanistan comme sur la Pologne, pris des positions très en retrait par rapport à la bataille qu'elle avait menée en 1978 au IXe Congrès de la FSM (Fédération syndicale mondiale) en critiquant le fonctionnement des syndicats dans les « pays de l'Est ». Sa direction avait alors rencontré à Prague des représentants de la Charte 77. Sur ce terrain comme sur le reste, la direction cégétiste a emboîté le pas au PCF et opéré un tournant très important qui provoque de nombreuses tensions dans ses rangs.

En résumé, la CGT l'a dit dès septembre 1980 : point n'est besoin d'une échéance politique pour que les travailleurs luttent victorieusement. En décembre, lors de la réunion de son Comité confédéral national (CCN), la CGT indiquait sa position pour l'élection. Pas un mot sur Giscard, pas une ligne pour dire qu'il faut en finir avec lui. En revanche, elle définit une position qui vise à faire clivage entre le PC et le PS, afin de faire apparaître des convergences avec le premier et des divergences avec le second. Il s'agirait, selon la CGT, d'éclairer le vote des travailleurs, sur la base des ressemblances entre son programme et celui des candidats en présence. En fait, elle sélectionnait cinq critères (revendications, nationalisations, fusées Pershing, élargissement de la CEE et bombe à neutrons) dont la fonction était de faire apparaître les convergences entre son programme et celui du candidat du PC, comme le disait lui-même Ségué. Plus récemment, la di-

rection confédérale adoptait le thème de la présence de ministres communistes au gouvernement comme garantie pour les travailleurs.

Sa position l'a conduit à s'aligner sur le PC, à briser l'unité de ses propres rangs, à encourager la fuite des adhérents dégoûtés par la manipulation du sigle CGT par le PC.

CFDT

— Pour la direction de la CFDT, il faut placer la CGT et le PC devant le dilemme de leur changement d'attitude ou de leur affaiblissement (22). Le secrétaire de la CFDT se place dans une perspective de rupture et de guerre prolongée avec le PC et la CGT. Simultanément, le « recentrage » de cette direction syndicale l'a conduit à des négociations avec le patronat où elle fait de nombreuses concessions. Lors des négociations sur la durée du travail, la direction de la CFDT était prête à entériner l'abandon de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire votée lors de son dernier Congrès à Brest. Derrière nombre de ces positions, il y a l'acceptation de la crise. L'« action pour l'autonomie » est présentée comme aussi importante que l'« action pour le bien-être contre l'exploitation ». Il s'agit « d'influer sur le type de croissance », de changer les rapports hiérarchiques, d'agir sur « les structures et les principes de base de la société »... en oubliant que, dans la société capitaliste, les rapports de production sont fondés sur la propriété privée. Ces propositions ont aussi comme objectif un renforcement institutionnel du syndicat dans le contexte d'une crise économique prolongée.

Une telle ligne ne permet évidemment pas de lutter avec efficacité contre le sectarisme diviseur de la CGT. Cela explique que les tensions internes à la CGT ne se traduisent que fort peu — à la différence de l'après-Mai 68 — par des départs vers la CFDT, mais par un renforcement de l'opposition au sein de la CGT.

Sur les présidentielles, la CFDT adopte une position qui peut paraître plus séduisante : elle ne prend pas position entre le PC et le PS. Elle se déclare pour l'élection d'un président de gauche. Mais les limites apparaissent rapidement. D'abord, elle ne fait rien pour mobiliser ses adhérents contre Giscard. Ensuite, dans une longue interview au *Matin*, Edmond Maire explique que, « sur le plan de la stratégie sociale, il n'y a que deux forces : le PC et la CFDT ». Cette position

21. *Ibid.*

22. Edmond Maire, *le Matin*, 2 mars 1981.

est interprétée par Edmond Maire comme une arme anti-PC et anti-CGT. Dans ses coups, rien, pas plus qu'à la CGT, n'est fait contre Giscard. L'élection présidentielle est escamotée.

FEN

— La FEN (Fédération de l'éducation nationale) est la seule fédération unitaire du pays ; elle a maintenu cette unité en se mettant à l'extérieur des confédérations ouvrières, et en autorisant la constitution de tendances en son sein. La direction de la FEN, ayant abandonné l'idée d'une réunification du syndicalisme confédéral, est amenée à cultiver l'autonomie syndicale et à donner un contenu corporatiste à cette autonomie ; de plus, les deux tendances dominantes dans la FEN, très liées l'une au PC et l'autre au PS, imposent un fonctionnement très parlementaire. Il en résulte un sentiment de blocage assez répandu chez les syndicalistes de l'enseignement.

La CFDT a su jouer de ce sentiment pour se développer dans l'enseignement. La CGT a consacré une session de sa plus haute instance, en janvier 1980, à débattre de l'éventualité de la syndicalisation des enseignants ; elle y a renoncé, considérant qu'un tel acte serait compris comme une volonté de scission de la FEN et heurterait l'attachement des enseignants à l'unité syndicale.

Quel est le sort d'un syndicat unitaire en période de division outrancière ? Pour la première fois depuis de longues années, les tendances dominantes dans la FEN parlent de risques de « scission » et s'en rejettent mutuellement la responsabilité. Il est vrai que la direction socialiste de la FEN a entrepris de normaliser le syndicat par des mesures ultra-bureaucratiques ; il est vrai aussi que sa politique de collaboration avec le gouvernement l'a amenée à signer des accords salariaux d'austérité ou à soutenir des réformes réactionnaires, telle celle qui organise des stages en entreprise pour les jeunes de l'enseignement professionnel.

Quant à la tendance animée par le PC, elle ne cache pas les pressions qui surgissent en son sein pour un passage à la CGT ; elle se livre à une surenchère peu crédible sur la tactique syndicale ; elle reproche à la direction de la FEN, non de mener des négociations tous azimuts avec le gouvernement, mais de négocier sans l'appui d'une action syndicale ; or, l'action, pour la tendance animée par le PC, se réduit à des grèves rituelles de 24 heures.

Négociations à tout prix ou grèves de 24 heures : telle est l'alternative offerte par les deux grandes tendances de la FEN ; l'impasse de l'une et de l'autre fournit des arguments aux deux côtés pour intensifier leur affrontement, sans que les intérêts des personnels de l'éducation nationale ne soient réellement pris en compte.

Cet affrontement interne à la FEN prend un caractère de plus en plus social et catégoriel ; en effet, la FEN n'est pas structurée selon le modèle d'un syndicat

d'industrie, mais plutôt comme une fédération de syndicats de métiers. Ainsi, la FEN regroupe-t-elle 46 syndicats nationaux, dont chacun organise une catégorie particulière de personnels de l'enseignement. Or, chacune des grandes tendances de la FEN s'abrite derrière le principal syndicat de catégorie qu'elle dirige : le syndicat de l'enseignement primaire (SNI) pour les socialistes ; le syndicat de l'enseignement secondaire (SNES) pour les communistes.

A l'occasion des élections présidentielles, la tendance socialiste majoritaire a adopté une position de retrait : « *Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur tienne la main pour déposer leur bulletin de vote* », écrit-elle. Cela n'a pas empêché André Henry, le secrétaire général de la FEN, d'affirmer à la radio que les enseignants « *sont de cœur et de sensibilité socialistes* ». La tendance animée par le PC a « opportunément » découvert l'importance des luttes pour assurer les transformations sociales. Elle renvoie donc les syndiqués à leurs luttes à la base, et se fait discrète sur les échéances électorales ; la consigne de vote « *relève de la responsabilité du citoyen* », dit-elle, elle n'en donnera donc pas. La lutte est « *la plus court chemin pour aller aux véritables changements* » : pourquoi, dès lors, emprunter le détour des élections ?...

Seule la tendance révolutionnaire de la FEN, l'« Ecole émancipée » (EE), où sont présents les militants de la LCR, a développé la nécessité d'adopter une autre orientation syndicale afin de préparer la grève générale, et la nécessité de ne négliger aucune occasion de défaire Giscard, fût-ce par les élections. S'appuyant sur l'exemple de la Pologne, cette tendance montre concrètement comment il est possible de construire un rapport de forces favorable aux travailleurs. A propos des présidentielles, elle affirme que « *aucun travailleur, aucune organisation syndicale ne peut avoir une démarche, par ses interventions ou par ses votes, qui permette la reconduction de Giscard dans ses fonctions. Les travailleurs, par la poursuite et le développement de leurs luttes et par leur vote, permettront la défaite de Giscard* ».

FO

— Sous couvert d'apolitisme et de neutralité syndicale, la Confédération Force ouvrière (FO) laisse ses adhérents libres de leurs choix, comme l'indique le Comité confédéral national (CCN) réuni les 20 et 21 décembre 1980. Son secrétaire général, André Bergeron, s'est déclaré — à titre personnel — favorable à François Mitterrand en octobre. Mais la multiplication des négociations avec l'Elysée semble montrer pour qui le cœur de FO penche au niveau confédéral : pour Giscard. Ce qui est contradictoire avec le bilan social tiré par le CCN de décembre : FO montrait une situation sociale très dégradée. Pour défendre les objectifs revendicatifs fixés par FO, il est difficile de montrer le bilan social tel qu'il est, de négocier sans résultat avec Giscard, et de ne

pas se prononcer pour l'élection du 26 avril...

En somme, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle, aucune des quatre confédérations ouvrières FO, FEN, CFDT et CGT n'a formulé clairement l'idée simple et largement répandue chez les travailleurs qu'il faut battre Giscard. Elles ont un point commun : chacune d'entre elles relativise l'échéance du 26 avril comme une occasion d'en finir avec la politique d'austérité du gouvernement Giscard-Barre. Loin d'imaginer un front syndical commun contre Giscard, dans les luttes et à l'occasion de cette élection, les directions confédérales se livrent une guérilla sans merci.

DIFFERENCIATIONS AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

Les différenciations au sein du mouvement ouvrier constituent le phénomène le plus important des dernières années. Elles ont pris des formes nouvelles avec la division des partis ouvriers et des syndicats. Après 1968, les mouvements sociaux s'étaient développés surtout à l'extérieur des organisations traditionnelles (23). Aujourd'hui, avec le changement de conjoncture politique, ces différents mouvements sont dans l'impasse. Ils peuvent exprimer le « ras-le-bol » et la défiance, mais ils sont pour la plupart marginalisés sur la scène politique. La polarisation des forces a relativisé les réflexes basistes ou apolitiques (le retrait de Coluche, candidat de la dérision, en est une indication).

Les courants critiques les plus significatifs se développent au sein des partis ouvriers et des syndicats. Les organisations révolutionnaires qui n'ont pas compris à temps ce changement de politique ont connu des difficultés.

La prise de conscience de nombreux militants des organisations ouvrières s'est accélérée après la rupture de l'Union de la gauche. Ils ont compris qu'il faut impulser l'union sur des bases de classe en s'appuyant sur une mobilisation sociale unitaire. La question qui est au cœur de l'élection présidentielle, c'est la nécessité de « ne pas en reprendre » pour 7 ans... Pour battre Giscard, il faut l'unité : tel est le point de départ des partisans de l'« Union dans les luttes ».

— *Le courant unitaire* « Union dans les luttes » reflète cette prise de conscience embryonnaire. Il montre quels sont les processus moléculaires qui sont à l'œuvre dans la classe ouvrière. Douze ans après Mai 68, des militants tirent les leçons de la grève générale sans débouché politique, et de l'Union de la gauche, débouché politique sans combat et sans luttes. Ils ne veulent plus d'union sans combat ou de combat sans union.

23. Les grèves elles-mêmes débordaient souvent les consignes syndicales. Il ne faut pas oublier que la plus célèbre d'entre elles — celle de Lip — fut dirigée par Charles Piaget et des militants du PSU.

C'est pourquoi des militants du PC, du PS, de la LCR et des inorganisés se sont regroupés autour d'une pétition « Pour l'union dans les luttes » qui a recueilli plus de 160 000 signatures. Organisés dans des collectifs unitaires, ces militants d'origines politiques diverses font une expérience originale. Elle a été impulsée en premier lieu par des militants du PCF issus de l'ancien courant althussérien, qui avaient manifesté depuis plusieurs années leurs désaccords idéologiques avec le PCF. Après la rupture de l'Union de la gauche, ils se sont engagés sur un terrain plus directement politique. Ils sont aujourd'hui victimes d'une large répression au sein du PCF qui exclut les principaux initiateurs d'« Union dans les luttes ».

Ce regroupement unitaire regroupe des courants politiques divers, qui s'unissent dans l'action tout en menant des débats politiques et en confrontant leurs divergences. C'est une expérience de Front unique partielle, limitée ; les collectifs regroupent pour l'essentiel des militants organisés ailleurs et des inorganisés. L'expérience unitaire y est parfois difficile, dans la mesure où la confrontation politique concerne surtout des courants politiques et leurs sympathisants ; les inorganisés qui signent assez massivement ces pétitions sont peu présents aux réunions. Ce qui soude ces collectifs et ces militants, c'est la volonté capitale d'œuvrer à l'unité, au Front unique entre partis ouvriers et syndicats comme seule issue à la situation : en se prononçant pour l'unité entre le PC et le PS, pour le désistement au deuxième tour, pour la perspective d'un gouvernement d'union du PS et du PC.

La réunion nationale de ces collectifs le 28 mars 1980 a appelé en outre à un 1er mai unitaire (le 1er mai a lieu entre les deux tours de l'élection), appel qui revêt une grande importance politique : il signifie une bataille auprès des syndicats, comme auprès du PC et du PS, pour imposer une manifestation commune dans l'unité avant le deuxième tour.

Ces collectifs pourraient, en cas de grandes luttes et de mobilisations, prendre un caractère beaucoup plus massif et constituer de réels comités de Front unique. Mais, dans l'immédiat, telle n'est pas la situation. La permanence de ce courant, qui a presque un an d'existence, montre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène conjoncturel. La direction du PCF en a bien compris l'importance. Elle exclut actuellement, ou tente d'exclure, les principaux animateurs, ceux que l'on appelle déjà les « unitaires ».

— Les retombées les plus significatives de l'« Union dans les luttes » se font jour dans les syndicats. C'est là qu'elles sont dans l'immédiat les plus importantes. La baisse d'effectifs qu'ont connu ces derniers, en particulier la CGT (qui, selon les estimations, est passée de 2 300 000 à 1 500 000 ou 1 200 000 membres en deux ans), traduit l'écœurement des militants, mais non leur démoralisation ou leur démobilitation. Il y a un contraste



André Bergeron : même FO a été touché par le débat « Comment battre Giscard ? ». (DR)

entre la chute des effectifs militants et le maintien global des résultats des syndicats dans les élections où il n'y a aucune progression des syndicats patronaux.

En fait, l'affaiblissement des forces organisées, de la CGT notamment, traduit le « ras-le-bol » devant la division et le sectarisme. Il s'accompagne d'un phénomène très important dans la centrale : pour la première fois des milliers de militants syndicaux de tous horizons et de nombreuses villes prennent position à l'appel de militants de Marseille (voir encadré) pour l'unité, pour la défaite de Giscard. Le Collectif syndical de Marseille, composé de militants du PS, du PC, de la LCR, de chrétiens et d'inorganisés, résume en 5 points sa position :

- 1) Tout faire pour que Giscard soit battu ;
- 2) Le programme de la CGT doit servir à dénoncer la droite et non à alimenter la division ;
- 3) La CGT doit appeler au premier tour à voter pour tous les partis ouvriers PC, PS et extrême gauche ;
- 4) Pour le deuxième tour, la CGT doit appeler au désistement en faveur du candidat ouvrier le mieux placé, et œuvrer pour que le PC et le PS gouvernent ensemble ;
- 5) Le programme et les revendications de la CGT doivent être maintenus, quel que soit le président issu des élections (24).

Cet appel est sans précédent : parti de Marseille, déjà repris à Chartres, Dreux, Caen, Rennes, Fougères, Le Havre, dans le Pas-de-Calais, en Gironde, il recueille plusieurs milliers de signatures et parfois non des moindres : au Havre deux des quatre secrétaires de l'Union départementale, le secrétaire général du syndicat CGT de Renault-Sandouville qui avaient déjà signé la pétition « Union dans les luttes » : ces derniers considèrent « l'avenir », le « pluralisme » et « le caractère de masse » de la CGT menacés (25). René Buhl et Jacqueline Lambert, membres de la Commission exécutive de la CGT, ont exprimé leurs critiques et leur crainte de voir pour la première fois « se constituer des tendances ».

Le plus frappant, c'est que de nombreux militants critiques, qui réclament plus d'autonomie de la CGT envers le PCF, ne le font pas — comme ce fut souvent le cas dans le passé — à partir de positions apolitiques. Thouroule (secrétaire général du Syndicat CGT des employés de la Sécurité sociale — Ile-et-Vilaine) reprend à son compte une citation de Monate (26) qui montre quel est le niveau de conscience du courant qui est en train de se constituer : « N'ayez pas peur de tomber dans l'anticommunisme en regardant le stalinisme comme l'ennemi numéro un. Notre prétendu anticommunisme n'a rien à voir avec celui des bourgeois. Eux ont peur du communisme, nous, nous l'appelons ! »

— Dans la CFDT : le Congrès de la Métallurgie (FGM-CFDT) tenu à La Rochelle du 5 au 8 février 1980 a apporté une réponse à tous ceux qui pensaient que le « recentrage » avait triomphé dans ce syndicat. L'orientation de la direction de la Fédération des Métaux a été condamnée par les militants de la sidérurgie lorraine et de Fos. Un délégué, parmi les plus modérés de Nancy a affirmé que « le rapport de forces... devait être créé par la grève et l'action... pas seulement dans quelques usines de France » (27).

Un autre délégué, secrétaire de la SAFE (producteur de tôles pour Renault) pose la question : « La FGM a-t-elle conscience de ce que les militants ont ressenti quand elle a signé son accord aux suppressions d'emplois ? » (28) Le représentant du syndicat Métaux de Fos-sur-Mer intervint à partir des leçons de la grève de la SOLMER en 1971 : « Pas de négociations au sommet décollées de la base ! ... Avec la division, ce sont les revendications qui en prennent un coup, et les travailleurs avec. L'important c'est de faire reculer le patronat. (29) »

24. *Le Monde*, 31 mars 1981.
 25. *Le Nouvel Observateur*, 30 mars 1981.
 26. *Le Monde*, 31 mars 1981.
 27. *Rouge*, numéro 956.
 28. *Ibid.*
 29. *Ibid.*

L'appel CGT de Marseille adressé à Georges Séguy et au Comité confédéral national (CCN)

Camarades,

Certains d'entre nous voteront le 26 avril pour Georges Marchais, d'autres pour François Mitterrand, d'autres pour un candidat d'extrême gauche.

MAIS NOUS SOMMES TOUS D'ACCORD POUR DIRE QUE, DANS CES ELECTIONS, NOUS AVONS UN OBJECTIF COMMUN : CHASSER GISCARD.

Nous nous adressons à toi et au Comité confédéral national (CCN), suite aux prises de position du CCN de décembre 1980 sur l'élection présidentielle, suite aussi au numéro de la Vie ouvrière « Special Impôts » qui contient trois pages sur cette question qui font déborder le vase. Nous ne pouvons plus nous taire.

LE CARACTERE UNITAIRE, DE MASSE, DE NOTRE SYNDICAT EST EN DANGER. DE PLUS, C'EST LA SITUATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS QUI EST EN JEU.

Nous ne pouvons pas accepter ce qui est dit et écrit au nom de notre syndicat, au moment où nous constatons tous dans nos entreprises une aspiration chaque jour grandissante à en finir avec ce gouvernement.

Nous ne voulons pas laisser Giscard et la droite repasser à cette élection, car nous savons tous que dans ce cas,

C'EST L'EMPLOI DE CHACUN QUI SERA MENACE, LE GOUVERNEMENT LUI-MEME AVOUANT SON OBJECTIF QUI EST D'ATTEINDRE LES 2500000 CHOMEURS EN 1985.

Et cette insécurité encore plus grande sera complétée par de nouvelles attaques contre le droit à la santé et les libertés individuelles et collectives, en particulier les libertés syndicales.

Par sa tradition, son histoire, la CGT sait qu'il n'est pas de changements véritables de la condition des travailleurs sans battre le pouvoir du capital que représente aujourd'hui Giscard-Barre, auquel toutes nos revendications, toutes nos luttes se sont heurtées depuis 1974.

Or, les positions qui ressortent du dernier CCN sont graves, et en rupture avec les engagements du 40e Congrès de Grenoble sur deux points :

— à aucun moment il n'est dit que la CGT se prononce clairement pour que la droite au pouvoir, Giscard, soient battus en mai 1981 ;

— une sélection est faite dans le programme de la CGT, si bien que notre syndicat apparaît aux yeux de tous comme soutenant un des deux grands partis de gauche et attaquant l'autre. Cette position, que la presse et la télé ne manquent pas d'utiliser, risque fort d'amener des millions de travailleurs à en conclure que la CGT n'est pas l'outil de ses adhérents, mais celui d'un parti.

IL NE S'AGIT NULLEMENT DE METTRE DANS LA POCHE NOS REVENDICATIONS AVANT, PENDANT OU APRES CETTE ELECTION, ET NOUS AFFIRMONS NOTRE REFUS DE VOIR CES REVENDICATIONS SACRIFIEES AU NOM DE LA CRISE, DU CONSENSUS, OU DE TOUTE RAISON ETRANGERE AUX INTERETS DES TRAVAILLEURS.

MAIS CHAQUE JOUR QUI PASSE SANS POSITION CLAIRE DU PREMIER SYNDICAT DU PAYS, C'EST UN JOUR DE REPIT POUR GISCARD.

C'est pourquoi, il faut que notre confédération appelle dès maintenant à un vote de classe contre Giscard :

— PAS UNE VOIX POUR LES CANDIDATS DES PARTIS GOUVERNEMENTAUX AU PREMIER TOUR.

— PAS UNE VOIX NE DOIT MANQUER AU CANDIDAT DU PC OU DU PS QUI RESTERA FACE A GISCARD AU SECOND TOUR.

Parce que la CGT est une organisation de masse, nous pensons que son rôle ne peut être de choisir entre PC et PS, mais doit être de pousser à

L'UNITE DE CES DEUX PARTIS POUR CHASSER GISCARD ET GOUVERNER ENSEMBLE.

UNE DEFAITE DE GISCARD SERA UN ENCOURAGEMENT FORMIDABLE POUR LE RENFORCEMENT DES SYNDICATS, POUR L'ACTION, LA MOBILISATION, L'UNITE SYNDICALE,

alors qu'une victoire de Giscard créerait un recul pour nous tous et accentuerait les divisions politiques et syndicales.

Camarade, dans ton rapport de clôture du 40e Congrès, tu affirmais la nécessité que « la pratique du débat ouvert, démocratique, devienne désormais un mode de vie pour la CGT » et tu rappelais le rôle positif des tribunes libres de discussion pour les débats importants. Nous demandons l'ouverture d'un tel débat dans la presse confédérale et nous présentons donc cet appel comme une contribution à ce débat. Nous en demandons donc la publication dans la Vie ouvrière.

Les résultats des votes sont aussi significatifs de l'ambiance du Congrès : le syndicat de Nantes avait présenté un amendement condamnant tout abandon des acquis de la loi de 1936 sur les 40 heures, qui était en fait la position de la direction nationale de la CFDT dans les négociations sur le temps de travail avec le patronat. La direction fédérale s'était prononcée contre cet amendement « parce qu'il sera interprété comme un soupçon et comme une condamnation des négociations sur l'aménagement de la durée du travail ». Or, l'amendement fut voté à la quasi-unanimité ! Les votes sur le rapport d'activité ont baissé de 15 % pour les « pour », augmenté de 15 % pour les « contre ». Sur la résolution d'orientation, les « pour » ont baissé de 12 % et les « contre » augmenté de 13 %... par rapport au précédent congrès.

Quant à l'élection présidentielle, la direction CFDT la relativise : tout en souhaitant un changement de politique que le succès du candidat de gauche aux élections faciliterait, le moins que l'on puisse dire est qu'Edmond Maire reste attentiste face à la possibilité de réélection de Giscard. C'est pourquoi la nécessité d'engager toutes les forces pour battre le président sortant, et pour voter dès le premier tour pour les partis ouvriers, doit être au centre des préoccupations des militants CFDT.

— Dans Force ouvrière (FO) un appel au vote de classe est signé par 140 militants de Marseille et de la Caisse de Sécurité sociale de Paris (à l'initiative de militants du PS et de la LCR). Cet appel (voir encadré) traduit la volonté d'un nombre croissant de militants de rompre avec la politique confédérale qui, sous couvert d'apolitisme, est une caution permanente à la politique de Giscard. En ce sens, l'appel n'est pas un appel de circonstance, mais ouvre la voie à un clivage permanent entre la direction confédérale et les militants confrontés à la crise, à l'austérité et aux attaques du patronat et du gouvernement.

Les progrès de l'opposition au sein des principaux syndicats ouvriers sont inégaux. Il est encore trop tôt pour parler de courants structurés. Mais il est certain qu'un pas en avant a été franchi vers la structuration d'une opposition syndicale.

Même si la spécificité de chacune des centrales syndicales explique le caractère particulier de chacune des oppositions, les récents développements devraient avoir plusieurs conséquences : d'abord stimuler et favoriser l'unité d'action intersyndicale sur le plan local ou régional. Ensuite, dans chaque syndicat, impulser la coordination et faciliter les échanges entre les différentes instances syndicales ou militants qui se sont retrouvés dans cette bataille. Enfin, dans une étape ultérieure, envisager des regroupements plus structurés autour d'une plate-forme commune axée sur la satisfaction des revendications ouvrières, la démocratie et l'unité syndicale, la nécessité de contraindre les luttes contre l'austérité et de leur donner un débouché

politique. Un pas décisif serait alors franchi dans la voie de la tendance

La réalisation de ces tâches rend plus actuelle que jamais la nécessité d'une organisation révolutionnaire qui constitue une alternative crédible pour les militants en processus de rupture avec les partis réformistes. C'est la faiblesse des organisations révolutionnaires qui explique la

lenteur des ruptures au sein des organisations traditionnelles, alors que la prise de conscience et la politisation de nombreux militants critiques s'accroissent.

La LCR a été guidée tout au long de sa campagne par une idée : la nécessité d'une politique de Front unique contre l'austérité, pour chasser Giscard. Le thème central de son agitation a été « Giscard

peut et doit être battu ! Pour cela il faut battre la division ! Il faut l'unité ouvrière ! ».

Balayer Giscard, balayer la droite à ces élections, c'est créer des conditions infiniment plus favorables à la mobilisation des travailleurs pour la victoire de leurs revendications. Cela passe par le fait que le PC et le PS cessent leurs divisions, qu'ils s'engagent à se désister pour le candidat ouvrier le mieux placé au second tour et à gouverner ensemble. La LCR, en se battant ainsi, en appelant à voter pour le candidat du PC et du PS arrivé en tête au premier tour, n'appelle pas à voter leur programme (les deux partis ont un programme de collaboration de classe), mais contre la droite. Giscard, c'est déjà 2 millions de chômeurs. S'il l'emporte, cela signifiera une austérité redoublée et des attaques sans précédent contre la classe ouvrière. La LCR se bat pour le désistement au deuxième tour, pour battre Giscard à cette élection. Si demain Giscard est réélu, l'union dans les luttes et leur généralisation seront de nouveau au centre de son activité en tant qu'organisation.

Partie prenante de toutes les mobilisations récentes et de toutes les initiatives unitaires (dans tous les syndicats et dans le courant « Pour l'Union dans les luttes »), la LCR présente Alain Krivine pour qu'il soit le porte-parole de l'unité ouvrière. Voter pour Alain Krivine, c'est voter contre la division, mais aussi voter contre l'austérité et les licenciements, c'est faire en sorte qu'une force puisse s'exprimer dont le PC et le PS soient obligés de tenir compte.

Cette campagne a déjà eu un grand écho : l'importance de la participation aux meetings (les plus importants depuis de nombreuses années), et le nombre d'adhésions aux comités de soutien le montrent. Mais la présentation de notre camarade se heurte à la législation réactionnaire votée par le Parlement : il faut 500 signatures de maires ou conseillers généraux ou députés dans plus de 30 départements pour pouvoir se présenter. Or, le PC et le PS — qui ont voté contre cette loi anti-démocratique — bloquent la signature de leurs élus. Le PC ne veut pas compromettre si peu que ce soit le score de Georges Marchais, et il n'est pas prêt à donner un appui quelconque à une organisation trotskyste. Le PS, malgré ses prétentions démocratiques, craint de perdre des voix par la multiplication des candidatures... et il ne tient pas à ce que s'exprime un courant unitaire qui n'attaque pas essentiellement le PC (comme le fait l'OCI).

Pour vaincre ces obstacles, la LCR a lancé un appel démocratique afin d'obtenir la centaine de signatures qui lui manquent pour présenter Alain Krivine.

« LUTTE OUVRIÈRE » ET L'OCI

— « Lutte ouvrière », qui présente Arlette Laguiller, fait une campagne « ailleurs ». Pour « Lutte ouvrière », « il ne sert à rien de chasser Giscard, même si c'était possible », « c'est laisser supposer

L'appel lancé dans Force ouvrière (FO)

adressé à André Bergeron

et au Comité confédéral national (CCN)

Les signataires de cet appel, quelles que soient leurs options politiques et leurs intentions de vote pour l'élection présidentielle du 26 avril, estiment :

— que la confédération doit préserver sa position traditionnelle d'indépendance par rapport aux partis et organisations politiques, et refuser en tant que telle, d'appeler à voter pour un candidat nommé désigné ;

— mais nous estimons que cette attitude ne saurait se réduire à une neutralité qui nous empêcherait de nous exprimer sur les enjeux économiques et sociaux de l'élection présidentielle, et que nous ne pouvons nous taire sur les intérêts des travailleurs ;

— sur les revendications, le bilan tiré par FO Hebdo depuis plusieurs mois est éloquent. Cinquième semaine de congés payés, réduction du temps de travail, SMIC et maintien du pouvoir d'achat, sur toutes ces questions le gouvernement et le patronat répondent non, et nous renvoient... au lendemain des élections.

Le constat dressé par le Comité confédéral national (CCN) des 20 et 21 décembre, est tout aussi éloquent :

— action prioritaire contre le chômage ;
— lutte contre la hausse des prix ;
— nécessité de préserver le pouvoir d'achat ;
— respect de la liberté de négociation des salaires et des conditions de travail ;

— indépendance du mouvement syndical et sa primauté par rapport à toute autre forme de représentation des salariés ;

— action contre la fraude fiscale ;
— défense de la Sécurité sociale et des services publics ;
— sur une véritable laïcité de l'école et de l'Etat.

Mais, après un tel bilan, une question se pose.

La défense de ces objectifs est-elle compatible avec le maintien de Giscard pour sept ans ? NON !

La conclusion nous paraît claire.

En 1969, la Confédération Force ouvrière appelait à voter non au référendum qui menaçait les libertés syndicales.

Aujourd'hui, elle doit prendre ses responsabilités sur la base du bilan anti-ouvrier de Giscard.

LA CONFEDERATION DOIT APPELER A UN VOTE DE CLASSE CONTRE GISCARD.

La Confédération, pour donner tout son sens et toute son efficacité à son appel, doit dire clairement :

PAS UNE VOIX POUR LES CANDIDATS DES PARTIS GOUVERNEMENTAUX ACTUELLEMENT EN PLACE. PAS UNE VOIX NE DOIT MANQUER AU CANDIDAT OUVRIER QUI RESTERA FACE A GISCARD AU SECOND TOUR.

Parce que nous avons toujours compris l'indépendance syndicale comme un moyen de maintenir et de renforcer l'efficacité du syndicat sur son terrain, nous pensons qu'il faut dire clairement aux travailleurs que, sur le plan revendicatif, ils n'ont rien à attendre de ce gouvernement et de ce candidat.

C'est pourquoi, nous en appelons à la Confédération pour qu'elle prenne position en ce sens.

Nous pensons à tout le moins qu'il est nécessaire d'en débattre dans l'ensemble des instances syndicales. Nous demandons donc la publication de cette lettre dans la presse confédérale.



Georges Marchais en famille, aux Jeux olympiques de Moscou en 1980. (DR)

que Mitterrand aurait une autre politique que Giscard ». « Lutte ouvrière » n'a aucune compréhension de ce qu'est une politique de Front unique ouvrier (FUO). Arlette Laguiller expliquait que « la division n'est pas un drame, elle n'a même aucune espèce d'importance »... Ce qui conduit cette organisation à ne pas (jusqu'à présent) se prononcer sur la consigne de vote qu'elle donnera au deuxième tour (30).

— La politique de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) a été déterminée par deux facteurs : d'une part, sa politique opportuniste envers la social-démocratie ; d'autre part, ses manœuvres organisationnelles à l'égard de la LCR pour la mettre en difficulté.

Le 16 juin 1980, l'OCI s'adressait au Congrès de la LCR pour qu'Alain Krivine soit le candidat commun des deux organisations « qui se réclament de la IV^e Internationale ». En septembre 1980, l'OCI s'engageait dans une campagne « pour un candidat unique du PS et du PCF » et la candidature Krivine était caractérisée comme « une candidature de division ».

Nous avons fait remarquer à l'époque le caractère opportuniste de cette prise de position aux camarades de l'OCI : l'élection présidentielle se joue en deux tours. Rien n'empêche chaque parti de présenter son propre candidat sur la base de son programme au premier tour. Proposer une candidature unique du PC et du PS c'était — compte tenu des rapports de forces — déjà appeler à voter Mitterrand. En mars

1981, nouveau retournement. Alors que la campagne de la LCR est largement engagée, les camarades de l'OCI proposent de nouveau un candidat commun LCR-OCI à six semaines de l'élection... La LCR, tout en étant prête à envisager un soutien actif de l'OCI dans cette campagne, ainsi que sa participation aux meetings, aux émissions de radio et de télévision, maintient que les désaccords politiques qui nous séparent ne permettent pas de transformer le candidat Krivine en candidat commun LCR-OCI.

Enfin, dernière volte-face : le Comité central de l'OCI « décide d'appeler au vote Mitterrand dès le premier tour », aboutissement logique de la politique opportuniste d'adaptation à la social-démocratie que mène l'OCI depuis longtemps : hier les militants de l'OCI votaient pour André Bergeron au Congrès fédéral de FO, aujourd'hui, ils refusent de mener bataille pour le désistement dans les syndicats à direction socialiste, dans l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) ou dans la CGT (31).

30. « Lutte ouvrière » (LO) semble amorcer un changement de position et Arlette Laguiller a déclaré à la télévision : « Contrairement à la candidature de Georges Marchais, ma candidature n'a pas pour but de faire obstacle à la victoire de François Mitterrand. Des millions de travailleurs ont envie de la victoire de François Mitterrand, je suis solidaire de ces travailleurs, contrairement à Georges Marchais. »

31. Alors qu'il y a un mois l'OCI était prête à présenter Alain Krivine en commun avec la LCR, l'OCI présente aujourd'hui le candidat de la Ligue comme faisant le jeu de Giscard, dans

Si Alain Krivine est candidat, l'OCI refusera-t-elle d'appuyer sa candidature ? Que devient la bataille pour le Front unique, pour le désistement, pour le gouvernement PC-PS, alors que Mitterrand refuse de prendre un quelconque engagement sur la présence de ministres communistes au gouvernement ? Mitterrand ne ménage pas ses avances et ses sourires à la bourgeoisie et la possibilité d'un Front populaire est très loin d'être exclue. Qu'est-ce que tout cela a à voir avec le programme trotskyste et la IV^e Internationale ?

En cette période de crise, la victoire ou la défaite de Giscard sont un enjeu décisif, non seulement en France, mais à l'échelle internationale, face à la contre-offensive de l'impérialisme. En Europe, la défaite de Giscard ferait contre-poids à la victoire de Thatcher en Grande-Bretagne et à la tentative de coup d'Etat en Espagne. En France, elle donnerait un élan indiscutable aux luttes des travailleurs. ■

Jeannette HABEL
Le 30 mars 1981.

son hebdomadaire *Informations ouvrières* (numéro du 28 mars au 4 avril) : « Les choses sont claires : c'est à un chantage — dérisoire, mais significatif — à ne pas voter Mitterrand que se livre Krivine, dans son effort ultime et éperdu pour être candidat. Jusqu'à menacer d'assurer la réélection de Giscard. On est loin — pour ne pas dire plus — du Front unique ouvrier. Mais cette campagne effrénée de Krivine contre Mitterrand ne ferait-elle que « coïncider » avec les intérêts de Giscard ? On ne peut que s'interroger sur certaines déclarations récentes de dirigeants de la LCR... »

Après la réunion du plénum du Parti ouvrier unifié polonais (POUP)

La grève d'avertissement de quatre heures appelée par « Solidarité » le 27 mars a été massivement suivie par la classe ouvrière polonaise. Celle-ci a fait la preuve — une fois de plus — de sa détermination à défendre les acquis résultant des grèves d'août 1980. Parmi les exigences mises en avant, les travailleurs réclamaient en premier lieu le châtiement des responsables des foyers de l'ordre qui, à Bydgoszcz, avaient passé à tabac trois de leurs représentants ainsi que l'information la plus complète sur les faits. Mais ils exigeaient également la reconnaissance de « Solidarité rurale » en tant que syndicat autonome, l'application des accords de Gdansk sur le libre accès du syndicat aux *mass media*, ainsi que la cessation immédiate de toute poursuite ou mesure de répression à l'encontre des opposants politiques.

La grève générale prévue le 31 mars, au cas où le gouvernement ne céderait pas sur ces revendications, fut finalement suspendue au dernier moment, à l'appel de la délégation syndicale chargée des négociations. Cette dernière considéra en effet que la proposition de compromis faite par les autorités devait être acceptée : il lui paraissait impossible d'aller plus loin dans l'immédiat et vu que son principal souci était d'éviter un affrontement direct avec le pouvoir. L'ombre de l'URSS, dont la menace d'intervention militaire était plus présente que jamais, joua sans doute un rôle déterminant dans la décision finalement prise par la délégation de « Solidarité ».

Pour la première fois pourtant, le syndicat s'est trouvé en position de faiblesse au moment de signer un accord. Aux termes de ce dernier, le gouvernement s'en tient à des promesses — et on sait ce qu'elles valent... — en ce qui concerne la question du droit à l'information et celle des opposants politiques. Le problème de « Solidarité rurale » n'est pas résolu, même si les autorités se sont engagées à « ne pas mettre en cause la légalité » de cette organisation qu'ils ont toujours dénoncée comme ... illégale. En revanche, le pouvoir a reculé sur l'affaire de Bydgoszcz elle-même. Les sous-préfets ont été mutés, les responsables de la milice sont suspendus en attendant le résultat de l'enquête, et l'engagement a été pris de faire toute la lumière dans la presse sur les faits.

Si « Solidarité » s'est trouvé en position de faiblesse face au gouvernement, c'est parce que ni le syndicat ni sa direction n'étaient préparés à la bataille pour le pouvoir. Or, c'est ce problème-là qui a été posé d'entrée de jeu par les autorités. « Il ne s'agit plus là de la pression sur le pouvoir, mais d'un combat ouvert contre notre parti, l'Etat, le socialisme, déjà d'un combat pour le pouvoir », devait affirmer Kazimierz Barcikowski au nom du Bureau politique dans son rapport d'ouverture devant le plénum du Comité central.

Tout ce qui avait fait la force de la direction de « Solidarité » dans les négociations jusque-là — à savoir sa capacité à utiliser le rapport de forces créé par la mobilisation des travailleurs pour obliger le pouvoir à céder — s'avérait de peu de poids dès lors que les autorités laissaient entendre ouvertement qu'elles ne respecteraient pas le cadre de la « légalité », passé un certain point... C'est donc moins le contenu de l'accord passé qui témoigne de la faiblesse de « Solidarité » que le désarroi que ce dernier a entraîné dans les rangs du syndicat. Désarroi qui a été renforcé par la manière non démocratique dont le compromis a été imposé aux militants et par les divisions qu'il a entraînées après-coup dans le syndicat. Les débats de la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité » réunie les 31 mars et 1er avril ont en effet montré qu'en dépit de la forte opposition à cette décision de la part d'un certain

nombre de délégués, la majorité se prononçait finalement pour entériner le choix de la délégation et pour suspendre la menace de grève.

Mais ces débats ont également mis en évidence des fractures profondes au sein de la direction. Le feu roulant de critiques auquel la délégation a été soumise renvoyait à un problème dont nous avons souligné l'importance à plus d'une reprise : celui de la démocratie interne au syndicat, des méthodes de direction.

Lech Walesa fut le premier visé dans les critiques adressées à la délégation. Ses chantages à la démission ont été peu appréciés. Les délégués de la KKP lui ont fait clairement entendre que son comportement autoritaire était inacceptable, et que le fait d'apparaître comme le symbole du mouvement lui imposait d'autant plus de respecter la volonté de la majorité. Pour sa part, Karol Modzelewski (1), délégué à la KKP par le MKZ de Wrocław, et désigné comme porte-parole de « Solidarité » en décembre dernier, a démissionné de ce poste pour protester contre les abus de pouvoir d'un exécutif dont il ne se sentait plus solidaire.

Par ailleurs, cette discussion houleuse a mis en évidence un autre problème d'importance concernant le fonctionnement du syndicat : la délimitation du rôle des experts et des permanents non élus, dont le nombre n'a cessé de croître ces derniers mois dans « Solidarité », au niveau national en particulier.

L'entretien avec Jadwiga Staniszkis que nous publions est particulièrement éclairant sur ce point. Cette jeune femme, docteur en sociologie, sait de quoi elle parle puisqu'elle faisait partie de l'équipe des experts présents lors des accords de Gdansk. Depuis lors, si elle a continué à militer dans le mouvement — donnant des cours dans les universités ouvrières, participant en tant qu'expert à certaines réunions nationales du syndicat où la présence de spécialistes s'avérait utile —, elle n'a cessé de dénoncer le danger que représentait la présence d'experts dans les négociations, tant que leurs attributions ne seraient pas strictement délimitées. « Ce sont des intellectuels dont toutes les réactions sont entachées par le mode de vie et l'éducation. Spontanément, ils optent toujours pour la modération et les solutions permettant d'éviter les affrontements, au lieu de poser le problème des rapports de forces. La façon même dont ils ont tendance à se substituer aux ouvriers pour prendre les décisions à leur place, montre combien ils sont loin de comprendre les véritables intérêts de la classe ouvrière », affirmera-t-elle à diverses reprises.

Ses propos viennent d'être pleinement confirmés par les réactions de certains experts. Pour justifier le fait que la KKP n'ait pas été convoquée à la veille de la grève, l'un d'eux s'est écrié : « Il fallait accepter le compromis, mais jamais la KKP ne l'aurait accepté ! » ... Le pape Jean-Paul II ne l'aurait certainement pas désavoué, lui qui affirmait dans un appel au calme lancé au lendemain de la grève d'avertissement : « Les ouvriers veulent la paix et non la grève ! » Nombre de travailleurs — bons catholiques au demeurant — ont réagi avec vigueur en demandant tout haut de quoi se mêlait le souverain pontife...

Néanmoins, au-delà de toutes les divergences sur la tactique et sur les méthodes de direction employées, les travailleurs polonais viennent de faire preuve — une nouvelle fois —

1. *Inprecor* a publié dans son numéro 91, du 15 décembre 1980, « Un entretien à bâtons rompus avec Karol Modzelewski ».

de leur maturité en se montrant capables de déjouer les tentatives de division. Unis et forts lors de la grève d'avertissement, ils ont su éviter, quatre jours plus tard, que le mouvement n'éclate en grèves dispersées, affaiblissant d'autant la cohésion de « Solidarité ».

De plus, passé le premier moment de colère contre ceux qui n'avaient pas respecté la démocratie syndicale, les délégués de la KKP ont su tirer la leçon de ce qui venait d'arriver. Les experts ont été remis à leur place. Il a été proposé qu'ils n'aient plus le droit de prendre la parole lors de négociations — sauf demande expresse de la part des délégués — et surtout qu'ils s'abstiennent de tout contact officieux « pour faciliter les choses » avec le gouvernement. D'autre part, des règles strictes de fonctionnement de la direction devraient être adoptées lors de la prochaine KKP « de manière à empêcher que les pratiques anti-démocratiques ne prennent le pas dans le syndicat ».

Ce dernier n'aura pas trop de toutes ses énergies, dans les semaines qui viennent, pour préserver l'unité qui a fait sa force jusqu'ici. Car les développements actuels au sein du POUP ne peuvent qu'inciter les bureaucrates de tous bords à s'en prendre encore plus violemment au syndicat qui est accusé de tous les maux...

Dès septembre, une série d'instances de base du POUP avaient commencé à avancer des exigences de démocratisation du parti. A commencer par le comité d'entreprise de l'usine « Towimor » de Torun dont le premier secrétaire, Zbigniew Iwanow, a été expulsé du POUP par la direction centrale pour avoir constitué une coordination horizontale dans cette même ville (2). Traité aujourd'hui d'« agitateur extérieur au parti » par la presse officielle, il a pourtant été confirmé à son poste par ses camarades de parti. Le premier entretien avec lui que nous avons publié faisait état de la bataille menée contre la direction locale du POUP de Torun pour imposer la préparation d'un Congrès démocratique. Le deuxième entretien, que nous publierons dans un prochain numéro, montre que le cheminement que Zbigniew Iwanow a effectué dans ses réflexions sur le pluralisme et sur le fonctionnement d'un parti qui se voudrait réellement démocratique.

Il serait cependant hasardeux d'attribuer des positions aussi avancées à l'ensemble du « mouvement pour le renouveau » qui a fait boule de neige dans le parti depuis quelques mois. La plupart des représentants de ce courant, rencontrés le mois dernier dans une dizaine de villes, exprimaient un point de vue beaucoup plus timoré. Certes, leurs propositions concernant les changements de statuts et le règlement des élections au Congrès du POUP rejoignaient en bien des points celles du Comité de « Towimor » et du Comité de coordination inter-entreprises du POUP de Torun. Cependant, leurs propos montraient qu'ils restaient prisonniers d'une conception profondément « réformiste », encore fortement marquée par leur éducation stalinienne. Beaucoup, à l'instar d'E. Szumowski — directeur du principal journal de Cracovie —, se disaient convaincus qu'il est possible de réformer le parti de l'intérieur, d'obliger les bureaucrates à changer d'attitude et d'orientation. « Nous sommes la majorité et il faudra bien qu'ils nous écoutent », affirmaient-ils, écartant d'un geste agacé toute hypothèse d'intervention soviétique, et marquant par là-même une incompréhension profonde de la nature de la bureaucratie.

« Il faut punir tous ceux qui se sont fait construire des villas avec l'argent de la collectivité, tous les prévaricateurs qui ont terni l'image du parti », disait un dirigeant du comité du POUP des chantiers de Szczecin. Mais il ne voyait là que disfonctionnements auxquels il était possible de remédier. Comme la plupart des autres militants du POUP interrogés, il insistait certes sur la nécessité de « redéfinir le rôle dirigeant du parti ». « Le parti ne peut prétendre diriger s'il n'est pas un véritable parti d'avant-garde, reconnu par les masses et capable de leur indiquer la voie », affirmait-il notamment. Cependant, tout en reconnaissant que « Solidarité » avait joué un rôle décisif pour impulser le mouvement de contestation qui traverse le POUP à l'heure actuelle, il n'en gardait pas moins une attitude de plus que défensive à l'égard du syndicat, craignant que celui-ci ne se mette à jouer un rôle directement politique, et insistant sur le rôle des « éléments anti-socialistes » en son sein.

Selon qu'ils étaient ouvriers, intellectuels ou permanents,

membres actifs ou non de « Solidarité », le point de vue de ces militants du POUP variait évidemment. Mais, pour la grande majorité d'entre eux, il allait de soi que seul le POUP pouvait prétendre à diriger le pays. Le problème de l'exercice du pouvoir par les masses n'était que très rarement posé. Seul Zbigniew Iwanow, avec lequel le temps a manqué pour aborder cette question dans l'entretien que nous avons eu avec lui, a affirmé que, à son avis, la mise en place de conseils ouvriers représentait un élément-clé pour la transformation de la vie sociale et politique, afin que l'ensemble des travailleurs soit partie prenante des décisions essentielles pour la collectivité.

Néanmoins, en dépit de toutes ses limites, ce « mouvement pour le renouveau » est l'expression de l'extraordinaire vague de radicalisation qui a donné naissance à la constitution des syndicats indépendants polonais depuis six mois. Le fait même qu'il s'exprime au sein du POUP décuple le caractère explosif des exigences mises en avant. La décision du dernier plénum d'organiser les élections des délégués à bulletin secret et sans limitation du nombre des candidatures à tous les niveaux du parti pour le prochain Congrès prévu pour juillet 1981, en dit long sur la pression exercée sur les membres du Comité central, et en particulier sur ses représentants « ouvriers » (pour beaucoup, de petits bureaucrates, permanents de comités d'entreprises qui, en octobre encore, défendaient le point de vue de la direction centrale). Les milliers de motions émanant de structures de base, les 40 000 signatures recueillies à Poznan en un rien de temps pour obliger la direction locale à organiser de telles élections au niveau régional auront finalement contraint la direction à céder.

Si ce Congrès avait lieu demain sur la base de telles élections, non seulement l'aile « dure » du parti aurait toutes les chances de se voir mise en minorité, mais des dizaines de milliers de bureaucrates — petits, moyens et grands — courraient le risque de se voir limogés...

Gageons que ces derniers feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher une telle éventualité. Ce Congrès a d'autant moins de chances de se tenir que la bureaucratie polonaise n'a aucune carte de rechange. Aucun Dubcek à l'horizon... Le peu de crédit dont le général Jaruzelski bénéficiait, il y a encore un peu plus d'un mois, s'est largement émoussé au vu de son incapacité à tenir les promesses qu'il avait faites aux masses. Quant à Mieczyslaw Rakowski, le fringant directeur de l'hebdomadaire officieux du POUP, *Polytika*, qui passait pour la pointe avancée du libéralisme, il a donné la mesure de son esprit « ouvert » en s'en prenant avec violence aux éléments « anti-socialistes » de « Solidarité » lors de ses discussions avec la direction du syndicat à la veille de la réunion du plénum du parti. L'escalade verbale et militaire de la bureaucratie soviétique depuis quelques semaines prend dès lors tout son sens...

Les attaques contre Jacek Kuron et le KOR, puis contre Lech Walesa, puis contre « Solidarité » tout entier, ont fini par faire place, dans la *Pravda* du 2 avril, à des attaques ouvertes contre le POUP lui-même, accusé de mollesse à l'égard des « éléments subversifs » (10 millions de personnes...). Et la recrudescence des mouvements de troupes sur le terrain faisait écho à cet avertissement sans fard. « Les manœuvres des armées du Pacte de Varsovie se poursuivent... », ne cesse de répéter l'agence officielle soviétique depuis bientôt quinze jours. Les troupes engagées dans ces « exercices » sont estimées à plus de 200 000 hommes stationnant sur le territoire polonais ou non loin des frontières de ce pays. Après avoir tout essayé pour tenter d'affaiblir le mouvement en le divisant, après avoir usé et abusé du chantage à l'intervention — chantage qui, en soi, représentait déjà une forme d'ingérence directe dans les affaires du prolétariat polonais — les Soviétiques ont donc fait un pas de plus en mettant en place la logistique nécessaire à une intervention.

Il faut dire qu'ils n'ont plus guère de raison de compter sur la direction centrale du POUP pour reprendre la situation en main. « Le gouvernement est d'avis que les organisations sociales, y compris "Solidarité" ne menacent pas la paix intérieure du pays par des activités non conformes à la loi », affir-

2. *Inprecor* a publié dans son numéro 97, du 16 mars 1981, Pierre Caen, « Les oppositions se définissent et s'organisent au sein du POUP », et un entretien avec Zbigniew Iwanow recueilli à Torun en février 1981.

Un partisan du « mouvement pour le renouveau » parle ...

Les propos qui suivent sont extraits d'un entretien avec E. Szumowski, dirigeant du principal journal de Cracovie, *Gazeta Krakowska*, et partisan du « mouvement pour le renouveau » au sein du POUP. La tonalité de ces propos — fort différente de celle de Zbigniew Iwanow dont nous publierons l'interview dans notre prochain numéro — exprime bien le sentiment qui semblait dominer chez la plupart des « opposants » du POUP rencontrés dans diverses villes de Pologne au mois de mars 1981.

Sur les élections dans le parti

« Pour moi, toute la situation à venir dépend de l'évolution des choses dans le POUP. Il existe différents points de vue sur la manière de démocratiser le parti, mais il faut être réaliste. Ce dernier a une bonne chance d'arriver à regagner son autorité perdue sur la société si l'on met fin aux méthodes administratives qui ont prévalu jusqu'ici. Si le parti s'avère capable de mettre en avant un programme reconnu par tous, alors il pourra prétendre au rôle dirigeant qui doit être le sien. Mais, pour cela, il faut qu'il soit dirigé non par un appareil dont on connaît trop les méthodes administratives, mais par des gens dont l'autorité personnelle soit reconnue, y compris par les non-membres du parti.

« Pour ma part, je suis optimiste. Je pense que les chances que le Congrès à venir permette d'opérer une telle transformation sont immenses. Je ne vois pas comment l'exigence d'élections démocratiques à la base pourrait être refusée par les instances dirigeantes. Dans toutes les cellules, dans toutes les organisations de base du parti, la tendance va dans le même sens. Ici, à Cracovie, tout comme à Tarnow et dans d'autres villes de la région, notre courant représente déjà largement le tiers des membres du parti, chiffre exigé pour imposer des élections et la tenue d'un congrès local selon la lettre des anciens statuts. Mais nous n'avons même pas besoin de récolter des signatures pour en faire la preuve, comme les camarades de Poznan, car la direction se montre très ouverte face à nos exigences. Je suis convaincu que le Comité central ne pourra que prendre une décision dans ce sens. Car la majorité veut ces élections. Même s'il y a actuellement des affrontements avec la direction dans certains coins, ceux qui sont contre les élections perdront la bataille, car la force est avec ceux qui veulent la démocratie... »

Sur l'hypothèse d'une intervention soviétique

« Bien sûr, certains risques existent si on veut tout changer à la fois. Mais il faut aller pas à pas. Il faut changer certaines personnes, comprendre qu'il s'agit d'un processus. Le réalisme existe dans nos rangs. Il

faudra plus de deux semaines pour reconstruire le parti. Mais les membres du POUP sont des gens intelligents. Ils respectent ceux des dirigeants qui sont reconnus comme tels.

« Je ne peux pas affirmer que les Russes n'interviendront pas. Mais ils ne l'ont pas fait depuis le mois d'août... Certes, il peut toujours arriver des accidents, mais les Polonais savent que leur voisin existe : ils se montreront raisonnables ! On ne peut pas faire de parallèle entre la situation actuelle en Pologne et ce qui s'est passé dans d'autres pays de l'Est à d'autres époques... »

Sur le pluralisme et le rôle dirigeant du parti

« Le pluralisme ? Quel pluralisme ? Il est stupide de penser que ceux qui sont pour le socialisme puissent vouloir s'organiser hors du POUP. Si c'était le cas, il ne pourrait que s'agir d'un phénomène dommageable pour tout le pays. Mais il faut croire au réalisme des Polonais. D'ailleurs, c'est un faux problème posé par des gens qui veulent avoir des conceptions à la mode. C'est comme ces divagations sur la modification du nom du parti (1). Pour moi, ceux qui affirment qu'ils sortiront du parti si la démocratie n'est pas instaurée tout de suite sont de biens mauvais stratèges. Ils n'ont pas compris que de profonds changements vont avoir lieu grâce aux élections... Ou bien ce sont des opportunistes, et c'est tant mieux s'ils sortent du parti... »

« Non, le rôle dirigeant du parti restera ce qu'il était jusqu'ici, ou plutôt ce qu'il aurait dû être. A condition que la paix soit maintenue dans ce pays. Bien sûr, il faut qu'il se montre capable de gagner l'approbation de la société. Mais, une fois de plus, il faut que celle-ci soit raisonnable. « Solidarité » en particulier doit se montrer réaliste. Si c'est le cas, je suis convaincu que l'avenir confirmera mon optimisme et que le parti pourra assurer son rôle dirigeant... »

Sur Iwanow et la coordination de Torun

« Je ne sais pas. Il faut attendre le verdict de la Commission de contrôle du Comité central du POUP... »

Propos recueillis par Jacqueline ALLIO
Cracovie, le 15 mars 1980.

1. Sur ce sujet, *Inprecor* a publié dans son numéro 93, du 20 janvier 1981, un document interne du Comité du POUP de l'entreprise de fabrication de radios « Fonica » de Lodz, représentant un exposé fait par B. Rogowski, « Que faire ? Les problèmes brûlants de notre mouvement ».

me un passage de l'accord finalement signé par les autorités polonaises pour obtenir que la délégation du syndicat accepte de lever l'appel à la grève générale. Alors que la presse soviétique ne cessait d'en rajouter un peu plus chaque heure sur le caractère « anti-socialiste » du syndicat tout entier, on comprend que les bureaucrates du Kremlin ne se montrent pas satisfaits du compromis passé par leurs homologues polonais. Cet extrait de l'accord en dit d'ailleurs plus long que tout autre chose sur l'état dans lequel ces derniers se trouvent pris. Ils disent noir un jour et blanc le lendemain. Une semaine plus tôt, dans un communiqué du Bureau politique, et jusque quelques heures avant, dans de multiples interventions des membres du Bureau politique au plénum, « Solidarité » était bien traité comme une force « anti-socialiste »...

Les informations dont Jadwiga Staniszkis fait état quant à la tentative de l'économie soviétique d'« assimiler » certains secteurs de l'économie polonaise en difficulté, ne laissent aucun doute sur les intentions politiques du Kremlin. Cela ne

pourra que renforcer la dépendance économique de la Pologne à l'égard de l'URSS (elle en dépend déjà pour plus d'un tiers en ce qui concerne ses exportations, et de deux tiers pour les importations de matières premières). On comprend d'autant mieux que l'idée d'un processus de démocratisation du POUP, mettant directement en cause la capacité de contrôle de la bureaucratie sur l'Etat polonais, soit inacceptable aux yeux des Soviétiques. Quels que soient les risques que comporte une telle intervention — du point de vue de leurs relations internationales et des problèmes qu'une rupture éventuelle des échanges économiques de la part de certains pays occidentaux ne manquerait pas de provoquer en URSS même —, les Soviétiques mettront tout en œuvre pour que la « gangrène polonaise » n'aille pas au-delà de certaines limites, et pour tenter de préserver la classe ouvrière soviétique de tout risque de contagion...

Jacqueline ALLIO
3 avril 1981.

Après la réunion du plénum du POUP

Jacqueline ALLIO

« Il faut instaurer une véritable démocratie dans le parti. Il faut éliminer tous ceux qui se sont compromis et se sont montrés indignes de notre confiance et de celle de la société. Mais il faut lutter contre les éléments dangereux — et en particulier contre les trotskystes —, ces courants prétendument marxistes dont on sait le rôle pernicieux qu'ils ont joué en 1968. Aujourd'hui comme alors, ils essaient de trouver un écho au sein de la population en avançant leurs thèses sur la révolution permanente. Et nous savons bien ce que cela signifie : une lutte pour la destruction du parti en tant qu'organisation révolutionnaire ; pour l'anéantissement des Etats socialistes ; une lutte pour la liquidation de l'armée comme structure de défense de l'Etat. Nous savons qu'ils sont et se proclament contre l'hégémonie de la classe ouvrière, qu'ils prônent la décentralisation des syndicats, et que tout ce qu'ils écrivent et disent n'est que falsification de l'histoire. Parmi eux, il faut souligner le rôle particulièrement dangereux que jouent les néotrotskystes du KOR (...) », etc.

Il est 9 heures, dans le hall d'entrée d'Ursus (1)... Cette harangue retentit sur tout le périmètre de l'usine et jusque dans la rue.

Un peu estomaquée, je demande à un gardien de quoi il s'agit. Un ouvrier répond à sa place, en haussant les épaules : « C'est leur salade habituelle. Depuis que "Solidarité" a imposé à la direction des émissions quotidiennes au micro de l'entreprise, le comité du POUP de la boîte a revendiqué de pouvoir en faire autant, et voilà ce qu'ils nous servent depuis quelques jours... » L'indifférence apparente des travailleurs face à cette propagande, digne des meilleurs crus staliniens, ne saurait cependant faire illusion. Certes, beaucoup d'entre eux restent résolument optimistes. Mais il en est beaucoup d'autres qui ne voient pas la situa-

tion en rose. Un mois après l'appel au calme du nouveau Premier ministre, le général Jaruzelski, la plupart des militants actifs de « Solidarité » reconnaissent que le gouvernement n'a tenu aucune de ses promesses, et que la grève d'avertissement de Lodz — qui s'est conclue à l'avantage des travailleurs —, tout comme la menace de grève à Radom, sont plus que justifiées, quelles que soient leurs craintes de voir le mouvement se disperser dans des luttes dont les objectifs risquent d'être secondaires par rapport aux problèmes centraux qui se posent au syndicat.

Par ailleurs, les petites phrases de Leonid Brejnev affirmant que la « protection de la communauté socialiste est l'affaire de toute la coalition socialiste » lors du récent sommet Pologne-URSS, début mars, ne sont pas tombées dans l'oreille de sourds. Le besoin de serrer les rangs face aux manœuvres des autorités se fait d'autant plus sentir que chacun se demande ce que les manœuvres du Pacte de Varsovie prévues aux frontières polonaises réservent comme « surprise ».

Il faut bien reconnaître que les travailleurs polonais — et la direction de « Solidarité » avec eux — paraissent terriblement mal préparés à l'hypothèse d'une intervention soviétique. Soit qu'ils continuent à refuser d'envisager cette idée comme vraisemblable. Soit qu'ils estiment impossible de faire quoi que ce soit pour pouvoir y résister autrement qu'en se battant les mains nues et « jusqu'au bout ».

« L'armée sera de toute façon en bonne partie aux côtés de la population. Mais que veux-tu qu'elle fasse, alors qu'elle n'a aucune autonomie et que les munitions dont elle dispose ne lui permettent pas de tenir plus de vingt-quatre heures ? », me dit un dirigeant local de « Solidarité ». « Qu'ils viennent, qu'ils viennent, mais qu'ils sachent qu'ils ont peu de chance de rentrer chez eux entiers », dit en riant un chauffeur de taxi qui engage la discussion à ce propos.

déplace plus d'air », dit en riant l'organisatrice du service d'ordre.

Quels que soient les accords ou les désaccords qu'ils pensent avoir avec le KOR, les militants de « Solidarité » sont décidés à ne pas se laisser diviser. C'est ce que montrent les innombrables résolutions qui continuent à affluer pour protester contre les mesures policières de mise sous surveillance prises à l'encontre des dirigeants du KOR.

Au même titre, les palissades de Cracovie sont couvertes d'affiches exigeant la libération des prisonniers politiques et des militants de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante — petite organisation nationaliste fondée en septembre 1979 par Leszek Moczulski, et dont les dirigeants emprisonnés risquent des condamnations allant de 5 ans de prison à la peine capitale). L'émission de télévision d'une heure qui, mercredi dernier 11 mars, avait pour objectif de convaincre les Polonais que la police avait trouvé chez Leszek Moczulski une bande magnétique « hautement criminelle » faisant état de ses liens avec l'Ouest — et *Radio Free Europe* en particulier —, n'a fait que renforcer le front de ceux qui exigent l'application immédiate des accords de Gdansk en ce qui concerne la libération de tous ceux qui sont emprisonnés pour leurs opinions.

Les lourdes peines que risquent les militants de la KPN provoquent une indignation unanime, et le procès qui devrait s'ouvrir d'un moment à l'autre risque bien d'être une étincelle capable de mettre le feu aux poudres...

LE REFUS DE L'AUTOGESTION

Sur un autre terrain, celui des réponses à apporter à la crise économique, le mouvement fait également preuve d'une maturité remarquable dans la façon dont il réagit aux propositions du gouver-

LE DROIT A LA LIBERTE D'XPRESSION

Pourtant, si le fatalisme semble le disputer au spontanéisme en ce qui concerne cette question précise, les ouvriers sont loin de se montrer désarmés devant les attaques actuelles du gouvernement et la répression sélective dont ce dernier fait usage pour tenter de les diviser. La « garde ouvrière » qui avait été constituée à Wrocław pour protéger Adam Michnik,

venu faire un meeting dans cette ville, contre toute tentative de la police de s'en prendre à lui, était de nouveau à pied d'œuvre à l'occasion de la venue de Jacek Kuron une semaine plus tard. Soixante ouvriers casqués et déterminés à faire face à n'importe quelle provocation. « Pour Kuron, il faudra qu'on en rajoute quelques uns, car il prend plus de place et

1. Ursus : principale usine de fabrication de tracteurs de Pologne, située dans les faubourgs de Varsovie. Cette entreprise avait déjà joué un rôle déterminant dans la révolte ouvrière de juin 1976 ; elle constitue aujourd'hui l'un des bastions de « Solidarité ». C'est là que le MKZ de Varsovie a établi ses quartiers lorsqu'il a été décidé de transférer les comités régionaux dans les usines, en prévision des affrontements possibles à l'occasion de la grève générale prévue originellement pour le mardi 31 mars.

Sur les luttes ouvrières de 1976, lire *Inprecor*, seconde série, numéro 55, du 8 juillet 1976, « La classe ouvrière polonaise dit non ! » ; et numéro 56, du 22 juillet 1976, A. Dupain, « Solidarité avec les travailleurs polonais ».

nement sur le projet sur l'autogestion publié dans la presse la semaine dernière.

« Il n'est pas question d'accepter quoi que ce soit, tant que les grandes lignes de la réforme économique ne sont pas définies et qu'on ne connaît pas les fondements juridiques exacts du système d'autogestion proposé par les autorités », affirment les dirigeants de « Solidarité » de l'importante entreprise de la métallurgie « Dolmel » de Wrocław. Le MKZ de la ville a mis en place une commission qui travaille d'urgence à l'élaboration d'un projet alternatif à celui des autorités, tout en mettant en garde les entreprises qui — comme la « Pafawag » (grande entreprise de fabrication de wagons de Wrocław) —, avaient accepté de s'engager dans une expérience à caractère limité, et sans aucune garantie que les conseils ouvriers mis en place disposeraient de plus d'autonomie que ceux de 1956.

« Nous n'avons pas l'intention de nous laisser enfermer dans un système qui — une fois de plus — nous lierait les mains et qui nous présente l'autogestion comme possible au seul niveau de l'entreprise », disent de leur côté les membres de la Commission programmatique de Cracovie : « Nous travaillons à un projet qui pose le problème dans un cadre radicalement différent. D'une part, il définit précisément quelles doivent être les prérogatives des conseils par rapport à la direction — conçue comme un exécutif dont l'élection devra être approuvée par le conseil, et révoquée de surcroît. Et il avance également des propositions quant aux organes à mettre en place au niveau régional et national : structure autonome de direction des problèmes économiques au niveau national, rassemblant des représentants des conseils, des syndicats, des associations de consommateurs, des autorités régionales et du gouvernement ; Chambre ouvrière rattachée au Parlement dont le fonctionnement devrait lui-même être radicalement modifié. »

La presse syndicale foisonne depuis peu d'articles sur les expériences historiques d'autogestion en Pologne (1956 en particulier) et en Tchécoslovaquie (1968).

Si les avancées sont inégales selon les régions, le débat a néanmoins progressé à une allure incroyable depuis dix jours. Les ouvriers des grandes entreprises semblent déterminés à prendre la tête du mouvement pour contrer les éléments « raisonnables » — appuyés par certains experts de « Solidarité » — qui proposent d'accepter le principe de l'autogestion au seul niveau de l'entreprise, « parce qu'on ne peut pas tout vouloir faire d'un coup ». Ils insistent sur la nécessité de mettre en avant un projet valable pour tous, et dont le trait essentiel consisterait à énoncer les conditions — économiques et politiques — préalables à la mise en place de tout système d'autogestion.

Plus encore que sur la question des prisonniers politiques, les exigences mises en avant sont explosives, puisqu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'éliminer toutes les structures bureaucratiques en place pour les remplacer par des organes démocratiques d'autogestion.



Face à cela, les bureaucrates sont bien en peine d'avancer l'ombre d'une solution. La démission du premier secrétaire du POUP de Radom, cédant devant la pression ouvrière qui réclamait la tête des responsables de la répression de 1976, vient s'ajouter à la longue liste des camoufflets infligés au pouvoir par les ouvriers. Un tel processus ne saurait se poursuivre indéfiniment, d'autant plus que le « mouvement pour le renouveau » a gagné du terrain au sein du parti. Au point que de nombreux secrétaires d'entreprises du POUP, ou même des dirigeants régionaux, s'affirment convaincus que le prochain Comité central « sera obligé d'accepter les exigences de la base, et qu'il proposera lui-même l'organisation d'élections démocratiques à tous les niveaux, sans aucune pression ni "proposition" venues d'en haut avant le Congrès du parti ».

Il y a une semaine, les organisateurs du « Forum ouvert » de Poznan — qui regroupe des membres et des non-membres du parti dans des discussions libres sur la préparation du Congrès rassemblant régulièrement 200 à 300 personnes —, se

montraient optimistes sur la possibilité de recueillir les 40 000 signatures nécessaires au niveau de la voïvodie — soit un tiers des membres du POUP — pour exiger l'organisation d'élections dans toutes les instances du parti.

Aujourd'hui, les animateurs de structures analogues, à Wrocław et à Cracovie, affirment que ces signatures ne seront même pas nécessaires, « puisque la direction va être obligée de proposer elle-même ces élections ».

Au-delà de la naïveté ou de la myopie qui entachent de tels propos — ces militants ne tenant visiblement aucun compte de la nature de l'appareil en place, et du combat que ne manqueraient pas de livrer les bureaucrates pour sauver leur peau s'ils voient leur pouvoir mis en cause —, ce type de réactions témoigne des bouleversements dans le POUP et donne une idée de l'étroitesse de la marge de manœuvre du gouvernement à l'heure actuelle. ■

Jacqueline ALLIO
Cracovie, le 15 mars 1981.

« Certains experts de "Solidarité" n'ont pas conscience des intérêts des ouvriers... »

Un entretien avec Jadwiga Staniszkis

INPRECOR : — Pour les observateurs occidentaux et pour les révolutionnaires que nous sommes, le mouvement social qui s'est développé en Pologne depuis six mois est une extraordinaire leçon de choses. L'apprentissage concret de la démocratie par des millions de travailleurs qui ont engagé la lutte contre une minorité qui s'était arrogée tout le pouvoir pour prendre leurs propres affaires en mains, n'est cependant pas sans poser de multiples problèmes. Ceux qui, aujourd'hui, se battent en première ligne pour la construction d'un syndicat à la fois de masse, unitaire et véritablement démocratique, en savent quelque chose.

Pour toi — qui faisais partie du groupe d'experts de ce qui allait devenir « Solidarité » lors des accords de Gdansk, et qui as donc participé de près à la naissance de « Solidarité » —, quelles sont les questions qui t'apparaissent comme les plus cruciales pour le développement de ce mouvement ?

— Jadwiga Staniszkis : En ce moment, les choses ne sont pas simples, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du mouvement. Ne serait-ce que parce qu'il ne s'agit pas d'un syndicat à proprement parler, mais d'un mouvement beaucoup plus large. Les tentatives assez systématiques du pouvoir depuis août dernier d'imposer un cadre strictement syndical à « Solidarité », me font dire qu'il s'agit d'une sorte de processus d'« auto-limitation de la révolution ». Sous la pression des forces extérieures, le mouvement a en effet cherché des formules rendant son existence acceptable aux yeux des autorités. Mais il faut bien souligner que les structures syndicales représentent un carcan pour un mouvement de cette nature.

Cela est particulièrement explicite quand on observe les divers degrés de radicalisation au niveau national, régional, de branche, ou à la base. Car ce processus d'auto-limitation joue avant tout de haut en bas. Et les structures qui sont les premières à faire les frais de cette situation, ce sont les directions régionales, prises en tenaille entre les recommandations de prudence de la Commission nationale de coordination (KKP) dont elles sont la courroie de transmission, et les exigences considérables des militants de base qui s'attendent à ce que le syndicat satisfasse toutes leurs aspirations, ce qui est souvent impossible.

Et c'est ainsi que les dirigeants intermédiaires sont en quelque sorte

acculés à une politique que je pourrais caractériser de politique symbolique. Afin de maintenir leur autorité, ils adoptent des positions radicales et le font savoir aux militants de base comme à la direction centrale du mouvement, mais cela en reste très souvent au stade des déclarations, sans déboucher pour autant sur des initiatives concrètes.

C'est une contamination du type de fonctionnement qui prévaut au sein de l'intelligentsia. Par exemple, ils réagissent à certaines mesures du gouvernement, mais ne proposent rien du point de vue de l'action à mener. Cela s'est illustré à maintes reprises à propos des batailles qui ont eu lieu pour la révocation des élites locales corrompues, à Bielsko-Biala, à Jelenia Gore ou à Osztyn. Dans tous ces cas, la pression populaire a obligé les autorités à reculer et à céder devant l'essentiel des revendications. Mais il s'avère ensuite que les directions locales de « Solidarité » n'ont aucun moyen pour imposer la concrétisation des accords passés.

L'autorité du Bureau politique du POUP et celle du gouvernement se voient ainsi renforcées, en dépit des faiblesses dont ces derniers ont fait preuve en septembre et encore en octobre 1980, au moment où l'appareil refusait d'assumer la responsabilité de la politique de la direction du parti.

— Comment expliques-tu cela ?

— Je crois qu'il faut comprendre que les structures de « Solidarité », en dépit de toutes les exigences de démocratie, ont tendance à reproduire le type de rapports existant au sein du POUP et du gouvernement. Cela vaut notamment pour la manière dont les décisions sont prises de manière centrale, la question des négociations secrètes, etc. Il semble qu'on ait un peu oublié les leçons de la grève de Gdansk, où tous les débats étaient retransmis au micro, permettant à chacun de prendre part directement aux négociations. De plus, le poids des instances désignées est aujourd'hui souvent plus grand que celui des instances élues (surtout au niveau national, en ce qui concerne les instances rattachées à la KKP).

Je pense notamment au « Groupe des 11 » (1), au groupe des experts ou à des personnes comme Celinski qui ont été désignées pour former un secrétariat chargé de préparer l'ordre du jour des réunions. On observe à ce sujet la tendance qu'ont ces gens à fonctionner comme le font d'habitude les membres de l'intelli-

gentsia : usant à tout propos de sigles incompréhensibles pour le commun des mortels, programmant les réunions de telle façon que la plupart des délégués régionaux sont dans l'incapacité de s'y préparer à l'avance, sans parler du fait que ces derniers n'ont pas les mêmes facilités à s'exprimer et à présenter les choses de manière bien empaquetée, avec une faueur rose...

Et on assiste au paradoxe suivant : alors que les délégués se prononcent souvent avec véhémence contre certaines formulations soumises au vote de la KKP, ces formulations finissent par passer au moment du vote, faute de propositions alternatives, et parce que voter contre leur appareil comme trop extrême.

C'est d'autant plus dangereux que ce type de fonctionnement se combine à un plus faible degré de radicalisation des instances désignées, et à une possibilité de manipulation de leur part dans les choix d'ordre du jour, des points soumis au vote, etc. Or la sélection — par les instances désignées et non par les instances élues — des thèmes soumis au débat revient à déterminer la hiérarchie même des objectifs du mouvement. C'est ainsi que le problème de la lutte pour la reconnaissance du syndicat paysan indépendant est resté une question secondaire dans les discussions de la KKP.

Même au moment où le ministre de la Justice a fait part à la télévision de son intention de prendre des sanctions contre les paysans qui enfreindraient la loi en mettant sur pied « Solidarité rurale », et alors que les délégués étaient fermement décidés à réagir, il n'y a eu finalement aucune décision parce que le secrétariat de la KKP a fait tout ce qu'il fallait pour que ce point ne soit pas soumis au vote...

Un autre problème important dans le fonctionnement de « Solidarité », c'est celui des coordinations de branches. Ces

1. Le « Groupe des 11 » est un groupe de 11 personnes — représentants des principaux MKZ — désigné au sein de la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité » pour effectuer la liaison entre les diverses villes et représenter « Solidarité » dans les négociations avec le gouvernement.

Il s'agit en fait d'un exécutif de la direction du mouvement (dont il faut rappeler qu'elle ne se définit jusqu'ici que comme une coordination et qu'il s'agit d'un organe provisoire dont les membres ne sont pas élus).

Parallèlement à la mise sur pied de ce groupe, la KKP avait décidé de se doter d'un secrétariat dont le principal représentant, Celinski, est un expert qui n'est délégué par aucun MKZ.

dernières se sont créées spontanément, comme résultat du point 8 des accords de Gdansk (2) qui remettait toute la question des négociations salariales entre les mains de structures liées aux branches industrielles. Il s'agissait là d'une manœuvre intelligente de la part du gouvernement, puisqu'à l'époque ces structures n'étaient pas sous le contrôle de « Solidarité » ni des MKZ.

L'objectif de telles négociations au niveau des branches était, bien entendu, de maintenir les différenciations entre les salaires des divers secteurs. La création des coordinations de branches se voulait donc un moyen de riposter à la politique des autorités. Mais on se trouve maintenant dans une situation extrêmement compliquée, avec 103 coordinations distinctes, dont beaucoup sont très petites. Et personne ne sait exactement où, quand, et quel type de négociations ont déjà eu lieu.

Parfois, il s'agit de toutes petites commissions, comme celle des ouvriers travaillant dans les égouts, par exemple, qui n'ont de liens précis avec aucun MKZ. Et, s'il s'avère à un moment ou à un autre que les négociations qu'elles mènent sont rompues, fautes d'être liées à un MKZ, elles n'ont personne qui puisse défendre leurs intérêts devant la KKP. Et elles ne savent en général même pas que faire dans un tel cas. Elles ont bien un comité de coordination, mais sans que cela implique un lien avec le reste du syndicat. Et c'est d'autant plus important qu'on observe une sorte de division des tâches entre les MKZ et les coordinations de branches.

Les activités de caractère traditionnellement syndical tendent à être prises en charge par les structures de branches, alors que les structures régionales sont absorbées — avant tout — par le problème des affrontements avec les autorités locales évoqué plus haut. Bien sûr, cet aspect de la lutte de « Solidarité » est extrêmement important, parce que c'est l'un des moyens qu'a le mouvement de manifester son existence et d'affirmer que sa légalité repose sur des bases matérielles, et de répondre tout à la fois aux exigences des travailleurs. Mais une telle division des tâches — s'ajoutant au manque de contacts et parfois au manque d'intérêt pour les activités à proprement parler syndicales de la part des structures régionales —, se traduit par une faiblesse dans les réactions du syndicat face aux problèmes politiques, ou par des réactions qui ne sont pas suivies d'actions, et en tout cas par des carences évidentes en ce qui concerne les capacités de riposte de « Solidarité » sur les questions sociales.

Je pense notamment au problème du chômage qui ne manquera pas de se poser avec la réforme économique, et à la nécessité que le syndicat se dote d'un programme à ce propos pour défendre les intérêts des travailleurs.

Mais ces carences concernent également des questions aussi importantes que le contrôle que les ouvriers entendent exercer sur la production, le contrôle de la collectivité sur la répartition du produit social.

En ce qui concerne les samedis libres, une proposition a été faite à Bytom et ici, à Varsovie, pour que les ouvriers exercent un contrôle sur l'utilisation du produit du travail qu'ils effectuent ce jour-là, décident du fonds auquel cet argent doit être attribué, etc.

L'aspiration à un tel contrôle est très forte au sein de la classe ouvrière, comme le montrent les résultats d'une première enquête dans la région de Varsovie sur la question de l'autogestion. Les gens veulent réellement prendre leurs affaires en mains et contrôler la situation. Or, l'influence prépondérante des experts est un frein par rapport à cela. Pour eux, l'essentiel est l'existence d'un pluralisme au niveau central, mais d'un pluralisme concernant l'élite uniquement. Ils ne prennent absolument pas en compte cette aspiration profonde à l'émancipation qui fait toute la force et tout l'intérêt de ce mouvement.

— Tu es très sévère à l'égard des experts. Je sais que tu as effectué un bilan critique de ta participation au groupe des experts au moment de la signature des accords de Gdansk et du rôle que certains d'entre eux avaient joué dans l'acceptation de compromis inutiles à tes yeux. Mais est-ce que cela implique un rejet du rôle des experts en général ?

— Non, mais je crois qu'il faut définir leur fonction beaucoup plus précisément. De mon point de vue, il y a au contraire trop peu d'experts, mais trop peu d'experts au sens technique du terme : des gens auxquels on pourrait s'adresser parce que ce sont les meilleurs spécialistes dans un domaine déterminé. Cela vaut en particulier pour une série de problèmes économiques, politiques ou sociologiques, touchant aux choix stratégiques, pour toutes les questions juridiques, l'aide à apporter aux travailleurs dans l'interprétation des textes officiels, etc. Les conseillers actuels rattachés à la KKP sont des gens qui aident certes le mouvement depuis le début, mais ils forment un cercle assez fermé. Ils surestiment souvent leurs capacités en se croyant universels.

Il en va autrement au niveau régional. Là, tous ceux qui veulent collaborer à la construction du mouvement son acceptés. Ce n'est pas un hasard si les projets les plus intéressants proviennent souvent de là.

Mais le problème, en ce moment, c'est que les experts nationaux jouent un rôle de goulet d'étranglement en ce qui concerne l'information sur des thèmes spécifiques. Ce sont eux qui décident du type d'information qui sera délivré aux membres de la KKP et, indirectement, du choix des thèmes et de l'ordre du jour de la coordination nationale (au travers du secrétariat désigné pour préparer les travaux de cette dernière).

Ainsi, on constate qu'ils préjugent souvent des réactions — ou du manque de réaction — de « Solidarité » à propos des problèmes ou des menaces auxquels le mouvement est confronté. Par souci de parvenir à ce que la KKP adopte un point

de vue unanime, ils cherchent également à minimiser les divergences au sein du syndicat. Il y a beaucoup de gens dans le mouvement qui réagissent de cette manière et on peut le comprendre, compte tenu de la situation de forteresse assiégée qui est celle du syndicat, ce qui n'incite pas à la clarification des divergences. Mais une telle attitude est beaucoup plus dangereuse pour l'unité du mouvement que le fait d'appeler les choses par leur nom, et de discuter ouvertement des désaccords qui peuvent exister.

Néanmoins, je pense qu'avec une attitude plus neutre de la part des experts, avec une volonté délibérée d'éviter comme la peste les manipulations, et avec une meilleure information à l'intérieur du mouvement, les experts ne devraient pas être une menace pour la démocratie, bien au contraire.

Par exemple, si l'on prend la question de la réforme économique et des problèmes que posent les projets de thèses soumis par le gouvernement, au lieu de formuler les réponses que « Solidarité » devrait apporter à ce projet, le rôle des experts devrait être d'indiquer quels sont les dangers contenus dans tel ou tel texte, de démasquer la signification de certains passages obscurs, dont le contenu constitue une menace pour les intérêts des travailleurs.

Mais ce n'est pas simple, parce que la manière même dont on formule un problème dépend de l'analyse qu'on en fait, et il faut un certain savoir à cet effet. Et, pour l'instant, ce sont les experts qui détiennent le monopole du savoir. C'est pourquoi la question de la formation des militants est décisive, et c'est en cela que les universités ouvrières ont un rôle de premier plan à jouer dans la construction du mouvement.

— Comment expliques-tu le phénomène que j'ai pu observer en plusieurs endroits, et en particulier dans de grands centres de production comme « Huta Katowice » : à savoir qu'au lendemain des élections d'entreprises, ce sont souvent des spécialistes — les experts d'hier — qui ont été élus présidents du comité d'usine ? Lorsque j'ai demandé aux ouvriers pourquoi ils n'avaient pas élu un ouvrier à ce poste, j'ai reçu en général des réponses ambiguës et des sourires mi-figue mi-raisin...

— Je pense que beaucoup de gens ne sont pas satisfaits de ces résultats, même s'il est vrai que les élections se sont déroulées de manière très démocratiques dans la quasi-totalité des cas. Mais il faut comprendre que beaucoup d'ouvriers, surtout les jeunes — et ce sont la majorité — ont adhéré à ce syndicat avec l'espoir que ce dernier effectuerait une sorte de révolution culturelle, impulsant un processus d'émancipation des masses qui leur permettrait enfin de décider de quelque chose, de devenir responsables d'eux-mêmes.

2. *Inprecor* a publié dans son numéro 84, du 11 septembre 1980, des extraits du texte du protocole d'accord signé à Gdansk.

Or, aujourd'hui, beaucoup des militants actifs au niveau régional, ceux qui ont mené les luttes les plus dures contre les autorités locales, commencent à se rendre compte que l'appareil continue à détenir le pouvoir, alors qu'eux-mêmes n'ont qu'une vision éclatée de la situation et surtout ne voient pas comment avoir prise sur les événements. Ce qui a créé un début de découragement chez certains d'entre eux. Et cela peut expliquer en partie que de nombreux ouvriers, qui s'étaient affirmés comme principaux représentants des comités constitutifs de « Solidarité », n'aient pas voulu continuer à assumer cette fonction. Beaucoup se sentent d'ailleurs plus à l'aise dans le feu de la lutte que dans un travail de construction patient du syndicat.

Mais, en outre, ce que je disais plus haut à propos de la KKP — la difficulté des délégués à contrer les positions des experts quand ils ne sont pas d'accord avec eux —, vaut aussi au niveau régional et dans les comités d'usine : ceux qui parlent bien et qui pensent vite l'emportent souvent dans les débats. C'est dangereux, parce que, même s'ils n'ont pas été capables de faire des propositions alternatives, de nombreux ouvriers réagissent après coup. Et cela peut même susciter des réactions — contre l'intelligentsia et contre les experts en général — qui ont un caractère très malsain. Ce qui explique qu'un certain nombre d'ouvriers commentent même à prendre leurs distances par rapport au mouvement.

— Tout cela signifie-t-il que tu as une vision assez pessimiste de la situation à venir ?

— Non ! Enfin... pas trop. Je pense que le processus de radicalisation est tellement profond que c'est une question de temps. La classe ouvrière a montré qu'elle apprend si vite, qu'on peut espérer que ces problèmes seront résolus dans le cadre de nouvelles structures. Et justement parce que beaucoup de leurs aspirations ne sont pas satisfaites, les ouvriers vont probablement remettre en cause ce qui a été fait et qui ne leur apparaît pas satisfaisant. Tu sais, on ne peut pas être trop exi-

geant, parce qu'enfin ce mouvement n'existe que depuis quelques mois, et l'on voudrait qu'il ait déjà tout résolu...

Et si tout va bien, et que les choses se déroulent normalement, un Congrès de délégués devrait avoir lieu au plus tard d'ici deux ou trois mois. Ils devront discuter des problèmes structurels du mouvement et réfléchir de ce fait à l'équilibre à maintenir par rapport aux permanents non élus de « Solidarité », c'est-à-dire par rapport aux experts en premier lieu. Une telle discussion ne se soldera sûrement pas uniquement par des changements statutaires, mais par une réévaluation de notre mouvement. Les délégués élus par l'ensemble des membres devront eux-mêmes définir les objectifs de « Solidarité » et discuter ouvertement des dilemmes mentionnés plus haut à propos de ce que j'ai appelé l'« auto-limitation de la révolution ».

Et il faut faire confiance aux ouvriers qui sont assez mûrs pour ne pas se laisser manipuler.

Il faut tenir compte du degré de politisation absolument fantastique qui s'exprime à la base, et du fait qu'un nombre croissant de travailleurs commencent à comprendre que la définition de « Solidarité » comme simple syndicat est un corset pour ce mouvement. C'est très clair dans les nombreuses discussions auxquelles j'ai pu participer dans les universités ouvrières. Beaucoup de militants sont conscients du lien qui existe entre la bataille pour la construction d'un syndicat démocratique et la nécessité de changer radicalement l'ensemble des structures politiques. « Est-il vraiment possible qu'un mouvement démocratique existe dans un contexte politique non démocratique ? » demandent-ils très souvent.

Le fait qu'ils posent la question explicitement marque un pas en avant très important. Cela dit, je ne pense pas que ce processus sera facile. Ne serait-ce que parce que « Solidarité » est confronté à tous les problèmes à la fois, et notamment à une situation économique catastrophique qui exigerait des réponses que le mouvement a été peu capable d'avancer jusqu'ici.

— Quelles sont pour toi les tâches es-

— Une négociation parmi d'autres entre le gouvernement polonais et « Solidarité ». (DR)



sentielles du syndicat pour la période à venir, et sur quoi devraient porter les réponses en question ?

— Le premier problème, c'est la manière dont le syndicat défend les intérêts immédiats des travailleurs. Par exemple, si on prend l'exemple de la « petite réforme » proposée par le gouvernement, qui était censée introduire une décentralisation de l'économie, remettant entre les mains de l'entreprise elle-même une série de décisions concernant la production : on voit que cette réforme n'a pas été appliquée.

Mais ce ne sont pas les ouvriers ni le syndicat qui l'ont bloquée. Car la plupart d'entre eux n'en comprenaient pas les implications : au moment même où ils réclament de pouvoir exercer un contrôle direct sur la production, voilà que le gouvernement propose de se décharger des difficultés économiques sur les entreprises, leur laissant notamment le soin de prendre les décisions en ce qui concerne la réduction des effectifs et les licenciements auxquels il faut procéder...

Ceux qui ont bloqué cette tentative, ce sont les directeurs d'usines et les instances ministérielles qui s'opposaient à un changement de structures et à ce processus de décentralisation. Du coup, les décisions de fermer telle ou telle entreprise devront être prises centralement. Et il est indispensable de prendre de telles mesures, compte tenu de la situation économique à laquelle on est arrivé. Mais le problème, pour moi, c'est que le syndicat s'y prépare et prépare les conditions sociales qui permettront de défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Or, le gouvernement a déjà commencé à élaborer un certain nombre de directives intitulées « Réallocations de la force de travail », mais je n'ai entendu parler d'aucune discussion ou négociation avec le syndicat sur ce sujet. Peut-être que certains experts préparent des dossiers, mais c'est déjà trop tard. Cette question aurait dû être traitée comme un problème central au niveau régional comme au niveau national depuis longtemps. Au niveau régional notamment, on aurait dû mettre sur pied des groupes de travail obligeant les autorités locales à faire état de leurs projets et des besoins existants en matière d'emploi dans la région.

Or, la seule réponse que les ouvriers imaginent en ce moment, c'est : « S'il y a des licenciements, on fera grève ! » Mais ce n'est pas une réponse ni une solution. Malheureusement, jusqu'ici, la KKP a évité de traiter ce problème, en raison même de ce que je disais sur la manière dont les experts filtrent l'information et préparent le travail.

J'ai peur, pour ma part, que l'ouverture des frontières et la facilité soudaine avec laquelle les travailleurs pourront obtenir un passeport ne soit une façon pour le gouvernement d'éviter des choix plus dramatiques.

Il me semble tout simplement que « Solidarité » n'est pas assez radical dans les réponses qu'il apporte sur des questions touchant au domaine strictement

syndical, sur des problèmes économiques immédiats.

Le second problème d'urgence que je vois, c'est la nécessité pour « Solidarité » de rejeter le projet de loi sur les syndicats publié par les autorités. Car il enferme le mouvement dans une formule tellement étroite qu'il limite ses possibilités d'intervention à des négociations sur les salaires, les conditions de travail, etc. Mais c'est tout (3). Alors qu'il faut se battre pour que le texte de loi inclue des éléments de contrôle social, qui sont d'ailleurs présents dans les accords de Gdansk, de Jastrzebie, etc.

Si cette dimension n'y est pas, c'est très grave. Mais, jusqu'ici, la KKP est restée silencieuse comme elle l'avait été à propos de « Solidarité rurale ». Et qui ne dit mot consent...

Par exemple, il y a dans ce projet de loi un paragraphe très dangereux sur la répression contre les militants qui ne respecteraient pas le cadre des activités prévues par la loi. Cela vise clairement à réduire le mouvement au silence. Cela ne pourrait d'ailleurs que susciter une nouvelle vague de radicalisation. Mais si les experts ne réagissent pas face à un tel passage, c'est parce qu'ils ont le sentiment d'avoir déjà obtenu gain de cause en ce qui concerne leurs propres intérêts — ceux de l'intelligentsia — et qu'ils n'ont pas véritablement conscience des intérêts de la classe ouvrière.

En fait, je crois que le gouvernement ne pourra jamais contrôler ce mouvement aussi bien que ne le font ces membres de l'intelligentsia qui sont devenus les amis des travailleurs...

— Tu es sévère... A part cela, que penses-tu du débat actuel sur la question de l'autogestion et du rôle que « Solidarité » devrait jouer pour impulser un tel processus ? En particulier, quelle est ta position sur le type de structures qui devraient être mises en place au niveau régional et national ?

— Pour moi, l'autogestion est une question cruciale. Je me suis exprimée là-dessus dans un article de *Zycie Gospodarcze* (la Vie économique) de novembre 1980. Il faut absolument mettre en place au niveau de chaque entreprise des conseils d'autogestion élus par tous. Cela dit, la situation économique est tellement critique qu'il sera peut-être nécessaire que les commissions syndicales de « Solidarité » jouent ce rôle dans l'immédiat. Sur-tout, il faut mettre en place des structures de coordination au niveau régional, car la plupart des problèmes économiques ou autres ne peuvent être résolus au niveau de l'entreprise.

De telles structures sont indispensables pour pouvoir disposer d'une réelle information sur la situation de l'ensemble des entreprises et pour pouvoir faire pression sur les autorités locales et régionales.

— Est-ce qu'il s'agit là d'une position couramment admise dans « Solidarité » ?

— Non, malheureusement, je ne pen-

se pas que « Solidarité » soit d'accord avec ce point de vue. Ne serait-ce que parce que cela ne correspond pas à la conception de ceux qui détiennent l'information au niveau de la KKP et qui déterminent de fait les décisions.

— Comment vois-tu les problèmes à venir en ce qui concerne les réformes économiques ?

— Je pense que ce qui ressort du document publié récemment par le gouvernement prouve clairement que ce dernier n'est absolument pas intéressé à effectuer une telle réforme. La preuve, c'est que chacune des formules proposées permet d'éviter de mettre en œuvre la réforme. De plus, on constate que toutes les erreurs commises lors des réformes antérieures sont reproduites cette fois-ci. Notamment la confusion entre les sphères de décision économique et sociale. Chaque instance est censée intervenir sur deux plans à la fois. C'est impossible, et cela revient à nier la possibilité de conflits entre les intérêts économiques de la collectivité et les intérêts sociaux d'une catégorie donnée de travailleurs.

Enfin, le pouvoir administratif continue à prendre le pas sur les mécanismes économiques, le texte proposé laissant à l'administration le soin de prendre les mesures décisives concernant le maintien ou la fermeture des entreprises. Et il n'y a rien sur les moyens de lutte contre la centralisation excessive et le monopole du pouvoir : cela impliquerait une lutte ouverte contre des couches importantes de la bureaucratie.

C'est typiquement un document de compromis, qui prétend en outre que la réforme ne pose pas de problème. Il est évident qu'elle va créer une masse de problèmes ! Notamment en ce qui concerne le marché parallèle qui joue un rôle d'amortisseur à l'heure actuelle — tout ce qui a trait au marché noir, à la revente des matières premières volées dans les entreprises d'Etat, au travail non déclaré, etc. —, tout cela a une importance déter-

minante dans le système actuel, et c'est pour cette raison que les autorités le tolèrent.

Mais il est évident que toute réforme économique un tant soit peu conséquente devrait commencer par s'attaquer à cet aspect de l'économie polonaise. C'est indispensable, mais cela n'en représenterait pas moins une catastrophe pour la plupart des gens : le recours au marché noir est en effet l'un des seuls moyens de s'en sortir dans la vie quotidienne. En conséquence, la réforme économique n'aurait pas seulement pour conséquence la création d'un volant de chômage très important, mais, dans un premier temps, une dégradation du niveau de vie de l'ensemble de la population.

— Et quelles sont les solutions que tu vois pour sortir de là ?

— On ne pourra mettre de l'ordre dans la situation qu'en modifiant profondément le système d'incitation au travail. Ce qui ne sera possible que par le renforcement du contrôle des travailleurs sur la production, entraînant lui-même la suppression d'une quantité faramineuse de postes de travail superflus. Et en particulier des coupes sombres dans toute la couche bureaucratique intermédiaire placée dans les entreprises à des fins politiques, mais qui représente un poids mort du point de vue économique. Ce n'est qu'au travers de telles mesures et d'une réelle décentralisation de l'économie que pourront être améliorées les conditions de vie de la majorité de la population, dont les intérêts ne sont pas pris en compte à l'heure actuelle.

Tout cela implique le licenciement d'environ 200 000 bureaucrates de la couche supérieure, au niveau des ministères,

3. *Inprecor* a publié dans son numéro 97, du 16 mars 1981, le point de vue d'un conseiller juridique du Comité de Wrocław de « Solidarité », membre également du POUP, « Projet de loi syndicale : "Une volonté du gouvernement de limiter toutes les libertés syndicales..." »

La bureaucratie utilise sciemment l'arme de la pénurie alimentaire. (DR)



sans compter les centaines de milliers de personnes dont le travail deviendrait inutile si ces postes étaient supprimés. On comprend dès lors que le gouvernement n'ait pas l'intention d'entreprendre une telle réforme... Et je ne crois pas que « Solidarité » ait les moyens d'imposer un tel processus à l'heure qu'il est.

— Tout cela présage assez mal de la situation à venir...

— Je pense même que les perspectives sont dramatiques. Prends l'exemple de « Solidarité rurale » : tout reste dans le vague, et les accords passés n'auront pas d'effet avant la fin de l'année prochaine (1982). De plus, on commence à avoir des informations sur le fait que l'URSS — voyant qu'une série d'investissements ont été bloqués — cherche à prendre le contrôle de certaines entreprises en leur livrant les matières premières qui leur font défaut. Il s'agit d'une tentative d'intégration de l'économie polonaise, une partie de cette dernière étant vouée à pro-

Arrêt de travail aux chantiers « Lénine » de Gdansk. (DR)

duire directement pour le Plan soviétique.

Ces mesures sont présentées comme provisoires, mais il est évident qu'il sera très difficile de réintégrer ensuite la part de l'économie passée sous contrôle de la bureaucratie soviétique. Et on peut imaginer les implications politiques que cela ne manquera pas d'avoir. Je crains donc qu'en dehors de la réforme économique, qui semble irréalisable dans l'immédiat, la seule alternative à laquelle nous soyons confrontés aujourd'hui ne soit une très forte élévation du chômage ou une intégration « invisible » de ce genre, ces deux phénomènes étant catastrophiques.

C'est d'autant plus dramatique que six millions de personnes vivent en-dessous du minimum vital à l'heure qu'il est, et qu'un certain nombre d'entre elles connaissent déjà la faim.

Ajoute à cela le manque de confiance qui commence à s'exprimer à l'égard du syndicat, et le fait qu'il y a peu de chances que ce dernier se montre suffisamment radical face à toutes ces menaces...

Enfin, peut-être qu'il se montrera ra-

dical, mais à la manière de Jacek Kuron et de Karol Modzelewski, ou d'Adam Michnik (4)... Mais pas sur les problèmes de défense des intérêts immédiats des travailleurs, car cela serait utilisé comme propagande contre le KOR et pour créer une atmosphère de crise accusant « Solidarité » de se constituer en force d'agression.

Je crains, hélas, que nous n'ayons à passer par tout cela et que cela ne soit nécessaire pour susciter une nouvelle vague de radicalisation, et tracer des perspectives permettant de nous en sortir... ■

Propos recueillis par Jacqueline ALLIO
Varsovie, le 18 mars 1981

4. *Inprecor* a publié dans son numéro 91, du 15 décembre 1980, un texte de Jacek Kuron, « Comment continuer ? », « Une conversation à bâtons rompus avec Karol Modzelewski » et une longue citation d'un texte d'Adam Michnik, « Une stratégie pour l'opposition polonaise ».



« Mon procès a démasqué le processus d'ouverture ... »

LE 27 février dernier, à la veille du Carnaval, le gouvernement brésilien a remporté un succès politique longtemps incertain. Son candidat à la présidence de l'Assemblée, Marchezan, a été élu avec 37 voix d'avance face à un candidat, dissident du Parti démocrate social (PSD) majoritaire, soutenu par les formations de l'opposition. Les pressions diverses, les marchandages de couloir et les menaces à peine voilées contre le processus de libéralisation, ont même abouti — semble-t-il — à arracher le vote d'un nombre non négligeable de députés d'opposition.

Aussitôt après ce succès, le gouvernement a répété ses offres de dialogue à l'opposition qualifiée de responsable, notamment à travers une rediscussion de la Loi sur les étrangers adoptée l'an passé.

Le régime tente en fait d'isoler et de marginaliser les secteurs combattifs et classistes, sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. Le président du Parti des travailleurs (PT), Luis Inacio da Silva, plus connu sous le nom de « Lula », dirigeant syndical des métallurgistes du triangle industriel de l'ABC dans la banlieue de Sao Paulo, suspendu de ses fonctions après la grande grève de l'an passé, est dénoncé comme l'otage de l'extrême gauche et des éléments radicaux au sein même du PT.

La condamnation dont il vient d'être victime est significative de la politique du régime. Il était inculpé pour avoir — avec ses camarades — dirigé la grève, après qu'elle ait été décrétée illégale par le Tribunal du travail. Le Tribunal militaire de Sao Paulo, qui siégeait en l'absence des accusés et de leurs avocats, sous la protection d'un fort dispositif de police, a eu la main lourde : trois ans et demi de prison ferme pour Lula et des peines de six mois à trois ans pour huit autres militants syndicaux.

Certes, les syndicalistes qui ont fait appel restent en liberté provisoire, et nul ne sait dans combien de temps aura lieu le nouveau procès. Mais la condamnation prononcée n'est pas pour autant symbolique.

D'une part, les syndicalistes condamnés sont privés de leurs droits civiques, ce qui les empêche de se présenter à des élections syndicales et surtout de déposer leur candidature pour les élections générales prévues pour 1982. Le pouvoir cherche ainsi à décapiter le PT avant les échéances décisives de l'année prochaine.

D'autre part, la peine déjà prononcée constitue une épée de Damoclès au-dessus des syndicalistes au moment même où s'ouvrent les nouvelles négociations salariales pour l'année 1981 dans la banlieue ouvrière de l'ABC qui est le phare de la combativité prolétarienne au Brésil. L'activité de « Lula » et de ses camarades à cette occasion peut être considérée comme

une récidive et peser sur le verdict de la seconde audience.

Cette offensive contre le courant classiste et combatif de la classe ouvrière s'exprime également sur le terrain syndical. Dans le contexte de crise économique (personne ne peut croire que le taux de croissance se maintiendra à 7 % comme l'an passé), une aile « modernisée » ou recyclée de la bureaucratie jaune, représentée par le président du Syndicat de la métallurgie de Sao Paulo, Joaquim, en alliance avec le PCB (Parti communiste brésilien), veut administrer la preuve qu'un syndicalisme de dialogue responsable peut obtenir de menus avantages (vêtements de travail, pauses plus longues), alors que les grèves dures se heurtent sans résultat à l'intransigeance patronale.

Le fait est que, dans les dernières élections syndicales significatives, le syndicalisme jaune a réussi (même quand cela a été de justesse) à sauvegarder ses positions face aux listes d'opposition syndicale favorables à un syndicalisme d'indépendance de classe, malheureusement souvent encore divisées. La bureaucratie a notamment réussi à remporter les élections syndicales chez les métallurgistes de Rio de Janeiro et chez ceux de la banlieue de Sao Paulo, Osasco.

Ces difficultés rencontrées dans la bataille syndicale (le fait que le syndicalisme classiste marque le pas) risquent de pousser les oppositions non seulement à s'organiser, ce qui est nécessaire, mais à s'isoler en renonçant à la bataille pour l'unité syndicale, qui est pourtant inséparable de la bataille pour un syndicalisme indépendant. Les déclarations de « Lula », dans l'interview que nous reproduisons ici manifestent déjà une certaine confusion entre l'unicité syndicale imposée par la législation de la dictature dans le cadre d'une subordination à l'appareil d'Etat, et l'unité syndicale librement décidée par les travailleurs pour renforcer leur combat. Pourtant, cette question était clairement posée dans les documents de référence du PT, à travers le mot d'ordre de Centrale unique des travailleurs.

Le Parti des travailleurs (PT) se trouve donc à un tournant de son histoire encore toute récente. Jusqu'à présent, il a bénéficié de la poussée des grandes luttes ouvrières de 1978 à 1980. C'est cette radicalisation massive qui a assuré la base de la croissance initiale du PT et le succès de sa campagne d'affiliation pour obtenir le pré-enregistrement légal en vue des élections de 1982. Mais il doit maintenant faire face à de véritables problèmes d'orientation complexes, notamment la question syndicale et la tactique électorale.

Au seuil de cette situation nouvelle, nous publions pour faire le tour des problèmes une longue interview que « Lula » a accordée à Flavio Andrade pour le journal *Em Tempo*, et qui a été publiée dans son numéro 124 daté du 25 mars 1981. ■

D. J.

Un entretien avec Luis Inacio da Silva, « Lula »

— EM TEMPO : Pour commencer, « Lula », comment vois-tu la signification générale de cette condamnation ?

— Luis Inacio da Silva, « Lula » : A mon avis, je crois que l'effet que peut avoir ce jugement, à mon avis — bien que la peine soit dure et qu'il y ait onze camarades condamnés — va ouvrir les yeux de beaucoup de gens qui étaient abusés ; non seu-

lement à l'extérieur, mais à l'intérieur même du Brésil, des secteurs de la petite bourgeoisie, des secteurs élitistes (1), des gens qui croyaient que nous vivions un réel processus d'ouverture et de démocratisation.

Pour moi, cela démasque le processus d'ouverture et confirme ce que nous disions — et qui nous valait parfois d'être dénoncés comme radicaux —, c'est-à-dire

que, du point de vue de la classe ouvrière, les choses ne pouvaient être pires.

Cependant, je crois qu'il est très important que les choses se soient passées comme elles se sont passées ; cela ouvre

1. Secteurs élitistes : « Lula » semble vouloir désigner par là les intellectuels et les politiciens liés aux institutions et aux appareils étatiques, y compris parmi les membres du PT...

les yeux non seulement des Brésiliens, mais du monde entier sur le fait que le processus d'ouverture est une tromperie.

Ce jugement devra aussi montrer à toutes les forces d'opposition de ce pays qu'il faut un travail d'organisation beaucoup plus important si on veut réellement se préparer politiquement au but... y compris d'en finir avec ce régime.

Par ailleurs, il y a beaucoup de gens qui pensent que cela handicape le Parti des travailleurs (PT). Je ne le crois pas. Je crois que le parti est d'ores et déjà quelque chose qui dépasse les individus.

— Et, sur le plan syndical, y aura-t-il des conséquences ?

— Je ne suis pas inquiet pour le procès, parce qu'il y a déjà eu d'autres dirigeants syndicaux qui ont été poursuivis, condamnés ou même tués. Ce qui me préoccupe aujourd'hui, au niveau syndical, c'est que le mouvement en tant que tel est peureux. La période n'est pas bonne du point de vue de la mobilisation. Il suffit de voir les dernières campagnes salariales. Mais je crois que, cette année, la situation tend à s'améliorer, malgré la campagne officielle autour de la question du chômage. Et je crois que cette année, ici, à Sao Bernardo, nous réussirons à nouveau à mobiliser la classe ouvrière dans le sens d'un réveil du mouvement syndical brésilien.

— La condamnation représente sans aucun doute une déclaration de guerre du gouvernement au mouvement populaire, mais la campagne organisée contre le procès n'a pas été à la hauteur de l'attaque. Est-ce que cela signifie seulement un manque d'organisation, ou un certain isolement social du mouvement ?

— Je crois que la campagne a été bonne. Je ne crois pas que l'on doive analyser seulement ce qui a été réalisé le 25 février — jour du procès —, mais ce qui a été réalisé le 15 février, quand tout le monde pensait que le verdict serait rendu le 16. Donc, pendant deux jours, le PT a occupé toutes les pages des journaux, avec des meetings et des initiatives dans tous les grands Etats, au point que des camarades ont même été arrêtés pour le simple fait d'avoir posé des banderoles dans les rues. Nous affrontons aujourd'hui un problème que peu de partis ont eu à résoudre dans leur histoire. Le gouvernement n'est pas intéressé à empêcher la formation du PT par la voie légale, l'obtention de l'enregistrement provisoire nous le prouve. Mais il veut intimider les militants. Ainsi, dans l'Etat de Minas Gerais, il y a beaucoup de camarades poursuivis seulement pour avoir collé des affiches contre la Loi de sécurité nationale (LSN) (2). Si tu analyses les manifestations, tant au niveau international qu'au niveau national, il y a peu d'exemples dans l'histoire du Brésil d'un procès qui ait eu un tel écho. Et cela sur la base d'un travail de trente jours. Et je crois que le meeting public, ici à Sao Bernardo, a été un succès. Réunir 5 000 personnes, ap-

per la classe ouvrière pour écouter des discours — sans avoir des propositions bien définies à lui faire —, ce sont des choses qu'il faut savoir mesurer.

— Tu ne ressens donc pas un isolement croissant du PT en ce moment...

— Nous, nous avons toujours été isolés, sur le plan syndical et politique. Je crois qu'on ne doit compter que sur nous-mêmes. Quand on dit que la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, cela paraît à certains une manifestation d'ouvriérisme fanatique et, pourtant, c'est la pure vérité.

— Qu'est-ce que tu espères, du point de vue légal, de l'appel au Tribunal militaire pour l'annulation du jugement ?

— Le jour où j'ai été condamné, une demi-heure avant le verdict, je disais que je serais acquitté. Et je continue à le dire. A moins que le manque de bon sens ne l'emporte dans ce pays...

LA SITUATION DU PT

— Passons maintenant au PT. Comment vont les adhésions, les difficultés pour construire un appareil, les débats internes...

— Le grand problème du PT aujourd'hui, c'est que sa direction fait trop de choses. Il arrive un moment où les directions sont amenées à abandonner leur travail pour le parti, pour se consacrer par exemple à la direction des campagnes salariales. Je crois qu'il faut définir des priorités. Et, à mon avis, la priorité numéro 1, c'est le processus d'affiliation et de formation des noyaux de base dans la perspective du Congrès de juin. Je crois que toute autre discussion aujourd'hui dans le parti est une diversion par rapport à cela. Après, on aura tout le temps de discuter tout le reste. En revanche, pour les adhésions, on n'a que jusqu'à juin.

C'est donc ce qu'il faut mener à bien dans ces trois mois. L'heure n'est pas à s'engueuler pour savoir si « Lula » a les cheveux longs ou courts, ou si untel écrit dans *Em Tempo* (6) ou dans *Companheiro* (7). Maintenant, il faut recruter, aller dans les rues et les quartiers.

— Il y a presque un an que tu as pris position, lors de la Rencontre nationale du PT, contre le mot d'ordre de Constituante. Comment vois-tu la chose aujourd'hui ?

— C'est une discussion que certains secteurs déjà définis politiquement veulent ouvrir. Les uns, parce qu'ils sont du côté de l'élite (8) et veulent simplement une réorganisation juridique de la société, sans se préoccuper de la classe travailleuse. Et les autres, parce qu'ils croient qu'à travers la Constituante ils s'ouvriront des canaux pour construire leurs propres partis. Mais ces gens mentent quand ils viennent dire en public qu'ils ne veulent pas la Constituante avec Figueiredo, et ainsi de suite.

C'est un mensonge, parce qu'en vérité ces personnes sont conscientes, savent que le jour où l'on pourra avoir une Constituante sans Figueiredo et compagnie, c'est parce que le peuple sera arrivé au pouvoir. Et quand le peuple sera arrivé au pouvoir, il ne va plus convoquer la Constituante...

— Mais, en général, on ne propose pas la Constituante avec l'illusion naïve de l'obtenir — et aujourd'hui même — des maîtres du pouvoir. On propose la Constituante comme un drapeau contre la dictature, afin de déclencher un processus de lutte des travailleurs et des autres forces démocratiques pour en finir avec ce régime et conquérir le pouvoir. C'est un drapeau pour accumuler et organiser les forces démocratiques dans cette perspective. Si cette lutte va déboucher sur une Constituante avec Figueiredo, ou avec « Lula », ou sur le pouvoir des travailleurs sans aucune Constituante, cela dépendra du rapport de forces qui se forge dans ce processus. L'important, maintenant, est de mettre ce processus en marche. C'est là, pour mettre en cause la dictature de haut en bas et ouvrir une alternative légitime, que la question de la Constituante se pose aujourd'hui...

— Tu sais, je crois que le jour où sera engagé un processus de lutte, il est peu probable et bien difficile que le peuple en vienne à réclamer une Constituante. Et jamais ceux qui sont au pouvoir pour lutter contre la classe travailleuse ne vont permettre qu'on convoque une bonne Constituante. Pourtant, je crois que le thème est intéressant. Pour la raison même que nous avons au Brésil beaucoup de réformistes, il faut avoir cette discussion. Je crois, par exemple, qu'il y a des gens qui ont honte de dire à la classe travailleuse qu'ils veulent seulement une réorganisation juridique qui leur donne un peu plus d'espace, mais sans changer les structures.

C'est pourquoi nous avons dans ce pays un but concret. Il existe une chose nommée classe travailleuse, qui n'a jamais eu la moindre chance dans ce pays, qui n'a jamais été organisée politiquement, qui n'a jamais été appelée à lutter pour ses revendications concrètes.

2. La Loi de sécurité nationale (LSN) est une loi fondamentale de la dictature. Ainsi, en cas de grève, le tribunal doit se prononcer sur la légalité ou non de la grève. S'il la déclare illégale, les dirigeants de la grève peuvent être poursuivis au nom de la Loi de sécurité nationale devant un tribunal militaire. C'est ce qui est arrivé à « Lula » et à onze syndicalistes de l'ABC (banlieue industrielle de Sao Paulo), après la grève de 41 jours d'avril-mai 1980.

6. *Em Tempo*, journal indépendant engagé dans le soutien à la construction du PT. Ce journal rend largement compte, sous forme d'interviews et de documents, de la vie et du développement du PT. La ligne éditoriale du journal et sa rubrique internationale expriment des positions proches du marxisme révolutionnaire.

7. *Companheiro* est un journal indépendant qui exprime des positions proches du MEP, organisation d'extrême gauche dont la référence historique est celle du centrisme des années 1930 (POUM, SAP) et qui pense que le PT doit être un front de groupes.

8. Voir note 1.

Je donne un exemple pour être publié dans *Em Tempo*, pas vrai ? J'ai eu un débat avec un journal dans l'Etat du Rio Grande do Sul. Le camarade laissait entendre qu'il était lié à quelque secteur de gauche... Un secteur de gauche que je n'ai pas bien reconnu sur sa mine..., mais affilié au PMDB (9). Et ce camarade avait le culot de m'interpeller sur le fait que... ce PT, voyez-vous, n'est pas révolutionnaire ! Qu'un parti, savez-vous, doit être révolutionnaire... Je lui ai dit la chose suivante : « Tu viens me raconter que le PT n'est pas révolutionnaire ? Et le PMDB, alors ? Alors, toi, tu es dans un parti de ce type, et tu viens en plus me demander pourquoi je suis dans le PT ? » Là, il a dit : « Non, mais le PT ne propose pas la révolution. » Et j'ai dit : « La classe travailleuse elle-même ne propose pas la révolution aujourd'hui. Et le jour où elle va la proposer, elle ne va pas seulement la proposer, elle va la faire. »

Voilà. Nous devons avoir la sensibilité de discuter de ce qui intéresse le peuple. L'erreur que nous ne pouvons pas commettre à nouveau, c'est d'empêcher le peuple de marcher sur ses propres jambes et de penser avec sa propre tête.

— Un autre thème en discussion au sein du PT est la question de ses rapports avec les autres courants de gauche. Comment vois-tu la question ?

— Avant toute chose, il faudrait commencer par définir la gauche. Parce que je ne crois pas qu'il y ait dans le PT un type plus à gauche que moi... Pourtant, je ne suis subordonné à aucun dogme ni à aucun sigle ; je suis subordonné au PT, qui représente la tradition de lutte de la classe ouvrière. Je ne fais pas partie de la gauche dogmatique, non. Je ne prends pas telle position parce que Trotsky disait ceci, ou Lénine cela. Je ne suis pas comme ça. Je suis de gauche, parce qu'il y a des fois où le ventre de la classe ouvrière parle beaucoup plus fort que les livres que je lis. Maintenant, je pense qu'il y a des secteurs de la gauche qui ont un comportement bien meilleur que ce qu'on pouvait attendre. Je m'attendais à ce que les gens soient plus sectaires, mais peu à peu ils se transforment au sein du PT.

PLURALISME OU SYNDICALISME UNIQUE ?

— Pour revenir à la question du mouvement syndical, mais d'un point de vue plus général : la perspective du CONCLAT (10) se pose à nouveau. Il y a une réunion prévue le 21 mars. Qu'est-ce que tu en attends ?

— Ecoute, je ne pourrai le dire qu'après la réunion. On a beaucoup utilisé le CONCLAT mais davantage comme un mot que comme une chose concrète.

— Dans une interview récente à *Isto é* (11), tu as fait des déclarations nouvelles sur le problème de l'unicité et du pluralisme syndical...

« Inprecor » a publié ...

A. Jos, « L'heure des comptes », numéro 67-68, du 17 janvier 1980.

A. Jos, « Déploiement commercial et ajustements diplomatiques », numéro 67-68, du 17 janvier 1980.

« Solidarité avec les métallos en grève ! », numéro 76, du 1er mai 1980.

Daniel Bensaïd, « La grève des métallos a révélé les limites de la "libéralisation" », numéro 78, du 29 mai 1980.

Daniel Bensaïd, « Les problèmes de la construction du Parti des travailleurs (PT) », numéro 78, du 29 mai 1980.

Daniel Bensaïd, « Après la grève des métallos, le premier Congrès du Parti des travailleurs (PT) », numéro 81, du 10 juillet 1980.

Une interview de « Lula » au *Guardian* de Londres, numéro 81, du 10 juillet 1980.

Flavio Andrade (*Em Tempo*), « Derrière la controverse PT "classiste" ou PT "de masse" : un parti ou un front ? », numéro 82-83, du 31 juillet 1980.

Raul Pont (*Em Tempo*), « Après le Congrès du PT, sur la conception du parti et le mot d'ordre de Constituante », numéro 82-83, du 31 juillet 1980.

« Lula : "Les revendications des travailleurs polonais sont les nôtres" », numéro 86, du 14 octobre 1980.

Daniel Jebrac, « Les portes étroites de la "libéralisation" et la construction du Parti des travailleurs (PT) », numéro 91, du 15 décembre 1980.

« Liberté pour "Lula" et les syndicalistes brésiliens ! », numéro 97, du 16 mars 1980.

— Je n'ai pas fait de déclarations nouvelles. C'était déjà dans un livre publié en 1978... Je pense la chose suivante : je ne défends pas le pluralisme syndical. Ce que je crois, c'est qu'il faut ouvrir une fois pour toutes un débat sur cette question de la conception de la liberté et de l'autonomie syndicale. Parce que, tu vois, le syndicalisme italien n'est pas unique, et, pourtant, c'est aujourd'hui sans aucun doute l'un des plus combatifs d'Europe. La Pologne est aussi en train d'apporter une preuve de la même chose : il est nécessaire de créer une alternative pour que s'ouvre une meilleure perspective. Parce que, ce que nous voulons, en vérité, c'est que l'on permette à la classe ouvrière de dire quel type de syndicat elle veut. Je crois que les travailleurs sauront choisir le meilleur type de syndicat qui leur convient, mais que cela passe par un débat sérieux pour comprendre, par exemple, la situation en Espagne entre l'UGT et les Commissions ouvrières, la situation en Italie, et d'autres encore. Cela dit, je ne peux pas non plus être contre le pluralisme syndical, parce que nous n'en avons aucune expérience ici au Brésil.

— C'est parce qu'ici l'Etat l'a décrété ainsi. Et, en plus, il a subordonné le syndicat au ministère du Travail. Nous sommes tous contre cela...

9. Le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) constitue, dans le cadre de la nouvelle Loi sur les partis politiques, le prolongement du Mouvement démocratique brésilien (MDB), parti d'opposition officiel et toléré dans le cadre du système bipartite mis en place par la dictature en 1964. Le MDB est devenu le canal d'expression des diverses oppositions au régime et a connu un développement électoral important à partir de 1974. Aujourd'hui, le PMDB est, sur le plan électoral et parlementaire, le premier parti d'opposition. Il s'agit d'un parti bourgeois. Mais plusieurs organisations se réclamant du mouvement ouvrier ont choisi de rester en son sein, plutôt que de rejoindre le PT : le PC, le PC do Brasil (maoïste) et le MR-8 (organisation d'origine guérillériste, à présent pro-soviétique et ultra-stalinienne).

— Exactement. Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas le considérer comme ce qu'il nous faut. Ce syndicat est l'œuvre de la dictature. Peut-être quand même qu'un syndicat unique est la meilleure solution. Mais nous allons en discuter. Je te demande : où donc existe un syndicalisme unique combatif ?

— Au Chili, jusqu'à l'époque d'Allende, par exemple...

— Mais en Russie, à Cuba, en Pologne, en tout cas jusqu'à ces derniers mois...

— Mais, là, le problème est plus général. Il ne s'agit pas seulement de la question du syndicat unique ou non, mais aussi de la bureaucratie, du parti unique, du contrôle étatique sur les syndicats, enfin de la dégénérescence bureaucratique de la révolution... Ce que l'on peut objecter concrètement contre la pluralité syndicale, c'est qu'elle ouvre une brèche à la division de la classe ouvrière à partir même des luttes corporatives...

— Non. Je pense qu'on doit ouvrir une brèche pour que les travailleurs puissent discuter de ce qu'ils veulent.

— Prenons la chose sous un autre

10. Il existe depuis plusieurs mois le projet de convoquer un Congrès national de la classe travailleuse (CONCLAT). Un tel Congrès rassemblerait à l'échelle nationale des structures intersyndicales ; ce serait une rupture de fait avec la Loi syndicale en vigueur, qui définit un syndicalisme vertical de corporations directement rattachées au ministère du Travail, à l'exclusion de tout regroupement intersyndical à l'échelle municipale, régionale ou nationale. Le courant « Unité syndicale » et les différentes oppositions syndicales sont impliquées dans ce projet.

11. *Isto é* : il s'agit d'un hebdomadaire à grand tirage, auquel « Lula » a donné une interview à son retour d'Europe.



Luis Inacio da Silva, « Lula ». (DR)

angle. Le fait même que tu poses aujourd'hui ce débat avec plus de vigueur, n'est-il pas symptomatique de quelque chose de nouveau dans le mouvement syndical brésilien ? N'est-il pas — oserai-je dire — symptomatique de l'offensive des *pelegos* recyclés (12), alliés aux réformistes, qui jouissent d'une relative tolérance de la part du gouvernement ? Ce courant a pris l'initiative sur le terrain du maintien de l'appareil bureaucratique et de la mise en œuvre d'une ligne « anti-authentique » (13), ou, pour être plus clair, d'une ligne de collaboration de classe.

— Non, non... Je ne suis pas intéressé pour l'instant à mener une polémique avec le courant « Unité syndicale » (14). Cette unité syndicale, théorique, est déjà mort-née. Parce que, le jour où nous aurons la possibilité de faire une proposition pour toute la classe ouvrière, et non pour les seuls dirigeants syndicaux, l'unité sera faite dans ce pays. On pourrait prendre

LE VOYAGE AUX USA ET EN EUROPE

— Enfin, qu'est-ce qui t'a le plus impressionné dans le mouvement ouvrier américain et européen, lors du voyage que tu viens d'effectuer ?

— Tout d'abord, pour quiconque sort du Brésil, ce qui frappe, c'est la liberté et la démocratie pour discuter de toute chose. Ensuite, le syndicalisme italien, bien que divisé idéologiquement, ne se divise pas devant des problèmes communs à toute la classe ouvrière. Une autre chose impressionnante, c'est le Parti communiste italien. Un parti communiste démocratique, où la discussion est réelle, et qui n'est pas subordonné à l'Union soviétique, et le fait qu'il s'agisse réellement d'un parti de masse, avec des millions d'adhérents... Il y a aussi le PSOE en Espagne. Je crois que Felipe Gonzales sera, avec le PSOE, la grande figure de l'unité de la classe ouvrière espagnole. Et tout cela en plus de la grande forteresse économique que sont les syndicats en Europe, certains avec des fonds de grève allant jusqu'à 500 millions de dollars...

l'exemple de l'ENTOES (15), dont je ne partage pas la ligne, mais qui a réussi à réunir bien plus de dirigeants syndicaux que l'« Unité syndicale ».

Je ne pense pas, d'autre part, que le syndicalisme authentique soit en train de perdre du terrain. Au contraire, nous avons connu certaines victoires ces derniers temps. Même s'il y a aussi des cas où, par manque de travail à la base, nous avons échoué. Et il y a enfin des cas où il faut comprendre qu'il est difficile de conquérir l'appareil syndical, quand il est complètement pourri, corrompu, et quand les dirigeants en place utilisent tous les moyens pour être réélus.

Le gouvernement a fait un effort très important pour écraser ce syndicalisme authentique. Et ce n'est pas une nouveauté. La nouveauté, ce sont les victoires remportées par le syndicalisme authentique. Que les *pelegos* se maintiennent, c'est en revanche dans l'ordre des choses...

— Et quelle est ton impression quant à l'orientation syndicale de ces forces ?

— Ecoute, je crois qu'il m'est difficile de donner une réponse, parce que mon expérience est restée très superficielle.

12. Littéralement, *pelego* désigne le tapis de selle que l'on glisse entre le dos et la selle d'un cheval. Dans le langage imagé du mouvement ouvrier brésilien, il désigne la bureaucratie jaune, subordonnée à l'appareil d'Etat. Il existe cependant un courant de *pelegos* qui tente de s'adapter à la radicalisation ouvrière pour mieux la contrôler. Il a besoin, pour cela, de manifester une relative autonomie par rapport au régime. Ce courant est symbolisé par Joaquim, président du Syndicat des métallurgistes de Sao Paulo. Il est évident que ce courant de *pelegos* « modernisés » ou « recyclés », fait partie du dispositif utilisé par la dictature pour tenter de marginaliser le PT et le courant classiste sur le plan syndical.

13. On a appelé syndicalistes authentiques les responsables syndicaux qui ont répondu à la combativité croissante de la classe ouvrière dans le sens de l'indépendance de classe. « Lula » est le symbole de ce courant.

le. Mais, en général, j'ai eu l'impression que la ligne du Parti social-démocrate suédois, de toutes celles que j'ai pu voir, semble la plus correcte, en laissant de côté ce que la Suède représente du point de vue de l'exploitation des pays sous-développés.

— Grosso modo, la politique de pacte social et de conciliation que mène aujourd'hui le PC au Brésil ne diffère pas substantiellement de celle qui est pratiquée par les partis communistes et socialistes européens — par exemple le Pacte de la Moncloa en Espagne, ou bien les compromis de gestion de la crise assumés par le PC italien et illustrés ouvertement dans le cas récent de la FIAT...

— En aucune manière, cela n'a rien à voir, c'est une comparaison absurde. Là-bas, ils sont beaucoup moins dogmatiques qu'ici, dans le cas des Italiens. Et il faut voir que, là-bas, la centrale syndicale communiste a 4 millions d'affiliés. C'est la preuve qu'il a un minimum de soutien à la base.

— Donc, pour mieux te comprendre : avec quelle opinion sur la ligne euro-communiste et social-démocrate en Europe reviens-tu ?

— Je ne vis pas en Europe, mais au Brésil, et je ne peux avoir que des impressions superficielles — et non des jugements de fond — après ma visite là-bas. L'important, c'est que je suis allé voir de près une réalité que je ne connaissais que de loin. Je ne suis donc pas revenu en disant que la ligne est ceci ou cela. Voilà ce que je dis : dans le cadre de la ligne social-démocrate, la Suède m'a fait la meilleure impression. En Europe, le meilleur parti communiste, à mes yeux, est l'italien. Et comme parti socialiste, l'espagnol. Je n'ai pas voyagé en Europe pour m'affilier à aucune Internationale. Ce n'était pas mon but. Et je pense que le PT doit maintenir son indépendance face aux divers courants existants, jusqu'à ce que le parti soit effectivement consolidé comme parti de masse. Alors, la base pourra décider éventuellement de s'affilier à telle ou telle ligne... ■

Propos recueillis par Flavio ANDRADE
25 mars 1981.

14. L'« Unité syndicale » est la structure intersyndicale mise en place par les *pelegos* « recyclés », en alliance avec le PC et le MR-8. Il y a une discussion parmi les courants authentiques d'opposition syndicale, pour savoir si les structures qu'ils animent doivent continuer à participer à l'« Unité syndicale » pour maintenir l'unité de toutes les structures qui se trouvent en rupture avec la Loi syndicale verticaliste et qui peuvent constituer un pas vers un regroupement intersyndical.

15. ENTOES est une initiative qui a été prise l'an passé : une rencontre des travailleurs et des structures d'opposition syndicale. Il s'agit d'un courant clairement défini contre la loi en vigueur et pour la perspective d'une Centrale unique des travailleurs indépendante de l'Etat. Mais la participation aux ENTOES régionaux n'est pas nécessairement contradictoire avec la participation à l'« Unité syndicale ».

La longue marche des Indiens guatémaltèques

Le développement industriel du Guatemala s'est maintenu à un stade relativement limité dans le cadre du sous-développement et de la dépendance vis-à-vis du système impérialiste. Il a principalement été cantonné, jusqu'à présent, dans la production de biens de consommation (industrie alimentaire et textile, usines de montage). La classe ouvrière guatémaltèque, bien que numériquement réduite, et malgré le développement qu'elle a pu connaître avec la tentative — avortée — de constitution du Marché commun centro-américain (1), a lutté depuis des décennies, sur le terrain syndical, contre une législation du travail particulièrement restrictive en ce qui concerne les procédures de reconnaissance légale des syndicats et le droit de grève.

Malgré la création de toutes pièces de syndicats jaunes, malgré les licenciements et les assassinats de cadres syndicaux, l'année 1976 a vu la remontée des luttes de masse de la classe ouvrière urbaine et des mineurs culminer avec la constitution du Comité national d'unité syndicale (CNUS), regroupant l'essentiel des organisations de masse de type syndical indépendantes du régime, autour des ouvriers industriels. Cette Confédération a été l'élément moteur de la fondation en 1979 du Front démocratique contre la répression (FDCR), qui regroupe, en plus des organisations liées au CNUS, des organisations chrétiennes, le mouvement étudiant et ses diverses organisations, les mouvements des habitants des bidonvilles et deux petites formations social-démocrates, le Parti social-démocrate (PSD) et le Front d'unité révolutionnaire (FUR).

Un important travail d'organisation de secteurs significatifs de la paysannerie — passant souvent par le canal des communautés chrétiennes de base — a débouché sur la constitution en 1978 du Comité d'unité paysanne (CUC) qui a réussi à mener, en février 1980, une grève de 70 000 travailleurs agricoles saisonniers, les *cuadrilleros* (2) des grandes plantations (café, canne à sucre et coton) de la côte Sud.

A la suite de la nouvelle montée du mouvement de masse ouvrier, paysan, étudiant, des habitants des bidonvilles, à l'échelle de tout le pays, s'échelonnant sur plusieurs années et tendant chaque fois plus à se combiner, la répression criminelle des organismes de répression, officiels et parallèles (3), a repris et s'est entendue sur une échelle plus importante que jamais.

S'il est possible d'évaluer à quelque 75 000 les victimes de la terreur blanche au Guatemala, depuis la chute du gouvernement nationaliste bourgeois de Jacobo Arbenz en 1954, en y comptabilisant les 8 000 victimes, essentiellement paysannes, de la campagne d'anéantissement des guérillas de 1966-1968, il faut savoir que la répression la plus sanglante demeure la règle dans le pays. Le Guatemala est sans doute le seul pays au monde à ne détenir effectivement aucun prisonnier politique, et pour cause. Les opposants au régime militaire sont systématiquement abattus ; sur l'éventail politique, cela va de la droite de la Démocratie chrétienne jusqu'à l'extrême gauche, tandis que du point de vue des forces sociales, ce sont avant tout les paysans, indiens ou métis, qui sont atteints par cette politique de contrôle de la population qui va parfois jusqu'à prendre les aspects d'un véritable génocide.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le poids important des organisations ouvrières et révolutionnaires qui se sont reconstituées à la suite de la défaite subie par les forces révolutionnaires à la fin des années 1960. Parmi

ces organisations qui ont commencé à se reconstruire en entendant dépasser les erreurs militaristes de la guérilla de ces années-là, il faut souligner le rôle joué depuis plusieurs années par les révolutionnaires de l'EGP (Armée de guérilla des pauvres) qui ont lutté dans la pratique contre toutes les conceptions à résonances racistes, que ce soient celles qui abandonnent la lutte des paysans indiens à leur arriération culturelle supposée, dans l'attente du renforcement de la classe ouvrière industrielle, ou celles qui ont fait des Indiens et de leur « indianité » la référence absolue et quasi-mythique de ce qui était révolutionnaire au Guatemala, et de ce qui ne l'était pas (4).

C'est ainsi, sur de fermes bases de classe, que les militants de l'EGP luttent depuis des années pour l'unité de tous les exploités et opprimés de la campagne — qu'ils soient indiens ou métis (*ladinos*) —, pour l'unité des travailleurs des villes et des campagnes, pour l'unité des organisations se réclamant de la révolution socialiste et de la lutte armée (5). Les succès que cette organisation a remportés dans sa construction, et particulièrement dans ces secteurs des paysans pauvres indiens, renvoient à une analyse de la formation sociale guatémaltèque qui donne toute sa place à ces populations indiennes qui, toutes ensembles, constituent la majorité de la population du pays et la force de travail essentielle de l'économie agro-exportatrice qui reste le secteur déterminant du Guatemala jusqu'aujourd'hui.

Le texte que nous publions ci-dessous est traduit du numéro 4 de la revue de l'EGP, *Companero*, publiée en janvier 1981. Nous comptons publier ultérieurement dans ces mêmes colonnes d'*Inprecor* d'autres articles sur le Guatemala, ce pays-clef (6) pour l'avenir de l'Amérique centrale.

A. T.
6 avril 1981

1. Sur la question du développement et du blocage de la construction du Marché commun centro-américain (MCCA), lire Ricardo Ramirez, dirigeant révolutionnaire guatémaltèque, « La guerre Honduras-Salvador (1969) et ses répercussions en Amérique centrale », dans *Quatrième Internationale*, numéro spécial sur l'Amérique latine, juin 1970, et la revue *Tricontinental* publiée à La Havane, 1970.

2. Les *cuadrilleros*, sont les paysans indiens organisés en *cuadrillas*, équipes employées par un intermédiaire qui les loue aux grands propriétaires de la côte Sud à l'époque des récoltes.

3. L'armée, la police secrète (*Judicial*), la *policia militar ambulante*, la *guardia de hacienda* (sorte de police fiscale), le *comando seis*, le *peloton modelo*, la police régionale et nationale, font partie des quelque 13 corps de répression officiels, qui agissent également sous le couvert des sigles des organisations terroristes d'extrême droite : MANO, Escadron de la mort, *Ojo por Ojo* (Oeil pour Oeil), ESA, FUA, NOA, Rosa purpura...

4. Cf. Jean-Loup Herbert, *Indianité et lutte de classe*, UGE, 10/18, Paris, 1975, pour une logique politique conduisant à l'affrontement entre Indiens et métis.

5. Une coordination a été mise en place en 1980 entre les quatre organisations suivantes : EGP, FAR (Forces armées rebelles), ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes) et l'aile majoritaire du PGT (Parti guatémaltèque du travail — le parti communiste).

6. En France, l'activité de popularisation des luttes des travailleurs guatémaltèques est menée par le Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris, dont les initiatives s'associent le plus souvent à la campagne de solidarité avec le Salvador.

Cela fait maintenant plus d'un demi-siècle que le Guatemala exerce une espèce de fascination sur les visiteurs étrangers, qu'ils soient chercheurs, artistes, touristes ou hommes d'affaires. Les archéologues, les ethnologues et les linguistes ont découvert dans notre pays de vieilles cités mayas, des micro-sociétés aux traits culturels pré-colombiens, un laboratoire vivant de langues mayas. Les artistes ont été enchantés par les marchés hauts en couleurs de l'*altiplano* (les hauts-plateaux), avec leurs tissages d'une singulière beauté et leurs produits artisanaux.

Le touriste non informé a pu se distraire et se reposer au milieu de toute cette couleur locale indienne, sans se rendre compte de ce que dissimule cette mise en scène des agences de voyage. De nombreux jeunes, s'imaginant trouver chez les Indiens un paradis de simplicité et de silence, se sont installés dans les villages et les localités. Les hommes d'affaires, plus pragmatiques, y ont trouvé des conditions favorables à leurs investissements, dans le tourisme entre autres choses. Tous ces visiteurs ont rapporté dans leur pays des connaissances, une inspiration, des projets. Le touriste est reparti avec des anecdotes à raconter et les bras chargés de cadeaux, sans se rendre compte de ce que les agences de voyage lui ont fourni un produit frelaté, une vision dénaturée de la composante indienne du Guatemala.

Au cours de ces dernières années, néanmoins, les voyageurs les plus perspicaces sont rentrés dans leurs pays avec de multiples interrogations et de sérieuses préoccupations à propos de la population indienne du Guatemala, ses conditions de vie, son rôle, son avenir. Tout dernièrement, les hôtels des villes de Guatemala, Antigua, Panajachel, Huehuetenango, ont commencé à se vider de leurs touristes ; les archéologues et les autres chercheurs étrangers se sont faits plus rares ; les hommes d'affaires ont cessé d'investir dans le pays ; les jeunes qui rêvaient de paix se sont rendus compte que les campagnes vivaient en état de guerre.

Il y a un an, le 31 janvier 1980, la presse du monde entier faisait ses premières pages de l'horrible massacre de 36 personnes à l'ambassade d'Espagne de Guatemala, transformée en brasier par les forces répressives du général Lucas Garcia. Sur ces 36 personnes, 27 effectuaient une occupation pacifique de l'ambassade comme ultime recours pour dénoncer devant le monde civilisé la répression en forme de génocide que l'armée était en train de pratiquer dans le nord-ouest du pays. Parmi ces personnes, il y avait 23 Indiens des groupes quiché, ixil et cakchiquel, tous paysans des régions dévastées par la soldatesque.

Au cours du mois de mai 1978, à Panzos, village situé à proximité des gisements de nickel exploités par la International Nickel Company (INCO), multinationale dont le siège central se trouve au Canada, plus de 100 indigènes kekchies avaient également été massacrés par l'armée sur la place publique, alors qu'ils protestaient contre le vol de leurs terres, dont sont expulsés tous les jours de nou-

GUATEMALA : LES PAUVRES SO

Le Guatemala se trouve en Amérique centrale ; couvrant une surface de 108 900 km² (France : 551 255 km² ; Belgique : 30 507 km² ; Suisse : 41 295 km²), il a une frontière avec le Mexique au Nord et à l'Ouest, avec Belize (ex-Honduras britannique), le Honduras et le Salvador à l'Est. La langue officielle est l'espagnol, mais les 22 groupes ethniques indiens qui forment la majorité de la population ne l'utilisent que comme seconde langue.

La population totale compte 7 262 400 habitants, elle a un taux de croissance annuelle de 3 %. 9 % des enfants meurent avant de parvenir à un an et 20 % avant d'avoir quatre ans. L'espérance de vie à la naissance est de 53 ans. 51 % de la population a 17 ans et moins. Le pays a une densité de 67 habitants au km². La population économiquement active est de 25 % de la population totale et se répartit comme suit :

REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Secteur	1964	1973
Primaire	60,5 %	58,2 %
Secondaire	17,3 %	18,0 %
Tertiaire	22,2 %	23,8 %

Mais il faut considérer qu'en 1980 le chômage a touché 34,3 % de la population active.

Les 5 % de la population aux revenus les plus élevés ont reçu : en 1950, 48 % des revenus totaux et en 1978 les 59 % ; tandis que les 50 % les plus pauvres n'ont reçu en 1950 que 9 % des revenus, et en 1978 les 7 %...

On calcule qu'il faut 68 cents de dollar par jour et par personne pour acheter les aliments nécessaires pour survivre, mais 52 % de la population n'ont pas ces 68 cents de dollar par jour ; 27 % de la population disposent de cette somme mais ne peuvent satisfaire d'autres besoins comme le logement, l'habillement, etc. Seuls les 21 % restants disposent de revenus supérieurs à 228 dollars par mois (pour une famille de 7 personnes à la campagne, ou de 5 en ville).

On considère généralement que la consommation journalière minimum de calories doit être de 2236 unités par personne, au Guatemala la moyenne se situe autour de 1 800 ; en 1975, 70 % de la population se trouvaient dans ce cas ; en 1980, 80 % de la population se trouvent dans ce cas. En 1970, 75 % des enfants de moins de cinq ans présentaient des problèmes de malnutrition ; en 1980, 82 % des enfants de moins de cinq ans présentent ces mêmes problèmes.

Pendant ce temps, les terres sont toujours plus utilisées pour des cultures d'exportation au bénéfice d'une petite minorité, et toujours moins utilisées pour la culture des denrées alimentaires destinées à la majorité de la population. L'extension des terres destinées à la culture du maïs — l'aliment de base — a diminué de 10 % sur une période de 28 ans au cours desquels la population s'est multipliée par deux :

velles familles paysannes de cette zone.

Ces deux événements récents ne constituent que deux exemples — ceux qui ont connu la plus grande publicité — des luttes dans lesquelles se sont lancés les Indiens du Guatemala, et de la riposte criminelle que toute expression de mécontentement reçoit de la part du gouvernement. Mais l'on a beaucoup moins parlé des arrêts de travail et des grèves des ouvriers agricoles et des coupeurs de canne, de ceux qui font la cueillette du café et du coton — en majorité des Indiens — qui réclament aux côtés des travailleurs non indiens le respect de leurs droits, qui s'organisent et se mobilisent pour lutter.

De même, on sait bien peu de choses à l'étranger des occupations temporaires de localités ou de domaines agricoles par des forces de guérilla des Indiens en armes qui diffusent en langue quiché, ixil, mam,

kanjobal et autres, les idées de la révolution guatémaltèque. On connaît beaucoup moins les combats que les guérilleros indiens livrent continuellement sur toute l'étendue du pays contre les troupes du gouvernement.

Que s'est-il passé, qu'est-ce qui est



NT TOUJOURS PLUS PAUVRES ...

EXTENSION ET UTILISATION DES TERRES CULTIVEES

Cultures	Superficie en milliers d'hectares		Croissance
	1950	1978	
<i>Exportation</i>	144,9	434,0	200 %
dont Café	109,7	244,5	123 %
dont Autres	35,2	189,5	438 %
<i>Consommation intérieure</i>	686,6	721,0	5 %
dont Maïs	553,2	499,0	- 10 %
dont Autres	133,4	222,0	66 %

Le pourcentage du budget gouvernemental consacré au secteur de l'agriculture a connu une chute de 9,7 % en 1975 à 3,8 % en 1979.

En 1975, les premières cinq causes de décès ont été :

1) Entérite et autres maladies diarrhéiques	18,3 %
2) Grippe, pneumonie et bronchite	17,9 %
3) Avitaminose, anémie et déficiences nutritionnelles	6,3 %
4) Rougeole	6,3 %
5) Accidents	4,5 %
	53,7 %

En 1970, il y avait 2,3 lits d'hôpital pour 1 000 habitants ; en 1980, il n'y avait plus que 1,9 lit d'hôpital pour 1 000. En 1960, il y avait un médecin pour 4 644 habitants ; en 1973, il n'y en avait plus qu'un pour 8 334. En 1979, le gouvernement a destiné 9,5 % du budget de la santé publique, soit le même chiffre qu'en 1975.

Le gouvernement calcule qu'il manque environ un million de logements, ce qui concerne 68 % de la population ; en 1979, le gouvernement n'a affecté que 3,9 % au budget de la construction. Les logements construits par les entrepreneurs privés sont destinés à satisfaire la demande des secteurs aux revenus les plus élevés, qui n'ont pas de problèmes de logements.

En 1973, 53 % de la population de plus de 15 ans étaient analphabètes ; en 1980, ce sont 63 % de la population âgée de plus de 15 ans qui sont analphabètes. Pendant ce temps-là, le gouvernement ne destinait en 1979 que les 8,9 % du budget à l'éducation ; en 1970, il lui avait destiné les 16,2 %...

Sources : BID, CEPAL, UNESCO, INCAP, SIECA, CNPE, BANVI, IGSS, USIFE.

en train de se passer ? Comment expliquer le contraste entre l'image faussement paisible d'un jour de marché sur la place de Chichicastenango, ou de quelque autre localité de l'*altiplano*, et celle de ces milliers de travailleurs de la canne — migrants des régions montagneuses du pays pour la plupart — réunis à un carrefour de chemins de la côte Sud, et réclamant, leur

machette à la main, un salaire plus juste ?

Qu'est-ce qui a pu transformer ainsi le taciturne semeur de maïs des provinces du Quiché et de San Marcos en un combattant de la guérilla plein de détermination ? Qu'est-ce qui a fait que les mains de la tranquille tisseuse ixil, mam ou kanjobal puissent prendre les armes et s'en servir contre ses oppresseurs ?

CES MINORITÉS QUI SONT LA MAJORITÉ

Des quelque sept millions d'habitants du Guatemala, il y en a quatre millions qui sont des Indiens, descendants des peuples qui ont habité le territoire du Guatemala à l'époque de la conquête espagnole, eux-mêmes descendants du tronc maya-quiché. En 1524, ces peuples, dont les plus nombreux étaient les Quichés, les

Mames, les Cakchiqueles et les Kekchies, constituaient des nationalités apparentées par leurs origines généalogiques, dont les langues et les coutumes ont été en se différenciant plus ou moins, et qui se disputaient entre eux le territoire et l'hégémonie sur les autres.

Les peuples mayas-quichés connais-

saient à l'époque un processus de transformations et de conflits généralisés. Ils constituaient des groupes socialement et politiquement bien structurés, habiles cultivateurs, connaissant l'architecture et l'astronomie, le calendrier maya qu'ils utilisaient en est la preuve. Ils disposaient de formes variées et complexes d'expression culturelle, articulées autour de la culture du maïs.

La victoire militaire des Espagnols contre eux fut suivie de l'expropriation de leurs terres, de l'assujettissement de la population à des lois et à des institutions qui la réduisirent au servage, avec une religion et une culture qui lui furent imposées. La domination espagnole fut totale : militaire, économique, politique et idéologique. Les peuples mayas-quichés furent complètement mis sous le joug.

Dans un premier temps, ils furent réduits en esclavage, et la population indigène connut une baisse radicale de ses effectifs. Par la suite, ils furent soumis à d'autres formes d'exploitation. Les Indiens furent répartis entre les *conquistadores*, en même temps que les terres et le droit de tirer profit non seulement de la terre et des mines, mais également du travail des hommes, des femmes et des enfants. Ils furent obligés de payer de multiples tributs.

Tout au long des trois siècles qu'a duré la période coloniale, les Espagnols ont imposé des mesures de contrôle et de ségrégation qui ont augmenté la fragmentation de la population indienne, déjà divisée en groupes ethniques différents, disposant de leur propre langue et de leurs coutumes particulières. Ils regroupèrent les Indiens en de petites communautés, ce qu'on a appelé les « villages indiens », et ils ont obligé les habitants de chacune de ces communautés à porter des vêtements qui les distinguaient des autres. C'est-à-dire qu'ils ont fractionné chaque groupe ethnique en de petites concentrations. Les Indiens ont donc été relégués là où on les y a obligés et ils ont été forcés à travailler sur les domaines des *conquistadores*, selon les besoins en main-d'œuvre de ces derniers.

C'est ainsi, avec le travail forcé des Indiens, qu'ont été édifiées les villes et qu'ont été construits les chemins, les ponts et les aqueducs. Sur la base de ce système d'oppression et d'exploitation, et pour le justifier, s'est développée la conception selon laquelle les Indiens seraient des êtres humains inférieurs, remplis de défauts et incapables de se gouverner eux-mêmes, en somme des gens qui ne pouvaient en aucune façon disposer des mêmes droits que les *conquistadores*. La fin du régime colonial espagnol, et l'Indépendance du Guatemala en 1821, n'ont entraîné aucun changement pour les Indiens, ils ont continué à être opprimés, exploités et à souffrir de la discrimination raciale.

Le processus d'accaparement de grandes extensions des meilleurs terres — les *latifundios* — et leur concentration entre les mains de quelques propriétaires, s'est accéléré avec la croissance des entreprises agricoles capitalistes qui sont ap-



Les Indiens en armes forment déjà des unités régulières de la guérilla. (DR)

parues à partir de la révolution libérale de 1871. Pendant longtemps, les paysans indiens de l'*altiplano*, où il y avait encore de grandes réserves de terres, furent obligés par la loi à descendre vers les régions côtières à l'époque de la récolte du café. A mesure que la terre s'est faite rare, du fait des expropriations, de l'épuisement des sols et de la croissance numérique de la population indienne, les parcelles toujours plus exiguës devinrent insuffisantes pour assurer la subsistance des familles.

La misère et la nécessité remplacèrent alors les lois et contraignirent les Indiens à rechercher des emplois temporaires dans les plantations de café. De nombreuses communautés s'y refusèrent pourtant, et, pour éviter de descendre travailler dans les grands domaines, commencèrent à défricher de nouvelles terres dans des régions boisées plus retirées encore, ou dans tout endroit qui s'y prêtait, y compris les terrains escarpés. Au fur et à mesure que les terres disponibles s'amenuisaient, et que les besoins de la population indienne appauvrie augmentaient, ce furent alors les familles entières, avec les femmes et les enfants, qui ont fini par descendre dans les grandes plantations.

Depuis lors, les paysans pauvres, les « minifundistes », n'ont pas d'autre solution — s'ils veulent survivre — que d'émigrer selon les saisons vers les régions côtières. C'est là un aspect de la relation nécessaire entre le *latifundium* et le *minifundium*, l'autre aspect étant le besoin qu'ont les grands propriétaires de pouvoir compter sur cette force de travail, et la nécessité que représente pour eux toute cette pauvreté. Ce système qui implique l'embauche d'une main-d'œuvre supplémentaire à l'époque des récoltes a augmenté la mobilité des Indiens, qui ont été obligés de se déplacer périodiquement vers les régions côtières. Ce phénomène, combiné au développement du commerce, a multiplié les contacts entre les différentes communautés et les divers groupes ethniques, ce qui a, à son tour, favorisé un plus grand rapprochement entre eux en tant qu'Indiens.

Dans le cadre de ce processus de transformation capitaliste, les paysans indiens se sont transformés en salariés une partie de l'année, en semi-prolétaires. Ce semi-prolétariat rural qui augmente chaque année est évalué à au moins 650 000 familles indiennes. Il constitue la force de travail fondamentale de l'industrie agro-exportatrice qui est le facteur primordial de l'économie du pays.

LA SITUATION ACTUELLE DES INDIENS

En devenant ouvriers agricoles, les Indiens connaissent un nouveau genre de vie. Ils apprennent l'exploitation qui est bien différente de la misère qu'ils connaissent sur l'*altiplano*. Pour la première fois, ils travaillent pour quelqu'un d'autre, le propriétaire terrien, le patron, pour une paie toujours insuffisante. Dans le même temps, ils peuvent voir de leurs yeux les belles demeures des propriétaires (qui ont par ailleurs d'autres résidences en ville, dans la mesure où ils ne vivent pas sur leurs terres); ils peuvent voir les autos luxueuses, les avions privés, les machines. Les Indiens découvrent que l'argent qu'ils reçoivent en échange de leur travail ne suffit pas pour acheter les biens nécessaires à leur subsistance, aussi bien dans la grande propriété, où les rations alimentaires sont insuffisantes, qu'après dans leur village.

Ce maigre salaire permet encore moins de payer les dettes accumulées pour l'achat de médicaments, d'engrais ou de semences. Ils voient comme leur travail s'accompagne de mauvais traitements, de tromperies et d'abus dans l'assignation des tâches et dans le calcul du poids du produit récolté. Ils doivent supporter la surveillance constante et la violence des corps répressifs des patrons et du gouvernement. Ils se rendent compte de ce que cette exploitation est également le lot des *ladinos* (métis) pauvres qui, pareillement dépourvus de terres, travaillent comme journaliers sur les mêmes grands domaines.

Leur vision du monde se transforme, leur vision d'eux-mêmes et des autres se modifie à mesure qu'ils intègrent à leur vie de tous les jours une série d'éléments inconnus auparavant ou bien interprétés autrement. Jusqu'à leur notion du temps et de son utilisation qui en viennent à se modifier, dans la mesure où les longues heures dédiées au travail laissent peu de temps pour les rites religieux et les travaux artisanaux. Par ailleurs, l'artisanat tend désormais à s'inscrire dans le cadre des relations capitalistes, en se constituant en travail à domicile dépendant du capital commercial local, national et même multinational.

Dans les villages se développe un processus de prolétarianisation. Des milliers d'Indiens des provinces proches de la capitale, Ciudad-Guatemala, à la recherche de revenus monétaires du fait du manque de terres, se rendent tous les jours ou plus sporadiquement à la ville pour rechercher à s'employer dans des travaux de peine, les uns pour un salaire fixe, les autres pour un contrat à durée déterminée. La majorité d'entre eux n'abandonne pas pour autant la vie paysanne, dans la mesure où ils reviennent régulièrement dans leur communauté, où certains membres de la famille continuent à cultiver une parcelle de terre qui leur appartient en propre ou qu'ils travaillent comme fermiers.

Le processus de prolétarianisation de l'Indien est un processus violent, parsemé de ruptures et de souffrances. Il est doublement douloureux pour les Indiens parce qu'il s'accompagne de la discrimination raciale. De fait, nombreux sont les Indiens qui prennent conscience pour la première fois de la discrimination individuelle et collective à leur encontre. L'exploitation, en même temps qu'elle rapproche les groupes ethniques indigènes entre eux en tant qu'indigènes, les rapproche des travailleurs *ladinos* en tant que travailleurs.

L'OPPRESSION ETHNIQUE ET CULTURELLE

Les frontières ethniques et culturelles qui existent entre les Indiens et les *ladinos* du Guatemala ne correspondent pas à des frontières proprement raciales, dans la mesure où le sang indien coule dans les veines de la majorité de la population guatémaltèque.

Au Guatemala, on nomme *ladino* les descendants des métis de l'époque coloniale, c'est-à-dire les enfants nés de l'union entre des Espagnols et des Indiennes. A cette époque, les métis furent également soumis à la discrimination des Espagnols et de leurs descendants *criollos*, c'est-à-dire des descendants des Espagnols nés en Amérique. Ultérieurement, furent considérés comme *ladinos* les Indiens qui adoptèrent la langue et les coutumes des Espagnols. La différence entre Indiens et *ladinos* tient donc en grande partie à cette option culturelle. Est indien celui qui parle, s'habille et vit à la manière traditionnelle des Indiens, et celui qui, sans s'habiller ni vivre comme un Indien, se

considère lui-même comme tel. Est *ladino* celui qui parle l'espagnol, s'habille et vit à la manière occidentale, même s'il n'est pas — au sens de la biologie — le produit d'un métissage. Avec le temps, le racisme à l'encontre des Indiens a fini par faire partie de l'idéologie des *ladinos*. La culture indienne devint une culture subalterne, niée, méprisée, même par les *ladinos* pauvres et opprimés.

Cette contradiction ethnique et culturelle trouve son origine dans la relation de domination entre les *conquistadores* espagnols et les Indiens d'Amérique, elle a été renforcée par la suite par le mécanisme idéologique de la discrimination que les *conquistadores* ont mis en œuvre pour justifier leur oppression des Indiens. Aujourd'hui, le contenu raciste de cette contradiction s'est atténué en conséquence de l'ampleur prise par le métissage.

Néanmoins, il demeure une contradiction ethnique et culturelle, résultant de ces vieux mécanismes idéologiques, alors que les formes mêmes de la domination se sont transformées. Par ailleurs, la frontière ethnique entre les Indiens et les *ladinos* ne correspond déjà plus à la structure de classe de la société guatémaltèque actuelle. Malgré cela, l'actuel système d'exploitation tire profit de l'oppression culturelle et de la discrimination qui se sont développées à des époques antérieures au développement du capitalisme.

La culture des peuples indiens d'aujourd'hui est le produit de quatre siècles d'un mode de vie articulé autour de l'économie agraire communautaire de la culture du maïs — et de son interaction avec le monde espagnol tout d'abord, puis avec l'univers *ladino* ensuite —, combiné dans un syncrétisme bien particulier à des éléments

de la culture occidentale, la religion chrétienne en particulier.

Il existe des différences de développement et de vigueur entre les cultures des différents groupes ethniques. Le sentiment d'identité lié dans un premier temps au groupe ethnique — la nationalité conquise : quiché, cakchiquel, mam ou tzutuhil — a trouvé plus tard son expression dans la communauté plus réduite : le « village indien » de l'époque de la colonie espagnole, Chichicastenango, Nahuala, Patzun. La vie capitaliste rompt désormais les barrières locales entre les communautés et fraie la voie au développement d'une solidarité, à une identification et à une affirmation de leur « indianité » au sens large, sans pour autant entamer l'identité particulière de chaque groupe.

Le parcours imposé par le système capitaliste aux groupes indigènes, d'une économie et d'un mode de vie paysans à la vente de leur force de travail en échange d'un salaire dans les exploitations agricoles ou les entreprises industrielles — en plus de l'assimilation toujours plus importante par leur culture de modes de vie et de coutumes des *ladinos* —, n'offre aux Indiens aucune sorte de perspective. Leur misère ira croissant, accompagnée de l'abandon de leur culture comme résultat de la perte de leurs terres et de la destruction de leur vie communautaire. Et, ajouté à cela, la perpétuation de la discrimination raciale. La guerre populaire révolutionnaire et l'affirmation ethnique des Indiens au cours du développement de la guerre, constituent aujourd'hui la seule alternative possible et la solution future à la réalité ethnique et culturelle complexe de notre pays.

LES INDIENS DANS LA GUERRE POPULAIRE

L'Amérique centrale connaît depuis maintenant plusieurs années un processus de transformations révolutionnaires. La révolution populaire sandiniste du Nicaragua constitue une conquête irréversible. Le peuple salvadorien livre désormais une guerre ouverte qui approche de ses moments décisifs. Au Honduras, les organisations populaires font entendre leur voix toujours plus vigoureusement. Le peuple panaméen est résolu à exiger le respect des traités concernant le Canal et à se libérer de la présence nord-américaine en plein cœur de son territoire. Le peuple du Costa Rica, au milieu d'une crise économique aiguë, lie ses propres luttes à celles de ses voisins et en est solidaire.

Au Guatemala, la guerre populaire révolutionnaire est en marche, et elle ne connaîtra pas de fin avant la chute du pouvoir des ennemis du peuple travailleur et l'édification des fondements d'une société plus juste.

Au milieu de ce processus révolutionnaire continu et ascendant, il y a une particularité qui distingue le Guatemala des autres pays d'Amérique centrale. Dans notre pays, il n'y a pas de révolution possible sans l'incorporation de la population indienne à la guerre, et sans son inté-

gration de plein droit à la nouvelle société que les Indiens doivent contribuer à édifier.

Les vingt-deux groupes indiens du Guatemala constituent tous ensemble la majorité de la population. Mais, en plus, les Indiens sont le facteur fondamental dans la production de l'agriculture d'exportation (café, canne à sucre, coton), et dans la production alimentaire. Ils constituent le gros du semi-prolétariat rural. Leur rôle de producteurs de richesses confère aux Indiens une force et un droit : une force pour la guerre, un droit inaliénable de participer à la construction et à la direction de la nouvelle société.

Au Guatemala, les travailleurs indiens et *ladinos* se retrouvent ensemble dans la lutte contre le régime actuel. Les descendants des Mayas-Quichés, opprimés, exploités, réprimés et discriminés tout au long de plus de quatre siècles, après des centaines de rébellions et de soulèvements locaux sans perspectives et rapidement écrasés, se sont soulevés aujourd'hui pour lutter en faveur d'objectifs révolutionnaires clairement définis. Ce phénomène constitue l'élément fondamental de l'histoire présente du Guatemala. C'est la première fois que les Indiens

adhèrent pleinement à un projet politique révolutionnaire qui tient compte de leurs revendications les plus profondes.

Les Indiens ne participent pas seulement à la guerre populaire révolutionnaire, ils y occupent la place principale qui leur revient. Ils sont les combattants et les cadres guérilleros des organisations révolutionnaires. C'est leur incorporation qui a permis le développement des conceptions, des méthodes et des formes d'organisation de la lutte révolutionnaire. C'est leur esprit combatif qui a eu pour résultat la croissance massive des organisations populaires et révolutionnaires.

Les Indiens luttent dans leurs localités, sur les grands domaines, dans les montagnes, menant à bien les tâches de la guerre conjointement à leurs camarades *ladinos*. Les actions militaires qui causent constamment d'importantes pertes à l'armée et aux autres corps de répression, les embuscades, les occupations de villages et de grandes propriétés, les attaques contre les postes militaires ennemis, sont menées par des unités militaires composées essentiellement d'Indiens qui s'appuient sur la population indienne de la zone où ils opèrent.

Cette présence indienne dans la guerre populaire révolutionnaire — sous toutes ses formes — est un fait politique et militaire que l'actuel gouvernement, incapable, corrompu et criminel, ne peut plus nier ni contenir. Comprendre cette particularité du processus révolutionnaire guatémaltèque est fondamental pour saisir l'ampleur et la profondeur de la transformation révolutionnaire que vit actuellement le Guatemala.

Le système tire profit et reproduit aujourd'hui la discrimination contre les Indiens que les exploiters d'autres époques ont pratiquée et ont imposée à l'ensemble de la population comme idéologie dominante. Le système maintient l'idée de l'infériorité de l'Indien pour diviser et faire s'affronter entre eux les travailleurs indiens et *ladinos*, et pour perpétuer chez les Indiens une attitude soumise et résignée. C'est pour cela que l'élimination de l'oppression culturelle est un objectif central de la révolution et qu'elle n'est possible que dans le cadre d'un processus révolutionnaire. La révolution guatémaltèque donnera sa solution au double problème de l'exploitation et de l'oppression culturelle dont souffrent les groupes ethniques indiens, ou bien elle ne sera pas une véritable révolution.

De fait, le début de la solution réside dans la lutte révolutionnaire qui unit déjà les travailleurs indiens et *ladinos* autour des mêmes objectifs et qui les fait s'affronter au même ennemi. Et c'est dans le cours de la lutte révolutionnaire que les groupes ethniques indiens récupéreront leur identité propre, celle des Indiens révolutionnaires, frères de lutte dans la guerre des autres Indiens et des *ladinos* pauvres qui construiront la nouvelle société. ■

EGP (Ejército guerrillero de los pobres)
Guatemala, Amérique centrale.
Janvier 1981.

La nouvelle grève de la faim des détenus républicains

Depuis le 1er mars, une nouvelle épreuve de force est engagée entre les prisonniers républicains irlandais regroupés au sein des sinistres Blocks H et le gouvernement britannique. A la date où nous écrivons, Bobby Sands, porte-parole des détenus — notamment lors de la grève de la faim de l'hiver dernier — a cessé de s'alimenter. Il a été rejoint le 14 mars par Francis Hughes et le 22 par Joseph O'Hara et Raymond Mc Gresh. A l'origine de ce nouveau mouvement, la violation systématique par l'administration de la prison de Long Kesh des accords conclus le 18 décembre 1980, au terme de cinquante-trois jours de jeûne total de la part de sept prisonniers.

Les sept militants nationalistes avaient mis fin à leur mouvement le 18 décembre, après avoir pris connaissance d'un document élaboré par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, Humphrey Atkins, intitulé « Régime pour les prisons d'Irlande du Nord ». Celui-ci leur reconnaissait, sous certaines conditions, le droit de porter leurs propres vêtements civils à la place de la tenue carcérale, ce qui était une des principales revendications des prisonniers. Certes, ces mesures étaient le fruit d'un compromis. A aucun moment le document de Londres ne prononçait le terme de « *statut politique* » réclamé par les détenus. Il s'agissait cependant d'un premier recul de l'impérialisme britannique, qui avait dû, à cette occasion, faire des concessions qu'il refusait non seulement depuis le début de la grève de la faim, mais depuis 1976, date à laquelle fut supprimé le statut politique. Depuis lors, malgré la « *lutte sous les couvertures* », malgré la grève de l'hygiène des hommes des Blocks H et des femmes de la prison d'Armagh, les différents gouvernements de Londres ne s'étaient pas départis de leur intransigeance.

Cette première victoire — bien qu'encore limitée — est à mettre tout particulièrement à l'actif de l'importante campagne de solidarité entreprise par le Comité national contre les Blocks H et Armagh. Ce dernier sut non seulement toucher la population des ghettos catholiques du Nord, mais son action fut un facteur de mobilisation massive dans les vingt-six comtés du Sud. Celle-ci culmina par une manifestation de 25 000 personnes le 22 novembre à Dublin. Cette campagne trouva un écho au sein des syndicats, de la jeunesse, du mouvement des femmes, des associations sportives et culturelles... Pour la première fois depuis le Dimanche sanglant de Derry en 1972 — où un véritable soulèvement s'était produit à la suite de l'assassinat par l'armée de quatorze militants républicains —, ce fut à une mobilisation unifiée des trente-deux comtés

d'Irlande que l'on a assisté. Devant le danger d'explosion qui représentait leur position intransigeante, les Britanniques durent opérer un premier recul.

Condamnés le plus souvent sans preuves par des tribunaux sans jurys, sur la base d'aveux extorqués, les militants républicains n'ont qu'une exigence : voir reconnaître leur dignité, et donc être considérés comme des prisonniers politiques. Mais cette revendication est en complète contradiction avec la politique de Londres en Ulster. Car reconnaître le statut politique, c'est admettre que l'action des nationalistes ne ressort pas d'un quelconque gangstérisme, mais bien d'un combat contre une oppression coloniale. Céder sur les revendications des prisonniers, c'est mettre en échec la politique de criminalisation des luttes populaires qui constitue la clé de voûte de la politique répressive de l'armée d'occupation britannique.

C'est pourquoi, s'appuyant sur ses ambiguïtés, Margaret Thatcher a remis en cause le compromis de décembre. Dès le mois de janvier, le conflit a rebondi, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord ayant refusé aux prisonniers le droit de porter leurs propres vêtements et ne leur proposant que des vêtements « civils » fournis par l'administration pénitentiaire. Parallèlement, les détenus étaient soumis aux brimades et aux sévices. C'est ainsi que, dans la nuit du 27 et du 28 janvier, quarante-huit d'entre eux étaient sauvagement battus et plusieurs grièvement blessés par les gardiens.

Au cours d'une visite éclair à Belfast, le Premier ministre britannique ne cachait pas sa philosophie, déclarant qu'il n'y avait « *que des meurtres criminels, des bombes criminelles et de la violence criminelle. Il n'y aura pas de statut politique* ». L'attitude des autorités britanniques vise donc avant tout à contraindre les détenus à se soumettre et à infliger par là-même une défaite à la population républicaine, pour qui leur lutte a valeur de test.

A la suite des manœuvres auxquelles s'est livré Londres, l'enjeu de la bataille enclenchée par Bobby Sands et ses camarades est clair : il s'agit d'imposer purement et simplement la reconnaissance du statut politique, sans laisser à l'occupant britannique la possibilité de faire marche arrière. C'est dire à quel point l'issue du conflit actuel est décisive. Les grévistes ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils iraient jusqu'au bout, « *jusqu'à la mort* » s'il le fallait. Dans ce combat, ils ne disposent que d'un soutien : celui du mouvement populaire. Celui-ci se mobilise de nouveau. Dès le 1er mars, plus de 8 000 personnes manifestaient à Belfast.

Face à eux, la bourgeoisie néocoloniale irlandaise et l'Eglise catholique font bloc avec l'impérialisme. Des partis comme le Social Democratic and Labour Party (SDLP, social-démocrate) et la hiérarchie religieuse ne se contentent plus, comme l'an dernier, de faire pression sur les prisonniers pour les amener au compromis, mais dénoncent désormais ouvertement cette deuxième grève de la faim. S'adressant récemment à un groupe de jeunes, l'évêque de Derry leur déclarait : « *Si vous êtes de véritables disciples de Jésus-Christ, vous ne devez pas vous laisser entraîner par des groupes qui ont le meurtre et la destruction comme politique dans notre société, ici en Irlande du Nord. Ne faites rien avec de tels groupes, n'avez rien à faire avec une quelconque campagne à laquelle ils seraient associés !* »

Pour toutes ces raisons, l'épreuve de force en cours s'avère des plus décisives. Depuis le 2 mars, tous les prisonniers « *sous la couverture* » de Long Kesh et les femmes incarcérées à Armagh ont annoncé qu'ils cessaient la grève de l'hygiène pour mettre en évidence l'action de Bobby Sands et ses camarades. Ils ont souligné que la fin de la protestation de l'hygiène ne fera pas cesser les sévices dont ils sont l'objet, mais qu'elle est destinée à valoriser trois revendications essentielles : le droit de ne pas porter l'uniforme carcéral (ou tout autre vêtement fourni par la prison) ; le droit de ne pas accomplir le travail pénitentiaire ; le droit de regroupement libre avec les autres prisonniers républicains.

Aujourd'hui, de nouveau, le soutien aux détenus en grève de la faim concentre le combat contre la politique britannique en Irlande. Seule la pression conjuguée de la mobilisation des masses irlandaises et de la solidarité internationale (*) peut imposer la satisfaction des revendications des détenus de Long Kesh. La mobilisation internationale doit reprendre car, faire reculer Margaret Thatcher dans ce conflit, c'est déjà mettre en échec les plans de l'impérialisme dans ce pays. ■

Christian PIQUET
31 mars 1981.

* En France : Comité de défense des prisonniers politiques irlandais (CDPPI), 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

En Irlande du Sud : National Smash H-Block Committee, c/o 9 Turret Road, Palmers-town, Dublin 20, Eire.

En Irlande du Nord : H-Block Information Center, 85 Falls Road, Belfast.